

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 4350

[2004/203314]

9 SEPTEMBRE 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, plus particulièrement l'article 3, § 1^{er}, 1^o, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu le Règlement (CE) n° 1788/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu le Règlement (CE) n° 595/2004 de la Commission du 30 mars 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1788/2003 du Conseil établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 relatif à l'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 septembre 2003;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'agriculture et de la pêche;

Vu le protocole de coopération du 16 juillet 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu la concertation entre les gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 17 mai 2004;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant que des mesures doivent être prises pour mettre en application les décisions relatives au transfert de ces compétences;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public et ce, dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant que le Règlement n° 1788/2003 du Conseil précise qu'une réserve nationale est instituée par chaque Etat membre et que les modalités de gestion de cette réserve nationale font l'objet du protocole de coopération entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif au prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer les modalités de transfert et de réallocation de quantités de référence pour tenir compte des nouvelles dispositions du Règlement (CE) n° 1788/2003 du Conseil, que cette réglementation doit viser à éviter la spéculation en la matière et qu'elle doit s'appliquer à la période de douze mois débutant le 1^{er} avril 2004;

Considérant qu'il convient, en vue d'améliorer la structure de la production laitière dans le sens d'une rationalisation des moyens de production et d'une économie d'échelle, de définir la notion de groupement de producteurs laitiers, dont chacun des membres répondait, avant la constitution dudit groupement, aux dispositions de l'article 5, point c du Règlement (CE) n° 1788/2003 du Conseil, de manière à empêcher toute manœuvre visant à détourner la réglementation;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les primes concernées aux producteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application de celles-ci;

Considérant qu'il est nécessaire que les producteurs soient informés au plus tôt des modifications intervenues quant à leurs droits et obligations et que cette réglementation doit s'appliquer à la période de douze mois en cours ayant commencé le 1^{er} avril 2004;

Considérant l'avis du Conseil d'Etat, donné le 17 juillet 2004;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1^o le prélèvement : le prélèvement à charge du producteur de lait de vache sur les livraisons de lait à un acheteur et sur les ventes directes de lait et de produits laitiers au consommateur final, visé par le Règlement (CE) n^o 1788/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

2^o la période : la période de 12 mois d'application du prélèvement qui court du 1^{er} avril au 31 mars de l'année suivante;

3^o le Ministre : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

4^o le Ministère : le Ministère de la Région wallonne;

5^o l'Administration : la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

6^o le producteur :

a. soit l'exploitant agricole, personne physique ou morale, ou groupement de personnes physiques ou de personnes morales ou des deux, qui gère de manière autonome à son profit et pour son compte une exploitation et qui, de ce chef, vend directement du lait ou d'autres produits laitiers ou livre du lait à un acheteur;

b. soit le groupement de producteurs laitiers : groupement temporaire de deux producteurs tels que définis au point a, qui gère de manière autonome, à son profit et pour son compte, une seule exploitation résultant exclusivement de la mise ensemble des 2 exploitations de ses membres, c'est-à-dire, l'ensemble des unités de production que chacun des membres du groupement gère préalablement à la constitution dudit groupement de producteurs laitiers et qui de ce chef vend directement du lait ou d'autres produits laitiers ou livre du lait à un acheteur.

En outre, les conditions suivantes doivent être satisfaites :

b.1. Constitution du groupement de producteurs laitiers par acte authentique

- Le groupement est constitué par un acte authentique portant constitution du groupement de producteurs laitiers. Avant la constitution dudit groupement de producteurs laitiers, chacun de ses membres répondait aux dispositions du point a;

- l'acte authentique est accompagné d'un inventaire détaillé des apports de chacun des différents membres du groupement de producteurs laitiers précisant, entre autres, le troupeau et le ou les unités de production concernées par l'apport, les quantités de référence dont disposait chacun des membres dudit groupement au moment de la signature de l'acte authentique, les terres servant à la production laitière, à raison d'un maximum de 20 000 litres de quantité de référence par hectare, sans préjudice des dispositions de l'article 1^{er}, 15^o, f, et de l'article 6;

- l'acte authentique précise aussi le numéro et l'adresse de l'unité de production comprenant les installations laitières à partir desquels se feront les livraisons et/ou ventes directes du groupement de producteurs laitiers ainsi que le numéro de troupeau commun. A défaut d'être connu lors de l'établissement de l'acte authentique, le numéro de troupeau sera communiqué à l'Administration dans les trente jours suivant la date de la passation de l'acte authentique;

- toutes les terres devant servir à la production laitière pendant l'existence du groupement et reprises sur l'acte authentique doivent être situées sur le territoire de l'ancienne commune où sont situées les installations laitières utilisées par le groupement de producteurs laitiers ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine;

- pour les membres du groupement de producteurs laitiers qui ont, préalablement à la constitution dudit groupement de producteurs laitiers, été cessionnaires en 1997-1998 ou après de quantités de référence au sens des dispositions de l'article 1^{er}, point 15^o, et des articles 5, 9, 10 et 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers, ou cessionnaires en 1996-1997 ou après au sens des dispositions de l'article 1^{er}, point 16^o, et des articles 5 et 14 du même arrêté du 19 décembre 2002, les terres apportées au groupement de producteurs laitiers doivent être, au moins, celles reprises avec les quantités de référence;

b.2. Durée du groupement de producteurs laitiers : le groupement de producteurs laitiers est constitué pour une durée de trois périodes commençant le 1^{er} avril. Au terme de cette durée, à défaut d'une demande préalable de reconduction expresse par tous les membres dudit groupement, il y a dissolution dudit groupement;

b.3. Quantités de références du groupement de producteurs laitiers :

- les quantités de références gérées par le groupement de producteurs laitiers correspondent à la somme des quantités de référence apportées par chacun de ses membres. La teneur représentative en matière grasse des quantités de références ainsi gérées par le groupement de producteurs laitiers est la moyenne pondérée des teneurs représentatives en matière grasse des quantités de référence apportées par chacun des membres du groupement;

- à l'exception des dispositions prévues par les articles 9 et 10, le groupement de producteurs laitiers ne peut être ni cédant ni preneur d'une quantité de référence au sens des dispositions des articles 1^{er}, point 15^o, 5 et 14;

- en cas d'application des dispositions des articles 3, 4 et 15, seul le groupement de producteurs laitiers est pris en considération, à l'exclusion de ses membres pris isolément;

b.4. Membres du groupement de producteurs laitiers :

- au moment de la passation de l'acte authentique portant constitution du groupement de producteurs laitiers, chacun des membres dudit groupement doit répondre aux dispositions du point a;

- au 1^{er} avril suivant la date de passation de l'acte authentique portant constitution du groupement, aucune des personnes physiques et aucun des éventuels associés gérants, administrateurs ou gérants, parmi les membres du groupement de producteurs laitiers, ne peut avoir atteint l'âge de 65 ans;

- chacun des membres du groupement de producteurs laitiers répond aux dispositions de l'article 1^{er}, point 7;

- chacun des membres du groupement poursuit ses propres engagements relatifs à l'octroi d'éventuelles aides à l'installation et à l'investissement dont il aurait bénéficié avant la constitution du groupement de producteurs laitiers;

b.5. Unités de production et de troupeau du groupement de producteurs laitiers :

- le groupement de producteurs laitiers ne peut gérer qu'un seul troupeau et ne peut gérer que les unités de production provenant de ses membres, quels qu'en soient les domaines d'activité;

b.6. Dissolution et ou retrait du groupement de producteurs laitiers;

- le groupement de producteurs laitiers ne peut être dissout, sauf force majeure, qu'au terme de la durée de trois périodes pour laquelle il a été constitué ou reconduit;

- lors de la dissolution du groupement de producteurs laitiers, chaque membre du groupement recouvre ses quantités de références initiales précisées dans la passation de l'acte authentique. Toutefois, les éventuelles quantités de références acquises en vertu des dispositions de l'article 15 sont réparties à part égale entre les membres sortants;

7° agriculteur à titre principal :

a. soit, la personne physique qui exploite elle-même l'exploitation agricole, qui obtient de son exploitation un revenu net imposable supérieur à 50 % du montant net imposable de son revenu global et qui consacre aux activités extérieures à l'exploitation moins de 50 % de la durée totale de son travail;

b. soit, la personne morale dont les statuts impliquent comme objet l'exploitation agricole et la commercialisation des produits provenant principalement de cette exploitation. Cette personne morale doit en outre satisfaire aux conditions suivantes :

b.1. être constituée sous la forme d'une société agricole ou

b.2. être constituée sous une des formes visées au Code des sociétés, article 2, § 2, tirets 1 à 6, livre I, et satisfaire en outre aux conditions suivantes :

- être constituée pour une durée d'au moins vingt ans;

- les actions où les parts de la société doivent être nominatives;

- les actions et les parts de la société doivent appartenir pour au moins 51 % aux administrateurs ou gérants;

- les administrateurs ou gérants de la société doivent être désignés parmi les associés;

- les administrateurs ou gérants de la société doivent consacrer plus de 50 % de leur temps à l'activité agricole dans la société et retirer de cette activité plus de 50 % du montant net imposable de leur revenu global;

c. soit le groupement de personnes physiques ou des personnes morales ou des deux dans lequel toutes les personnes physiques consacrent plus de 50 % de la durée totale de leur temps de travail à l'activité agricole dans le groupement et retirent de cette activité plus de 50 % du montant net imposable de leur revenu global, et dans lequel toutes les personnes morales remplissent les conditions énumérées sous le point **b** et consacrent plus de 50 % de leur activité aux activités agricoles du groupement;

d. soit un groupement de personnes physiques constitué de conjoints dont seulement l'un remplit les conditions fixées au point **a**;

e. soit un groupement de producteurs laitiers tel que défini au point 6°, **b**, dont tous les membres remplissent les conditions fixées aux points **a** et **b** ou un groupement de producteurs laitiers constitué de deux conjoints dont seulement l'un remplit les conditions fixées au point **a** ;

8° livraison : toute livraison de lait, à l'exclusion de tout autre produit laitier, par un producteur à un acheteur, que le transport soit assuré par le producteur, par l'acheteur, par l'entreprise traitant ou transformant ces produits ou par un tiers;

9° vente directe : toute vente ou cession, par un producteur, de lait directement au consommateur, ainsi que toute vente ou cession, par un producteur, d'autres produits laitiers;

10° l'unité de production laitière : l'ensemble des moyens, en connexité fonctionnelle, exploités par le producteur pour la production de lait comprenant, à son usage exclusif, l'étable pour les vaches laitières, les terres servant à la production laitière, l'installation laitière, les vaches laitières, les stocks d'aliments et le refroidisseur de lait ou les cruches à lait. L'adresse des installations laitières de l'unité de production laitière en détermine l'adresse et, par conséquent, la zone d'appartenance de l'unité de production;

11° l'exploitation : l'ensemble des unités de production laitières gérées et exploitées par le producteur;

12° anciennes communes voisines : les anciennes communes avant fusion des communes réalisée par la loi du 30 décembre 1975 dont le centre est situé dans un rayon de 30 kilomètres du centre de l'ancienne commune où se trouvent les installations de l'unité de production laitière ainsi que les anciennes communes les plus proches qui doivent, si nécessaire, être ajoutées pour atteindre la superficie d'un cercle de 30 kilomètres de rayon;

13° l'acheteur : l'acheteur tel que défini à l'article 5 du Règlement (CE) n° 1788/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers. Tout acheteur doit être agréé par l'Administration conformément aux dispositions de l'article 23 du Règlement (CE) n° 595/2004 de la Commission du 30 mars 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1788/2003 du Conseil établissant un prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

14° zone : le territoire de la Région wallonne;

15° reprise d'une exploitation :

§ 1^{er}. Transfert de l'ensemble des unités de production laitière d'une seule exploitation, y compris les quantités de référence correspondantes, telles que comptabilisées par l'Administration au 31 mars 2002, sous les conditions suivantes :

a. la reprise des quantités de référence n'entraîne aucun cumul de quantités de référence dans le chef du cessionnaire;

b. la production de lait par le cessionnaire ne peut se faire que sur cette exploitation reprise.

Toutefois, en cas de reprise par un parent ou allié au premier degré avec le cédant, sans préjudice de l'application du point **e**, le cessionnaire conserve sa quantité de référence s'il reprend une fois durant une période de neuf ans à partir de la date de transfert de la quantité de référence une autre unité de production laitière sise, en Wallonie, sur le territoire de l'ancienne commune où sont situées les terres reprises avec les quantités de référence visées au point **a** ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine. En ce cas, le producteur est soumis aux conditions suivantes :

b.1. la reprise de cette autre unité de production laitière n'entraîne aucun cumul de quantités de références par le cessionnaire;

b.2. durant neuf ans à partir de la reprise de cette nouvelle unité de production laitière, la production laitière ne peut se faire que sur cette autre unité de production laitière et les terres servant à la production laitière doivent, sans préjudice de l'application du point e, être celles reprises avec les quantités de référence visées au point a, sauf si la totalité de la quantité de référence fait l'objet d'une libération telle que prévue à l'article 15, § 1^{er};

c. cette exploitation, telle que reprise, doit effectivement être exploitée pour la production laitière durant au moins neuf ans à partir de la date de transfert de la quantité de référence, sauf si la totalité de la quantité de référence fait l'objet d'une libération. Durant cette période, cette exploitation ne peut être ni démantelée ni délocalisée en tout ou partie;

d. durant cette période de neuf ans, le cessionnaire ne peut céder tout ou partie de l'exploitation à un autre producteur que pour autant que ce dernier, à son tour, remplisse, durant une nouvelle période de neuf ans, les mêmes conditions que son cédant, s'engage à respecter les mêmes obligations que son cédant et soit son parent ou allié au premier degré ou son parent collatéral au deuxième degré ou son conjoint.

Toutefois, durant cette période de 9 ans et sans préjudice des dispositions de l'article 10, le producteur-cessionnaire peut céder toutes les quantités de références et toutes les terres servant à la production laitière dont il disposait déjà au 31 mars 2003 à un producteur qui est son conjoint et qui disposait déjà de quantités de références au 31 mars 2003.

De même, durant cette période de neuf ans, lorsque le producteur-cessionnaire est un groupement de personnes physiques, parents ou alliés entre elles au premier degré, en cas de dissolution dudit groupement, les quantités de références et toutes les terres servant à la production laitière sont réparties et transférées aux membres de ce groupement suivant les modalités prévues au § 2.

L'obligation du lien de parenté ou d'alliance au premier degré ou de parenté collatérale au deuxième degré ou de la qualité de conjoint n'est pas d'application :

1) lorsque le producteur-cessionnaire suite à une succession fait un transfert de l'exploitation concernée par la succession en qualité de cédant;

2) ou lorsque le cessionnaire, personne physique, cède toute l'exploitation à une société agricole dont il est le seul associé gérant;

e. durant cette même période, le cessionnaire ne peut exploiter d'autres unités de production laitières, à l'exception de terres servant à la production laitière, que celles faisant partie de l'exploitation reprise, sans préjudice de l'application, du point b;

f. lorsque le producteur-cédant est une seule personne physique ou un groupement de deux conjoints et que le producteur-cessionnaire, constitué d'une seule personne physique ou d'un groupement de conjoints tel que défini à l'article 1.7^o, d, est parent ou allié au premier degré en ligne descendante avec le producteur-cédant, les quantités de références maximales pouvant être cédées par hectare servant à la production laitière sont adaptées en fonction de la superficie totale pouvant être cédée sans toutefois dépasser 50 000 litres par hectare. Seule la référence des terres situées en Belgique sur la déclaration de superficies du cédant et qui se rapporte à l'année précédant la période en cours sera prise en compte pour déterminer la superficie totale à céder;

Seules les quantités de références disponibles dans le chef du producteur-cédant au 31 mars 1985, sont concernées par cette adaptation. Le producteur-cédant a, depuis le 1^{er} avril 1985, une quantité de référence supérieure à 20 000 litres par hectare de terres exploitées en Belgique;

g. si la reprise est consécutive à une succession, le conjoint ou la conjointe survivant ou les personnes physiques survivantes faisant partie du groupement concerné peuvent reprendre l'exploitation sans être tenus aux conditions prescrites par les points b à e mais doivent poursuivre le respect de toutes les obligations que le cédant était tenu de respecter.

§ 2. Sans préjudice de l'application du § 1^{er}, le transfert des terres de l'exploitation peut être partiel pour autant que les conditions suivantes soient également satisfaites :

a. le producteur-cédant est un groupement de personnes physiques, parents ou alliés entre elles au premier degré, dans les conditions prévues au § 1^{er}, d, ou un groupement de personnes physiques apparentées entre elles collatéralement au second degré et le producteur-cessionnaire est l'un des membres de ce groupement;

b. le reste des terres est transféré à la même date à l'autre membre du groupement qui reprend une autre unité de production laitière selon les dispositions des points b à g, du § 1^{er};

c. le groupement, producteur-cédant, a, préalablement à sa dissolution, établi une convention précisant les quantités de référence et les surfaces de terres servant à la production laitière dont chacun de ses membres conserve ou reprend la jouissance;

16^o déclaration de superficies : la déclaration de superficies telle que prévue à l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables.

Art. 2. Les quantités de référence individuelles disponibles sur l'exploitation pour livraisons ou ventes directes, sont égales aux quantités disponibles au 31 mars de la période précédente.

Les teneurs représentatives en matière grasse à prendre en considération et les coefficients d'équivalence à utiliser pour convertir les produits laitiers en litres de lait entier sont fixés à l'annexe du présent arrêté.

Art. 3. Afin de tenir compte des modifications affectant ses livraisons ou ses ventes directes, le producteur peut introduire une demande dûment motivée pour obtenir, pour la durée de la période ou à titre définitif, une augmentation ou l'établissement d'une de ses quantités de référence, moyennant une baisse ou la suppression correspondante de l'autre quantité de référence.

Cette demande doit être introduite par lettre recommandée à l'Administration à l'aide d'un formulaire-type, disponible auprès de l'Administration.

Le délai pour l'introduction de cette demande est fixé sans préjudice des dispositions de l'article 13 :

1^o s'il s'agit d'une demande pour obtenir une modification définitive ou l'établissement définitif de quantités de référence, au plus tard le 31 juillet de la première période concernée par cette modification. Toutefois, en cas de libération de tout ou partie des quantités de référence telle que prévue à l'article 15, la demande pour obtenir une modification définitive ou l'établissement définitif de quantités de référence à libérer peut être introduite jusqu'au 30 novembre de la période concernée;

2^o s'il s'agit d'une demande pour une modification temporaire ou l'établissement temporaire de quantités de référence, au plus tard le 30 avril de la période qui suit la période concernée par cette modification.

Art. 4. § 1^{er}. Le producteur peut céder temporairement pour la durée de la période la partie de sa quantité de référence pour livraisons ou de sa quantité de référence pour ventes directes qui n'est pas destinée à être utilisée par lui-même, à d'autres producteurs. Ces producteurs doivent avoir leurs unités de production laitière situées dans la zone.

§ 2. Ces conventions de cession temporaire de quantités de référence doivent être conclues, à l'aide d'un formulaire-type disponible auprès de l'Administration ou de l'acheteur.

Elles ne peuvent être prises en considération que si les conditions suivantes sont remplies :

1° un producteur peut céder temporairement les quantités de référence pour lesquelles il a introduit, en qualité de cédant et pendant la même période, soit une demande de libération définitive comme prévu à l'article 15, § 1^{er}, 4°, soit une demande de transfert comme prévu à l'article 5. Dans ce dernier cas, la quantité de référence ne peut être cédée temporairement qu'au producteur-cessionnaire à qui la quantité de référence sera transférée définitivement en vertu de l'article 5.

Au cas où un producteur n'aurait pas introduit pendant la même période de demande de libération définitive d'une quantité de référence comme prévu à l'article 15, § 1^{er}, 4°, ou de transfert comme prévu à l'article 5, la quantité totale qu'il peut céder sur base d'une convention de cession temporaire est limitée, sauf en cas de force majeure, à 20 000 litres;

2° la quantité totale qu'un producteur peut reprendre sur base de conventions de cession temporaire est limitée à 20 000 litres. Ce plafond n'est pas d'application si la quantité de référence totale qui est reprise par cession temporaire concerne une quantité de référence qui sera reprise définitivement en vertu de l'article 5.

§ 3. Pour être recevables les conventions visées au § 1^{er} doivent être transmises par lettre recommandée à l'Administration, au plus tard le 30 novembre de la période concernée.

Art. 5. Sans préjudice des dispositions de l'article 15, en cas de transfert de tout ou partie d'une exploitation à un autre producteur par succession, en vertu d'un acte translatif ou déclaratif de propriété ou d'usufruit d'immeuble ainsi que d'un acte portant bail, sous-bail ou cession de bail, en cas de mise en commun d'exploitations par deux ou plusieurs producteurs et en cas de changement d'associé gérant d'une société agricole, les quantités de référence correspondantes sont transférées dans les limites et modalités suivantes :

a. la quantité de référence transférée ne peut pas dépasser 20 000 litres par hectare de terres servant à la production laitière. Le producteur-cédant détermine les terres servant à la production laitière, qui doivent être situées sur le territoire de l'ancienne commune où sont situées les installations de l'unité de production dont elles font partie et à partir de laquelle les livraisons et/ou les ventes directes, comptabilisées par l'Administration sur la quantité de référence à transférer, étaient effectuées le 31 mars 2002, ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine.

Les documents justificatifs du transfert des terres doivent être pourvus des signatures certifiées conformes par les autorités communales respectives;

b. les terres servant à la production laitière reprises doivent être exploitées par le producteur-cessionnaire pendant au moins neuf ans à partir de la date de transfert de la quantité de référence, sauf en cas de force majeure, en cas d'application de l'article 1^{er}, point 15°, g, ou en cas d'application de l'article 1^{er}, point 15°, durant la période de neuf ans et pour autant que le producteur considéré soit parent ou allié au premier degré ou parent collatéral au deuxième degré ou le conjoint du producteur-cédant. Cette preuve d'exploitation des terres doit être apportée annuellement à l'aide de la déclaration de superficie.

Lorsque conformément aux dispositions de l'article 1^{er}, point 15°, une exploitation est reprise par un autre producteur, ce dernier doit également pour les terres ayant fait l'objet d'une demande de transfert après le 1^{er} avril 1996, respecter les mêmes obligations que son cédant pendant une nouvelle période de neuf ans;

c. sans préjudice des conditions particulières prévues dans l'article 1^{er}, point 15°, le producteur-cédant ne peut faire un transfert de quantité de référence en qualité de cessionnaire au cours de la période en cours et des deux périodes suivantes sauf dans les cas suivants :

- c.1. le producteur-cédant a cédé la totalité de son exploitation, constituée d'une seule unité de production, avec la totalité des quantités de référence à un producteur qui réalise une reprise d'exploitation telle que définie à l'article 1^{er}, point 15°, et il reprend une autre exploitation comme défini à l'article 1^{er}, point 15°. Cette autre exploitation ne peut comprendre ni l'étable, ni les terres, ni l'installation laitière cédées auparavant par le cessionnaire;

- c.2. le producteur-cédant a introduit une demande pour la libération de la totalité de sa quantité de référence sur base des dispositions de l'article 15;

d. le producteur-cédant doit apporter la preuve qu'il a livré et/ou vendu directement du lait au cours des deux périodes précédentes, sauf en cas de force majeure ou lorsque le transfert n'entraîne aucun cumul de quantités de référence dans le chef du producteur-cessionnaire et que ce dernier est agriculteur à titre principal;

e. Sans préjudice des conditions particulières prévues à l'article 1^{er}, point 15°, le producteur-cessionnaire ne peut faire un transfert de quantité de référence en qualité de cédant au cours de la période en cours et des deux périodes suivantes, sauf en cas de force majeure, de vente ou transmission de terre servant à la production laitière par héritage ou lorsque le cédant et le cessionnaire sont parents ou alliés au premier degré ou lorsque le transfert n'entraîne aucun cumul de quantités de référence dans le chef du producteur-cessionnaire et que ce dernier est agriculteur à titre principal.

Art. 6. § 1^{er}. En cas de transfert total ou partiel d'une exploitation parce que le bailleur a donné congé au producteur, qu'il en a obtenu validation devant le juge de paix, sauf si le congé est basé sur l'article 7, 6°, 7° et 8°, de la loi du 4 novembre 1969 modifiant la législation sur le bail à ferme et sur le droit de préemption en faveur des preneurs de biens ruraux et si le producteur continue la production laitière au départ d'une unité de production laitière située dans la même zone, sans préjudice des conditions particulières prévues à l'article 1^{er}, point 15°, et aux articles 5, 9, 10 du présent arrêté, ce dernier conserve une partie ou la totalité de sa quantité de référence à condition que la somme de la quantité de référence conservée et de la quantité de référence correspondant à l'exploitation qu'il reprend, ne soit pas supérieure à la quantité de référence dont il disposait avant l'expiration du bail.

§ 2. Pour l'application de cette règle, il faut entendre par transfert partiel :

a. un renon donné pour l'ensemble des étables et de l'installation laitière de l'unité de production laitière;

b. un renon sur des terres qui a pour effet de réduire la superficie conservée par le producteur de telle sorte que la quantité de référence par hectare devienne supérieure à 10 000 litres. Cette superficie est déterminée sur base de la déclaration de superficies du producteur;

c. une combinaison des points a et b.

Le § 1^{er} est d'application en cas d'expropriation.

Art. 7. Lorsque des terres appartenant au producteur-cédant sont grevées d'hypothèques et que le créancier hypothécaire a notifié par lettre recommandée à son débiteur et à l'Administration qu'il s'oppose à tout transfert de quantité de référence par hectare supérieure à la quantité de référence moyenne par hectare des terres dont le producteur a la jouissance, la quantité de référence par hectare cédé ne peut alors être supérieure à cette quantité de référence moyenne.

L'opposition n'est valable que si elle est précédée de la signification d'un exploit de saisie immobilière ou d'un exploit de commandement visé à l'article 1564 du Code judiciaire.

Art. 8. En cas de démantèlement forcé d'une exploitation la quantité de référence est transférée au producteur visé à l'article 1^{er}, 15^o.

A défaut, la quantité de référence est partagée entre les producteurs proportionnellement aux surfaces dont la jouissance est par eux reprise ou conservée.

Ces producteurs peuvent toutefois conclure un accord prévoyant une autre répartition à condition que la quantité de référence par hectare ne dépasse 20 000 litres.

Art. 9. § 1^{er}. Des quantités de référence qui font ou ont fait l'objet d'un transfert, visé aux articles 5 et 13, hormis en cas de reprise, 90 % sont ajoutées à la réserve nationale lorsque ce transfert s'opère, entre producteurs qui ne sont ni parents ni alliés au premier degré, ni parents collatéraux au second degré, ni conjoints.

Toutefois, cette disposition ne trouve pas à s'appliquer lorsque le transfert s'opère soit au profit d'un groupement de personnes physiques tels que défini à l'article 1^{er}, 7^o, c, dont le plus âgé, a moins de 65 ans au 1^{er} avril suivant la période en cours, soit au profit d'une société agricole dont l'associé gérant le plus âgé a moins de 65 ans au 1^{er} avril de la période en cours et si, préalablement à ce transfert :

- ledit groupement ou ladite société agricole a repris au sens de l'article 1^{er}, 15^o, l'exploitation et la totalité des terres servant à la production laitière d'un cédant parent ou allié au 1^{er} degré, en constituant avec ce cédant parent ou allié au premier degré ledit groupement ou ladite société agricole. Ce cédant peut avoir lui-même procédé, avant le 31 mars 2004, à une création d'exploitation au sens des dispositions de l'article 1^{er}, 16^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

- tous les membres dudit groupement et tous les associés gérants de ladite société agricole sont, entre eux, parents ou alliés au premier degré ou parents collatéraux au second degré avec un parent au 1^{er} degré.

Lorsque la personne physique la plus âgée dudit groupement de personnes physiques ou l'associé gérant le plus âgé de ladite société agricole a atteint l'âge de 65 ans au 1^{er} avril de la période suivante, les dispositions de l'article 9, § 3, 1^o et 2^o, sont d'application.

§ 2. Un lien de parenté ou d'alliance doit exister entre cédant et cessionnaire, selon les modalités suivantes :

1^o si le producteur-cessionnaire est une personne morale, les conditions suivantes doivent être satisfaites :

a. le lien de parenté ou d'alliance au premier degré ou de parenté collatérale au second degré ou la qualité de conjoint doit exister, en cas de société agricole, au moins dans le chef de l'un des associés gérants qui ont été nommés dans l'acte de constitution de cette société agricole ou, en cas d'autre personne morale, dans le chef de l'un des administrateurs ou gérants qui ont été nommés dans l'acte de constitution de cette personne morale.

A défaut, ces associés gérants ou ces administrateurs ou ces gérants doivent avoir sans discontinuer pendant les neuf périodes précédentes la qualité d'associé gérant de la société agricole ou d'administrateur ou de gérant de la personne morale;

b. au sein de la personne morale considérée, tous les associés gérants ou administrateurs ou gérants doivent être entre eux parents ou alliés au premier degré ou parents collatéraux au deuxième degré ou avoir la qualité de conjoint;

2^o si le producteur-cessionnaire est un groupement de personnes physiques, un lien de parenté ou d'alliance au premier degré ou un lien de parenté collatérale au second degré ou la qualité de conjoint doit exister entre cédant et cessionnaire au moins dans le chef de l'une des personnes physiques constituant le groupement. Les membres de ce groupement doivent satisfaire aux conditions suivantes :

a. tous les membres personnes physiques constituant ce groupement doivent être entre eux parents ou alliés au premier degré ou parents collatéraux au deuxième degré ou avoir la qualité de conjoint;

b. lorsque ce groupement est constitué de deux conjoints, le producteur cédant doit être une personne physique ou un groupement de personnes physiques constitué de deux conjoints.

Il ne peut être satisfait à l'exigence du lien de parenté ou d'alliance lorsque soit le cédant, soit le cessionnaire, est un groupement de personnes morales ou un groupement de personnes morales et physiques.

§ 3. En outre, des quantités de référence qui font ou ont fait l'objet d'un transfert, 90 % sont ajoutés à la réserve nationale également dans les cas suivants :

1^o le producteur-cessionnaire est, sauf en cas d'application de l'article 1^{er}, 15^o, g, une personne physique qui a atteint l'âge de 65 ans au 1^{er} avril de la période suivante et qui n'a pas été agriculteur à titre principal sans discontinuer durant les trois périodes précédentes;

2^o le producteur-cessionnaire est, sauf en cas d'application de l'article 1^{er}, 15^o, g, un groupement de personnes physiques ou une société agricole dont l'une des personnes ou un des associés gérants a atteint l'âge de 65 ans au 1^{er} avril de la période suivante et n'a pas été agriculteur à titre principal sans discontinuer durant les trois périodes précédentes;

3^o le transfert s'opère en application de l'article 8, deuxième alinéa; sans préjudice des conditions particulières prévues à l'article 1^{er}, point 15^o;

4^o le producteur-cessionnaire reste en défaut d'apporter la preuve de sa qualité d'agriculteur à titre principal pendant toute la durée de l'année de la prise d'effet du transfert ou, en cas de début d'activité, durant toute l'année civile suivante. Cette disposition n'est pas d'application en cas de transfert d'une exploitation en vertu de l'article 1^{er}, point 15^o, g, ou en cas de transfert d'une exploitation ou d'une partie de celle-ci entre conjoints ou entre parents ou alliés au premier degré, et pour autant que le producteur-cessionnaire ne soit constitué que d'une seule personne physique;

5^o la totalité de l'exploitation du producteur-cessionnaire ainsi que les terres transférées ne sont pas situées sur le territoire de l'ancienne commune où se situaient les installations de l'unité de production à partir de laquelle les livraisons et/ou les ventes directes comptabilisées par l'Administration sur la quantité de référence à transférer étaient effectuées au 31 mars 2002, ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine. Le retour à la réserve nationale

s'applique également lorsque les terres transférées ne sont pas situées sur le territoire de l'ancienne commune où se situent l'installation laitière et/ou l'étable d'une unité de production du cessionnaire ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine.

Toutefois, lorsque la totalité de l'exploitation du producteur-cessionnaire est constituée d'une seule unité de production et est située sur le territoire de l'ancienne commune où sont situées les installations de cette unité de production ou sur le territoire d'une ancienne commune voisine, cette retenue pour la réserve n'est pas d'application si l'unité de production à partir de laquelle les livraisons et/ou les ventes directes comptabilisées par l'Administration sur la quantité de référence à transférer étaient effectuées au 31 mars 2002 est située sur le territoire de l'ancienne commune où sont situées les installations de l'unité de production du repreneur.

Lorsque le producteur-cédant et le producteur-cessionnaire des terres transférées sont parents ou alliés au premier degré ou ont la qualité de conjoint, le retour à la réserve nationale de 90 % de la quantité de référence correspondante, prévue au premier alinéa, ne s'applique pas;

6° une des conditions prévues à l'article 5 n'est pas ou n'est plus respectée.

Toutefois, en cas de non-respect de la disposition de l'article 5, *b*, les 90 % de la quantité de référence qui sont ajoutés à la réserve nationale sont calculés proportionnellement au rapport qui existe entre la superficie des terres reprises qui n'ont pas été exploitées de façon continue durant la période de neuf ans à partir de la date du transfert de la quantité de référence et la superficie totale des terres reprises.

Art. 10. § 1^{er}. Des quantités de référence qui font l'objet d'un transfert visé aux articles 5 et 13 entre producteurs parents ou alliés au premier degré ou entre parents collatéraux au second degré ou entre conjoints qui ne tombent pas dans l'un des cas visés à l'article 9, § 3, 90 % des tranches qui, additionnées à la quantité de référence du cessionnaire avant transfert, augmentent la quantité de référence du cessionnaire après transfert au-delà de 520 000 litres, sont ajoutés à la réserve nationale.

§ 2. 1° Si le producteur-cessionnaire est un groupement de personnes physiques répondant aux conditions de l'article 9, § 2, 2°, point *a*, le plafond des 520 000 litres est porté à 720 000 litres.

2° Si le producteur-cessionnaire est une société agricole ou une autre personne morale répondant aux conditions de l'article 9, § 2, 1°, point *b*, dont tous les gérants ou administrateurs répondent aux conditions de l'article 9, § 2, 1°, point *a*, le plafond de 520 000 litres est porté à 720 000 litres.

3° Si le producteur-cessionnaire est constitué d'un groupement de personnes physiques qui sont deux conjoints tels que définis à l'article 1^{er}, 7°, *d*, le plafond est limité à 520 000 litres.

§ 3. La retenue pour la réserve nationale n'est pas d'application sur la partie de la quantité de référence dont le cédant disposait déjà pour la période du 1^{er} avril 1991 au 31 mars 1992, au cas où le producteur-cédant et le producteur-cessionnaire sont parents ou alliés au premier degré ou parents collatéraux au second degré ou conjoints et satisfont aux conditions suivantes :

1° le cédant ne peut avoir repris une quantité de référence pendant la période en cours;

2° ni cédant, ni cessionnaire n'ont atteint l'âge de 65 ans au 1^{er} avril de la période de prise d'effet du transfert. En cas de groupement de personnes physiques ou de société agricole, ou de personne morale l'âge de la personne ou de l'associé gérant ou de l'administrateur ou gérant le plus âgé est pris en compte;

3° le cessionnaire ne peut avoir repris d'exploitation au sens de l'article 1^{er}, 15°, durant les neuf périodes qui précèdent ni durant la période en cours. Toutefois, les neuf périodes sont réduites à cinq si la demande de reprise considérée a été introduite antérieurement au 1^{er} janvier 1997;

4° si le producteur-cessionnaire ou le producteur-cédant ou les deux sont constitués sous la forme d'une société agricole ou d'une autre personne morale, tous les gérants ou tous les administrateurs ou gérants doivent répondre aux conditions de l'article 9, § 2, 1°, point *a*.

Art. 11. § 1^{er}. Les quantités de références qui font l'objet d'un transfert sont ajoutées à 100 % à la réserve nationale lorsqu'il s'agit de quantité de référence que le producteur ne conserve pas en tout ou en partie conformément à l'article 6.

§ 2. En cas de non-respect d'une des conditions prévues à l'article 1^{er}, 15°, 100 % des quantités de références qui avaient été transférées au producteur en application des dispositions dudit article 1^{er}, 15°, sont ajoutés au 1^{er} jour de la période suivante à la réserve nationale.

Toutefois, en cas de non-respect de la disposition de l'article 5, *b*, les 90 % de la quantité de référence qui sont ajoutés à la réserve nationale sont calculés proportionnellement au rapport qui existe entre la superficie des terres reprises qui n'ont pas été exploitées de façon continue durant la période de neuf ans à partir de la date du transfert de la quantité de référence et la superficie totale des terres reprises.

Art. 12. En cas de transfert de tout ou partie d'une exploitation à une personne qui n'est pas producteur, sans préjudice des dispositions de l'article 15, la retenue pour la réserve nationale s'élève à 100 % de la quantité de référence transférée.

Art. 13. § 1^{er}. Lorsque l'Administration constate que la production de lait ou de produits laitiers de deux ou plusieurs producteurs provient d'une même exploitation, elle opère une mise en commun d'office des producteurs concernés.

Dans ce cas, l'Administration procède à la rectification des quantités de référence pouvant être disponibles sur cette exploitation, en appliquant les dispositions des articles 5, 9, 10 et 14, § 1^{er}.

§ 2. Sauf en cas de force majeure, la mise en commun d'office visée au § 1^{er} est également opérée en cas de constatation d'usage de mêmes moyens de production d'une unité de production laitière par des producteurs en cas de cession temporaire entre producteurs, soit directement, soit par l'intermédiaire de tiers, de la gestion de tout ou partie des moyens de production d'une unité de production laitière, pour une durée inférieure à vingt-quatre mois.

Cette disposition n'est toutefois pas d'application pour les producteurs en activité avant le 1^{er} avril 1996 dans la même unité de production laitière et entre lesquels un transfert de la gestion précitée a déjà eu lieu, au plus tard au cours de la campagne 1995-1996, dans la même unité de production laitière.

§ 3. En cas de mise en commun d'office, le producteur concerné peut introduire, dans le mois qui suit la notification de la décision, une demande de libération visée à l'article 15, pour la partie des quantités de référence qui en cas de non-libération serait ajoutée à la réserve nationale.

§ 4. Lorsque la demande visée à l'article 3, 1^o, est consécutive à une mise en commun d'office, elle peut être introduite jusqu'au 31 décembre de la période, pour autant qu'elle concerne une quantité de référence à libérer conformément à l'article 15.

§ 5. Dès le 1^{er} avril de la période suivant la notification de la décision de la mise en commun d'office, les quantités de référence visées au § 3 ne peuvent plus être prises en compte pour l'établissement du prélèvement.

Dès la notification de la décision, ces mêmes quantités de référence ne peuvent plus faire l'objet, par le producteur, d'un transfert visé aux articles 5, 9 et 10.

Lorsque l'Administration constate qu'un producteur constitué en application des dispositions de l'article 1^{er}, 6^o, b, ne respecte plus ou n'a pas respecté les dispositions dudit article 1^{er}, 6^o, b, chacun des membres de ce producteur est considéré selon les dispositions de l'article 1^{er}, 6^o, a, tel qu'il existait avant l'application des dispositions de l'article 1^{er}, 6^o, b. En ce cas, l'Administration opère une mise en commun d'office de ces membres, en appliquant les dispositions des articles 5, 9, 10 et 14 et en procédant à la rectification des quantités de référence concernées et, le cas échéant, de celles acquises en vertu des dispositions de l'article 15.

§ 6. Lorsque l'Administration notifie sa décision de mise en commun d'office aux producteurs concernés, ceux-ci peuvent introduire un recours auprès du fonctionnaire dirigeant de l'Administration, dans le mois qui suit la communication de la décision.

Lorsque, après recours, le fonctionnaire dirigeant maintient la décision de mise en commun d'office, un nouveau délai d'un mois est accordé aux producteurs concernés pour effectuer la libération visée à l'article 15.

Art. 14. § 1^{er}. Les transferts de quantité de référence visés aux articles 5 à 12 sont enregistrés soit d'office, soit sur demande adressée à l'Administration à l'aide d'un formulaire-type disponible auprès de l'Administration, auquel seront joints les documents justificatifs du transfert de terres.

La constitution d'un producteur tel que visé à l'article 1^{er}, 6^o, b, est enregistrée sur demande adressée à l'Administration à l'aide d'un formulaire-type disponible auprès de l'Administration, auquel seront joints les documents justificatifs du transfert de terres.

Les parcelles de terres transférées doivent être indiquées sur des cartes de déclarations de superficies.

Les terres transférées avec les quantités de référence ne peuvent concerner que des terres exploitées en Belgique et déclarées par le cédant dans sa déclaration de superficies de l'année civile précédant la période en cours. A défaut de cette dernière déclaration, le producteur cédant peut avoir exploité en Belgique au cours de la période en cours les terres qu'il cède pour autant que ces terres n'aient pas été exploitées et déclarées par un autre producteur au cours de la période en cours et des deux précédentes.

§ 2. Une demande de transfert de quantités de référence ne peut concerner qu'un transfert d'une exploitation ou d'une partie de celle-ci, intervenu au plus tôt le 1^{er} avril de la période précédente ou à intervenir au plus tard le 31 mars de la période. Pour être recevable la demande de transfert ou de constitution d'un groupement de producteurs laitiers doit être introduite au plus tard le 30 novembre de la période.

Une demande de constitution d'un producteur tel que visé à l'article 1^{er}, 6^o, b, ne peut concerner qu'une demande dont l'acte authentique portant constitution dudit producteur a été passé au plus tard le 31 mars de la période concernée.

Une demande de reconduction d'un producteur tel que visé à l'article 1^{er}, 6^o, b, doit être introduite à l'Administration, par lettre recommandée signée par tous les membres concernés du groupement. Pour être recevable cette demande de reconduction sera introduite entre le 1^{er} avril et le 30 novembre de la dernière des trois périodes pour les quelles le groupement est constitué.

§ 3. A l'exception des cas de reprises d'exploitation, les transferts de quantités de référence ainsi que les retenues pour la réserve nationale correspondantes sont exécutés avec effet au 1^{er} avril de la période suivante.

En cas de reprise d'exploitation, le transfert de terres doit avoir lieu entre le 1^{er} avril de la période précédente et le 31 mars de la période en cours. Dans ce cas, les transferts de quantités de référence ne peuvent être que postérieurs au transfert de terres et ne peuvent prendre effet au plus tôt que le 1^{er} avril de la période en cours et au plus tard que le 1^{er} avril de la période suivante. Les retenues pour la réserve nationale correspondantes sont exécutées avec effet au 1^{er} avril de la période suivante.

§ 4. L'Administration vérifie que les conditions du transfert sont réunies et exécute le transfert.

L'Administration communique sa décision aux parties concernées qui peuvent introduire un recours auprès du fonctionnaire dirigeant de l'Administration dans le mois qui suit la communication de la décision.

Art. 15. § 1^{er}. Les producteurs peuvent obtenir au début d'une période, contre paiement préalable, la réallocation de quantités de référence libérées définitivement à la fin de la période précédente par d'autres producteurs de la même zone contre le versement d'une indemnité égale au paiement précité, moyennant les conditions suivantes :

1^o la libération et la réallocation ne s'appliquent que pour les quantités de référence « livraisons »;

2^o pour la quantité de référence libérée, l'indemnité s'élève à 0,37 EUR par litre de lait; le montant de l'indemnité est augmenté ou diminué en fonction de la teneur représentative en matière grasse de la quantité de référence pour livraisons, comme définie à l'article 2, à raison de 0,0002 EUR par 0,01 gramme au-dessus ou en-dessous de 37 grammes.

Quel que soit le régime d'aide géré par l'Administration, en cas de paiement indu, tout montant à récupérer auprès d'un producteur, ainsi que ses intérêts, peuvent être portés en déduction de toute indemnité due au producteur à titre de libération;

3^o pour les quantités de référence à réallouer par zone, la teneur de référence en matière grasse est égale à la moyenne pondérée des teneurs représentatives en matière grasse de toutes les quantités de référence libérées par zone pendant la période; l'indemnité par litre de lait avec la teneur représentative en matière grasse ainsi calculée est égale au montant total des indemnités à payer par zone aux producteurs-cédants sur base des dispositions sous 2^o, divisé par le nombre total de litres des quantités de référence libérées dans la même zone;

4^o le producteur-cédant qui s'engage à libérer définitivement, à la fin de la période, sa quantité de référence pour livraisons, en totalité ou en partie, est tenu d'en faire la demande comme prévue sous 6^o. Le producteur-cédant doit avoir toutes ses unités de production laitière situées dans la zone. La quantité de référence est libérée dans cette zone;

5° le producteur-attributaire souhaitant entrer en ligne de compte pour la réallocation de quantités de référence au début de la période suivante, doit également en faire la demande comme prévu sous 6°. Un producteur ne peut entrer en ligne de compte pour une réallocation que si toutes ses unités de production sont situées dans la zone. Dans le cas visé à l'article 13, seul l'un de ces producteurs peut entrer en ligne de compte pour la réallocation des quantités de référence;

6° pour la libération ou pour la réallocation de quantités de référence, le producteur-cédant ou le producteur-attributaire doit introduire, dans la zone où se situent toutes ses unités de production laitière, une demande au moyen d'un formulaire-type disponible auprès de l'Administration. Pour les demandes visées sous les points 4° et 5°, les conditions suivantes doivent être satisfaites :

a) les demandes visées sous 4° pour la libération de quantités de référence doivent, pour être recevables, être envoyées par lettre recommandée à l'Administration, entre le 1^{er} avril et le 30 novembre de la période considérée. Ce délai ne s'applique pas aux demandes de libération visées à l'article 13;

b) les demandes visées sous 5° pour la réallocation de quantités de référence doivent, pour être recevables, être envoyées par lettre recommandée à l'Administration, entre le 1^{er} octobre et le 30 novembre de la période considérée;

7° la réallocation des quantités de référence libérées s'effectue à l'intérieur de chaque zone entre les catégories de producteurs ci-dessous :

a) les producteurs âgés de moins de 35 ans au 1^{er} avril de la période suivante :

en cas de producteurs répondant à la condition de l'article 1^{er}, 7°, d, seul peut être pris en compte le conjoint ou la conjointe remplissant les conditions fixées à l'article 1^{er}, 7°, a; en cas de groupement, seule peut être prise en compte la personne physique la plus jeune remplissant les conditions fixées à l'article 1^{er}, 7°, a, ou, en cas de société agricole ou autre personne morale, seul peut être pris en compte l'âge de l'associé gérant ou de l'administrateur ou gérant le plus jeune qui était déjà actif au moment de la reprise de la quantité de référence;

b) les autres producteurs : la réallocation s'opère de manière à ce que :

a) par zone, 50 % des quantités de références libérées soient réallouées aux producteurs de plus de 35 ans au 1^{er} avril suivant la période en cours et les 50 % restants aux producteurs de moins de 35 ans au 1^{er} avril suivant la période en cours;

b) chaque producteur qui entre en ligne de compte, dans chaque catégorie, obtient une quantité égale, sans que celle-ci ne puisse dépasser la quantité pour laquelle il a fait une demande visée sous 5°;

8° l'Administration communique sa décision aux producteurs concernés qui peuvent introduire un recours auprès du fonctionnaire dirigeant de l'Administration dans le mois qui suit la communication de la décision.

§ 2. Pour entrer en ligne de compte pour la réallocation de quantités de référence, le producteur-attributaire doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° il doit être agriculteur à titre principal et disposer d'une quantité de référence au 1^{er} avril de la période suivante.

La condition d'agriculteur à titre principal n'est pas d'application pour les établissements reconnus par le Ministre et ayant une partie de leur activité consacrée à la recherche scientifique et/ou à l'enseignement dans le secteur de la production laitière et pour les foires agricoles reconnues.

Si le producteur-attributaire reste en défaut d'apporter les preuves requises pendant toute la durée de l'année civile de la réallocation ou, en cas de début d'activité, durant toute l'année civile suivante, la quantité de référence réallouée à ce producteur est ajoutée à la réserve nationale;

2° il ne peut pas disposer, avant réallocation d'une quantité de référence totale pour livraisons et pour ventes directes, dépassant 20 000 litres par hectare de superficies fourragères de l'exploitation; cette preuve doit être apportée à l'aide de la déclaration de superficie ou, à défaut de celle-ci, par une déclaration sur l'honneur, qui devra être confirmée par la déclaration de superficie de l'année civile suivante; à défaut de cette confirmation, la quantité de référence réallouée à ce producteur est ajoutée à la réserve nationale.

Les superficies fourragères prises en considération sont les groupes « maïs », « prairies » et « autres fourrages » de la déclaration de superficies, soit les codes 201, 202, 611, 612, 621, 622, 71, 72, 73, 741, 742 et 743;

3° il doit s'engager irrévocablement à payer l'indemnité totale pour les quantités de référence lui ayant été réallouées, de sorte que l'Administration perçoive cette indemnité dans un délai d'un mois calendrier suivant la date de communication du résultat de la réallocation.

À défaut de paiement dans ce délai, le producteur-attributaire sera de plein droit redevable d'intérêts calculés au taux légal, à dater du premier jour suivant ce délai.

En outre, le producteur en défaut de paiement dans le délai imparti ne pourra pas bénéficier de la réallocation de quantités de référence de la période suivante. Au moment de la demande, toute dette existante rend cette demande nulle et non avenue;

4° il ne peut avoir fait un transfert de quantité de référence en qualité de cédant, ni avoir libéré définitivement une quantité de référence, pendant la période en cours ou les deux précédentes;

5° hormis en cas de reprise d'exploitation, il ne peut avoir introduit une demande de transfert de quantité de référence en qualité de cessionnaire pendant la période en cours;

6° il ne peut avoir introduit pendant la période en cours une demande pour céder temporairement une quantité de référence;

7° il ne peut libérer les quantités de références réallouées durant les cinq périodes suivant la réallocation, sauf en cas de libération de la totalité de sa quantité de référence. En cas de demande de libération partielle durant l'une des cinq périodes, les quantités réallouées au producteur seront ajoutées à la réserve nationale au 1^{er} avril de la période suivante.

Art. 16. § 1^{er}. Toute quantité de référence attribuée à un producteur qui durant toute une période n'a pas commercialisé du lait ou d'autres produits laitiers est affectée à la réserve nationale, après expiration de la période concernée.

§ 2. Tout producteur qui durant une période n'a pas commercialisé une quantité égale à 70 % au moins de sa quantité de référence individuelle cumulée pour livraisons et pour ventes directes voit 50 % de sa quantité de référence cumulée non produite être affectés à la réserve nationale, après expiration de la période concernée.

§ 3. Le producteur concerné par la disposition du § 2 peut introduire, dans le mois qui suit la notification de la décision par l'Administration, une demande de libération visée à l'article 15, pour la partie de ses quantités de référence qui en cas de non-libération serait ajoutée à la réserve nationale.

Art. 17. § 1^{er}. En ce qui concerne les livraisons et, le cas échéant, les ventes directes, l'acheteur est tenu de communiquer avant le 21 de chaque mois à l'Administration tous les renseignements demandés relatifs aux livraisons de lait du mois précédent et tous les renseignements demandés relatifs aux ventes directes de produits laitiers qui lui ont été faites par un ou des producteurs.

Selon les modalités déterminées par le Ministre, l'acheteur ou la personne opérant, pour compte de l'acheteur, la récolte de lait, est tenu de compléter, lors de chaque récolte, un document à conserver par le producteur, individualisant, par unité de production, ses livraisons de lait et, le cas échéant, ses ventes directes à l'acheteur considéré.

Les acheteurs sont tenus de confirmer à l'Administration, avant le 30 avril suivant la période concernée, tous les renseignements demandés relatifs aux livraisons de lait et, le cas échéant, de ventes directes, de la période précédente.

Les acheteurs sont tenus de conserver pendant au moins cinq ans à dater de la fin de la période, les traces de chaque livraison individuelle de lait et, le cas échéant, de chaque vente directe, sous la forme du rapport original, daté et dûment identifié, de chaque tournée de ramassage.

§ 2. En ce qui concerne les ventes directes, le producteur ayant vendu directement du lait ou des produits laitiers au cours de la période concernée ou disposant d'une quantité de référence pour ventes directes est tenu, conformément aux dispositions des articles 11 et 24 du Règlement (CE) n° 595/2004 de la Commission, de respecter les obligations suivantes :

1° tenir à jour, sur le registre mis à sa disposition par l'Administration, une comptabilité « matière » ainsi qu'un inventaire permanent des vaches utilisées pour la production laitière. Ce registre et les pièces justificatives y afférentes sont tenus pendant cinq ans à la disposition de l'Administration;

2° compléter le formulaire de déclaration, par période, de ventes de lait et de produits laitiers, également inséré dans le registre visé au 1°;

3° renvoyer ce formulaire au service extérieur de l'Administration, par lettre recommandée, au plus tard le 30 avril de la période suivante, accompagné le cas échéant de la demande de modification temporaire ou d'établissement temporaire de quantité de référence, prévue à l'article 3, § 1^{er}.

§ 3. L'absence de communication au 15 mai de la période suivante, des renseignements et déclarations visés aux §§ 1^{er} et 2, 3°, donne lieu aux pénalités prévues à l'article 11, points 3 et 4, du Règlement (CE) n° 595/2004 de la Commission.

Art. 18. § 1^{er}. L'Administration est chargée de la perception du prélèvement. En cas de producteur visé à l'article 1^{er}, 6°, b, l'éventuel prélèvement est dû de façon indivise entre ses membres.

§ 2. En ce qui concerne les livraisons, le prélèvement doit être payé par l'acheteur redevable du prélèvement à l'Administration avant le 22 août de la période suivante. En cas de non-respect de ce délai, l'intérêt légal sur base annuelle est appliqué sur les sommes dues.

Le prélèvement doit être payé par l'acheteur à qui le producteur redevable livre au moment où le décompte est établi après la fin de la période concernée.

L'acheteur retient le montant dû sur le prix du lait qu'il doit au producteur qui est le débiteur du prélèvement ou à défaut le perçoit par tout moyen approprié.

Lorsque les quantités livrées par un producteur dépassent la quantité de référence dont il dispose, l'acheteur est autorisé à retenir, à titre d'avance sur le prélèvement dû, le montant du prix du lait sur toutes les livraisons de ce producteur excédant la quantité de référence connue au moment de la retenue.

§ 3. En ce qui concerne les ventes directes, le prélèvement doit être payé par le producteur avant le 1^{er} septembre de la période suivante. En cas de non-respect de ce délai, l'intérêt légal sur base annuelle est appliqué sur les sommes dues.

§ 4. L'Administration prend les mesures nécessaires dans les cas où l'acheteur ou le producteur ne serait pas en mesure de payer le prélèvement dû. Le cas échéant, l'Administration peut opérer une compensation avec toute indemnité due au producteur qui a libéré tout ou partie de sa quantité de référence en application de l'article 15, § 1^{er}.

Art. 19. Pour l'application du présent arrêté, il peut être tenu compte des données fournies par les producteurs conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 2 avril 2001 relatif à l'organisation d'un recensement agricole annuel au mois de mai effectué par l'Institut national de Statistique et des données reprises dans les déclarations de superficies prévues à l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables.

Art. 20. Les infractions aux dispositions du Règlement (CE) n° 1788/2003 du Conseil et du Règlement (CE) n° 595/2004 de la Commission, aux dispositions du présent arrêté et aux dispositions prises en vertu de celui-ci, sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Art. 21. L'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002 relatif à l'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers est abrogé.

Toutefois, les engagements et obligations contractés antérieurement par les producteurs restent d'application jusqu'à leur terme, ainsi que les éventuelles pénalités y relatives sans préjudice des conditions particulières prévues à l'article 1^{er}, point 15°, et de l'article 9, § 1^{er}.

Art. 22. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 2004.

Art. 23. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 septembre 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ANNEXE

Teneurs représentatives en matière grasse et coefficients d'équivalence

A. Teneurs représentatives en matière grasse :

Les teneurs représentatives en matière grasse sont fixées pour les quantités de référence pour livraisons, et pour les quantités de référence pour ventes directes utilisées totalement ou partiellement pour livraisons à un acheteur.

1. Teneur en matière grasse de base :

- pour la quantité de référence pour livraisons : la teneur représentative associée à la quantité de référence disponible le 31 mars 2004.

- pour la quantité de référence pour ventes directes : 39,14 gr./l de lait.

2. Lors de l'ajustement d'une quantité de référence, tel que prévu à l'article 3 :

- la teneur représentative en matière grasse de référence pour la quantité de référence augmentée est égale à la moyenne pondérée de la teneur représentative en matière grasse de la quantité de référence avant augmentation et de la teneur représentative en matière grasse de la quantité de référence transférée totalement ou partiellement;

- la teneur représentative en matière grasse pour la quantité de référence diminuée n'est pas modifiée.

3. Lors de la conclusion de conventions de cession temporaire de quantités de références telles que celles visées à l'article 4 :

- la teneur représentative en matière grasse de la quantité de référence du producteur-cessionnaire est égale à la moyenne pondérée des teneurs représentatives en matière grasse de sa quantité de référence initiale et de la quantité de référence acquise temporairement;

- la teneur représentative en matière grasse de la quantité de référence du producteur-cédant n'est pas modifiée.

4. Lors d'une modification définitive de quantités de référence telle que visée aux articles 5 et 6 :

- la teneur représentative en matière grasse de la quantité de référence du producteur-cessionnaire est égale à la moyenne pondérée des teneurs représentatives en matière grasse de sa quantité de référence initiale et de la quantité de référence acquise définitivement;

- la teneur représentative en matière grasse de la quantité de référence du producteur-cédant n'est pas modifiée.

B. Coefficients d'équivalence pour convertir les produits laitiers commercialisés en litres de lait entier.

Produits	Unité	Coefficient d'équivalence pour convertir en l de lait entier
Beurre	1 kg	21,8
crème fermière :		
à 20 % de matière grasse	1 litre	5,1
à 40 % de matière grasse	1 litre	10,2
fromage :		
- à pâte dure ou demi-dure	1 kg	10
- à pâte molle (type Herve)	1 kg	9
- fromage frais au lait entier	1 kg	5
- maton	1 kg	7
crème glacée	1 litre ou 0,5 kg	1,25
glace au lait	1 litre	0,4
yoghourt au lait entier et kéfir	1 litre	1
yoghourt au lait demi-écrémé	1 litre	0,5
lait entier chocolaté	1 litre	1
lait demi-écrémé chocolaté	1 litre	0,5
pâte à tartiner au chocolat	1 kg	7,5
mousse au chocolat	1 kg	1
pudding :		
vanille et chocolat	1 litre	1
crème dessert vanille et chocolat	1 litre	1
flan	1 litre	1

Ces coefficients ont été fixés en tenant compte d'un lait entier à 39,14 grammes de matière grasse par litre. Toutefois, si le producteur peut fournir la preuve que les quantités effectivement utilisées pour la fabrication des produits en cause sont différentes, les coefficients d'équivalence sont modifiés en conséquence.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers.

Namur, le 9 septembre 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 4350

[2004/203314]

**9. SEPTEMBER 2004 — Erlass der Wallonischen Regierung
über die Erhebung einer Abgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere des Artikels 3 § 1 1° zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001 zur Organisierung der durch die Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette vorgenommenen Kontrollen und zur Abänderung verschiedener gesetzlichen Bestimmungen;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 des Rates vom 29. September 2003 über die Erhebung einer Abgabe im Milchsektor;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 595/2004 der Kommission vom 30. März 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 des Rates über die Erhebung einer Abgabe im Milchsektor;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 18. September 2003;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Zusammenarbeitsprotokolls vom 16. Juli 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Erhebung der Abgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

Aufgrund der am 17. Mai 2004 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

In Erwägung der Tatsache, dass die Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft ab dem 1. Januar 2002 den Regionen übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um die Beschlüsse über die Übertragung dieser Zuständigkeiten zur Anwendung zu bringen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten unter Beachtung der Verpflichtungen, die sich aus den Europäischen Regelungen im Bereich der Landwirtschaft ergeben;

In der Erwägung, dass die Verordnung Nr. 1788/2003 des Rates klarstellt, dass eine nationale Reserve durch jedes Mitgliedstaat gebildet wird, und dass die Modalitäten für die Verwaltung dieser nationalen Reserve Gegenstand des Zusammenarbeitsprotokolls zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Erhebung der Abgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse sind;

In der Erwägung, dass die Modalitäten für die Übertragung und die Neuaufteilung von Referenzmengen zu regeln sind, um den neuen Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 des Rates Rechnung zu tragen, dass diese Regelung darauf abzielen muss, die Preisspekulation auf diesem Gebiet zu vermeiden, und dass sie auf einen am 1. April 2004 beginnenden Zwölfmonatszeitraum anzuwenden ist;

In der Erwägung, dass es zur Verbesserung der Milcherzeugungsstruktur im Sinne einer Rationalisierung der Produktionsmittel und zur Ermöglichung von größenbedingten Kosteneinsparungen Anlass gibt, den Begriff der Milcherzeugergemeinschaft zu bestimmen, innerhalb deren jedes Mitglied vor der Gründung der besagten Gemeinschaft den Bestimmungen von Artikel 5, Punkt c der Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 des Rates genügt, so dass unrechtmäßige Handlungen zur Umgehung der Regelung vermieden werden;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

In Erwägung, dass es notwendig ist, dass die Erzeuger so schnell wie möglich über die Änderungen auf dem Gebiet ihrer Rechte und Pflichten zu informieren sind, und dass die betreffende Regelung auf einen Zeitraum von zwölf Monaten anzuwenden ist, der am 1. April 2004 begonnen hat;

In Erwägung des am 17. Juli 2004 abgegebenen Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° die Abgabe: die in der Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 des Rates vom 29. September 2003 über die Erhebung einer Abgabe im Milchsektor angeführte Abgabe zu Lasten des Erzeugers von Kuhmilch, erhoben auf die Lieferungen von Milch oder Milcherzeugnissen an einen Käufer und auf die Direktverkäufe dieser Erzeugnisse an den Endverbraucher;

2° der Zeitraum: der Zwölfmonatszeitraum für die Anwendung der Regelung über die Abgabe, der am 1. April beginnt und am 31. März des darauffolgenden Jahres endet;

3° der Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört;

4° das Ministerium: das Ministerium der Wallonischen Region;

5° die Verwaltung: die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region;

6° der Erzeuger:

a. entweder der landwirtschaftliche Betreiber als natürliche oder als juristische Person oder der Zusammenschluss von natürlichen oder juristischen Personen oder aber eine Verbindung beider Personenkategorien, der autonom, zu seinen Gunsten und für seine Rechnung einen Betrieb verwaltet und in dieser Eigenschaft Milch oder Milcherzeugnisse direkt an den Endverbraucher verkauft oder Milch an einen Käufer liefert;

b. oder die Milcherzeugergemeinschaft: der zeitweilige Zusammenschluss von zwei wie im Punkt a bestimmten Erzeugern, die autonom, zu ihren Gunsten und für ihre Rechnung einen einzigen Betrieb verwalten, der ausschließlich aus der Zusammensetzung der beiden Betriebe ihrer Mitglieder hervorgeht, d.h. der Gesamtheit der Produktionseinheiten, die jedes der Mitglieder der Gemeinschaft vor deren Gründung verwaltete und der in dieser Eigenschaft Milch oder Milcherzeugnisse direkt an den Endverbraucher verkauft oder Milch an einen Käufer liefert.

Außerdem müssen folgende Bedingungen erfüllt werden:

b.1. Gründung der Milcherzeugergemeinschaft durch eine authentische Urkunde:

- die Gemeinschaft wird durch eine authentische Urkunde zur Gründung der Milcherzeugergemeinschaft gegründet. Vor der Gründung der besagten Milcherzeugergemeinschaft genügte jedes ihrer Mitglieder den Bestimmungen des Punktes a;

- die authentische Urkunde wird mit einem ausführlichen Inventar der Einlagen jedes der verschiedenen Mitglieder der Milcherzeugergemeinschaft versehen, in dem unter anderem die Herde und die von der Einbringung betroffene(n) Produktionseinheit(en), die die Einlage darstellen, die Referenzmengen, über die jedes der Mitglieder der besagten Gemeinschaft zum Zeitpunkt der Unterzeichnung der authentischen Urkunde verfügte, die für die Milchproduktion dienenden Ländereien (mit höchstens 20 000 Litern Referenzmenge pro Hektar) unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 1 15° f und Artikel 6 genau angegeben werden;

- die authentische Urkunde gibt ebenfalls die Nummer und die Anschrift der Produktionseinheit, die die Milchanlagen enthält, ab denen die Lieferungen und/oder Direktverkäufe der Milcherzeugergemeinschaft erfolgen werden, sowie die Nummer der gemeinsamen Herde an. Falls die Herdenummer bei der Aufstellung der authentischen Urkunde nicht bekannt ist, wird sie der Verwaltung binnen 30 Tagen nach dem Datum der Unterzeichnung der authentischen Urkunde mitgeteilt;

- die gesamten Ländereien, die während des Bestehens der Gemeinschaft für die Milchproduktion dienen werden und die in der authentischen Urkunde aufgeführt sind, müssen sich auf dem Gebiet der früheren Gemeinde, auf dem die durch die Milcherzeugergemeinschaft benutzten Einrichtungen gelegen sind, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde befinden;

- für die Mitglieder der Milcherzeugergemeinschaft, die vor der Gründung der besagten Milcherzeugergemeinschaft in 1997-1998 oder danach Übernehmer von Referenzmengen im Sinne der Bestimmungen von Artikel 1 Punkt 15° und Artikeln 5, 9, 10 und 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse oder Übernehmer in 1996-1997 oder nachdem im Sinne der Bestimmungen von Artikel 1 Punkt 16° und von Artikeln 5 und 14 desselben Erlasses vom 19. Dezember 2002 gewesen sind, müssen die in der Milcherzeugergemeinschaft angebrachten Ländereien denjenigen, die mit den Referenzmengen angeführt sind, entsprechen;

b.2. Dauer der Milcherzeugergemeinschaft: die Milcherzeugergemeinschaft wird für eine Dauer von drei am 1. April beginnenden Zeiträumen gegründet. Ab Ablauf dieser Dauer und wenn die gesamten Mitglieder der besagten Gemeinschaft nicht ausdrücklich eine Verlängerung beantragt haben, wird die besagte Gemeinschaft aufgelöst;

b.3. Referenzmengen der Milcherzeugergemeinschaft:

- die von der Milcherzeugergemeinschaft bewirtschafteten Referenzmengen entsprechen der Summe der durch jedes ihrer Mitglieder eingebrachten Referenzmengen. Die so von der Milcherzeugergemeinschaft bewirtschafteten repräsentativen Fettgehalte ist der Durchschnittswert der repräsentativen Fettgehalte der durch jedes der Mitglieder der Gemeinschaft eingebrachten Referenzmengen;

- mit Ausnahme der in Artikeln 9 und 10 vorgesehenen Bestimmungen darf die Milcherzeugergemeinschaft weder Überlasser noch Übernehmer einer Referenzmenge im Sinne der Bestimmungen von Artikeln 1 Punkt 15° 5 und 14 sein;

- bei der Anwendung der Bestimmungen von Artikeln 3 4 und 15 wird nur die Milcherzeugergemeinschaft in Betracht genommen, mit Ausnahme ihrer einzeln berücksichtigten Mitglieder;

b.4. Mitglieder der Milcherzeugergemeinschaft:

- zum Zeitpunkt der Unterzeichnung der authentischen Urkunde zur Gründung der Milcherzeugergemeinschaft muss jedes der Mitglieder der besagten Gemeinschaft den Bestimmungen des Punktes a genügen;

- am 1. April nach dem Datum der Unterzeichnung der authentischen Urkunde zur Gründung der Gemeinschaft darf keine der natürlichen Personen und keiner der eventuellen geschäftsführenden Gesellschafter, Verwalter oder Geschäftsführer unter den Mitgliedern der Milcherzeugergemeinschaft das Alter von 65 Jahren erreicht haben;

- jedes der Mitglieder der Milcherzeugergemeinschaft genügt den Bestimmungen von Artikel 1 Punkt 7;

- jedes der Mitglieder der Milcherzeugergemeinschaft kommt seinen eigenen Verpflichtungen über die Gewährung eventueller Beihilfen für die Niederlassung und die Investition, die er ggf. vor der Gründung der Milcherzeugergemeinschaft bezogen hätte, weiter nach;

b.5. Produktions- und Herdeinheiten der Milcherzeugergemeinschaft:

- die Milcherzeugergemeinschaft darf nur eine einzige Herde bewirtschaften und darf nur die Produktionseinheiten bewirtschaften, die von ihren Mitgliedern stammen, was deren Tätigkeitsbereiche auch sein mag;

b.6. Auflösung und/oder Ausscheiden der Milcherzeugergemeinschaft

- außer bei höherer Gewalt darf die Milcherzeugergemeinschaft nur nach Ablauf der Dauer von drei Zeiträumen, für die sie gegründet oder verlängert worden ist, aufgelöst werden;

- bei der Auflösung der Milcherzeugergemeinschaft bekommt jedes Mitglied der Gemeinschaft seine in der authentischen Urkunde angegebene ursprüngliche Referenzmenge wieder zurück. Die eventuellen kraft der Bestimmungen von Artikel 15 erworbenen Referenzmengen werden jedoch unter die ausscheidenden Mitglieder gleichmäßig verteilt;

7° der hauptberufliche Landwirt:

a) entweder die natürliche Person, die selbst den landwirtschaftlichen Betrieb bewirtschaftet, die aus dem Betrieb ein steuerpflichtiges Nettoeinkommen bezieht, das mehr als 50% des steuerpflichtigen Nettobetrag ihres Gesamteinkommens beträgt und für andere Tätigkeiten als der Bewirtschaftung des Betriebs weniger als 50% der gesamten Arbeitsdauer aufwendet;

b) oder die juristische Person, deren Satzungen als Gesellschaftszweck die landwirtschaftliche Bewirtschaftung und die Vermarktung der Erzeugnisse, die hauptsächlich aus dieser Bewirtschaftung hervorgehen, umfassen. Diese juristische Person hat zudem die nachfolgenden Bedingungen zu erfüllen:

b.1. als landwirtschaftliche Gesellschaft gegründet worden sein oder

b.2. unter einer der im Handelsgesetzbuch, Artikel 2 § 2 Striche 1 bis 6 Buch I angeführten Gesellschaftsformen gegründet worden sein und zudem die nachfolgenden Bedingungen erfüllen:

- für eine Dauer von wenigstens 20 Jahren gegründet worden sein;

- die Aktien oder die Anteile der Gesellschaft müssen auf einen Namen lauten;

- wenigstens 51% der Aktien oder der Anteile der Gesellschaft müssen den Geschäftsführern oder Gesellschaftern gehören;

- die Geschäftsführer oder Verwalter der Gesellschaft müssen unter den Teilhabern bezeichnet sein;

- die Geschäftsführer oder Verwalter der Gesellschaft müssen wenigstens 50% ihrer Zeit für die landwirtschaftliche Betriebstätigkeit innerhalb der Gesellschaft aufwenden und aus dieser Tätigkeit mehr als 50% des steuerpflichtigen Nettobetrag ihres Gesamteinkommens beziehen;

c. oder die Vereinigung von natürlichen Personen oder von juristischen Personen oder aber von beiden Personenkategorien, in der alle natürlichen Personen mehr als 50% der gesamten Arbeitsdauer für die landwirtschaftliche Tätigkeit innerhalb der Vereinigung aufwenden und aus dieser Tätigkeit mehr als 50% des steuerpflichtigen Nettobetrag ihres Gesamteinkommens beziehen und in der alle juristischen Personen die unter Punkt b angeführten Bedingungen erfüllen und mehr als 50% ihrer Tätigkeit für die landwirtschaftlichen Tätigkeiten der Vereinigung aufwenden;

d. oder eine Vereinigung von natürlichen Personen, die von Ehepartnern gebildet wird, von denen nur ein die unter a festgelegten Bedingungen erfüllt;

e. oder eine wie im Punkt 6° b bestimmte Milcherzeugergemeinschaft, von der alle Mitglieder die in Punkten a und b festgelegten Bedingungen erfüllen oder eine Milcherzeugergemeinschaft, die von zwei Ehepartnern gebildet wird, von denen nur ein die unter a festgelegten Bedingungen erfüllt;

8° Lieferung: jede Lieferung von Milch, mit Ausnahme sonstiger Milcherzeugnisse, von einem Erzeuger an einen Käufer, unabhängig davon, ob der Transport durch den Erzeuger, den Käufer, das Unternehmen, das diese Erzeugnisse behandelt oder verarbeitet oder aber durch eine Drittperson gewährleistet wird;

9° Direktverkauf: jeglicher Verkauf oder jegliche Abgabe von Milch direkt durch einen Erzeuger an einen Verbraucher sowie jeglicher Verkauf oder Abgabe sonstiger Milcherzeugnisse;

10° die Milchproduktionseinheit: alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, die durch den Erzeuger für die Milchproduktion genutzt werden, einschließlich der ausschließlichen Nutzung von Stallungen für Milchkühe, Ländereien, die zur Milchproduktion dienen, die Milchanlagen, die Milchkühe, die Futterlager und der Milchkühler oder die Milchkannen; die Anschrift der Milchanlagen der Milchproduktionseinheit wird durch die Anschrift (und folglich die Zugehörigkeitszone) der Produktionseinheit bestimmt;

11° der Betrieb: alle durch den Erzeuger verwalteten und bewirtschafteten Milchproduktionseinheiten;

12° die früheren Nachbargemeinden: die früheren Gemeinden vor der im Rahmen des Gesetzes vom 30. Dezember 1975 durchgeführten Gemeindefusion, deren Zentrum in einem Umkreis von 30 Kilometern des Zentrums der früheren Gemeinde liegt, in der sich die Anlagen der Milchproduktionseinheit befinden sowie die naheliegendsten früheren Gemeinden, die falls notwendig hinzugefügt werden müssen, um die Fläche eines Kreises mit einem Radius von dreißig Kilometern zu erreichen;

13° der Käufer: der in Artikel 5 der Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 des Rates vom 29. September 2003 über die Erhebung einer Abgabe im Milchsektor definierte Käufer. Jeder Käufer muss von der Verwaltung gemäß den Bestimmungen von Artikel 23 der Verordnung (EG) Nr. 594/2004 der Kommission vom 30. März 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 des Rates über die Erhebung einer Abgabe im Milchsektor zugelassen worden sein.

14° die Zone: das Gebiet der Wallonischen Region;

15° Betriebsübernahme:

§ 1. Übertragung aller Milchproduktionseinheiten eines einzigen Betriebs, einschließlich der von der Verwaltung verbuchten entsprechenden Referenzmengen (Stand am 31. März 2002) unter folgenden Bedingungen:

a. die Übernahme der Referenzmengen führt nicht zu einer Kumulierung der Referenzmengen seitens des Übernehmers;

b. der Übernehmer darf nur auf diesem übernommenen Betrieb Milch produzieren. Bei einer Übernahme durch eine Person, die im ersten Grad mit dem Überlasser verwandt oder verschwägert ist und unbeschadet der Anwendung vom Punkt e, behält der Übernehmer jedoch seine Referenzmenge, wenn er während eines Zeitraums von neun Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge einmal eine andere Milchproduktionseinheit übernimmt, die in der Wallonie auf dem Gebiet der früheren Gemeinde, auf dem die Ländereien, die mit den im Punkt a erwähnten Referenzmengen angeführt sind, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde gelegen sind. In diesem Fall unterliegt der Erzeuger den folgenden Bedingungen:

b.1 die Übernahme dieser anderen Milchproduktionseinheit führt nicht zu einer Kumulierung der Referenzmengen seitens des Übernehmers;

b.2. während einer Dauer von neun Jahren ab der Übernahme dieser neuen Milchproduktionseinheit darf die Milchproduktion nur auf diesem übernommenen Betrieb erfolgen. Unbeschadet der Anwendung vom Punkt e müssen die für die Milchproduktion dienenden Ländereien diejenigen sein, die mit den im Punkt a erwähnten Referenzmengen angeführt sind, außer wenn die Gesamtheit der Referenzmenge Gegenstand einer wie in Artikel 15 § 1 vorgesehenen Freigabe ist;

c. dieser Betrieb ist, so wie er übernommen worden ist, effektiv für die Milchproduktion zu nutzen während einer Dauer von wenigstens neun Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge, es sei denn die gesamte Referenzmenge ist Gegenstand einer Freigabe. Während dieses Zeitraums darf der Betrieb weder aufgelöst noch delokalisiert werden, sei es teilweise oder vollständig.

d. es ist dem Übernehmer während dieses Zeitraums von neun Jahren nicht erlaubt, den gesamten Betrieb oder einen Teil davon auf einen anderen Erzeuger zu übertragen, es sei denn, dieser Erzeuger erfüllt seinerseits während eines neuen Zeitraums von neun Jahren die gleichen Bedingungen wie der Überlasser und verpflichtet sich, die

gleichen Auflagen wie der Überlasser zu erfüllen und er ist mit diesem entweder im ersten Grad verwandt oder verschwägert, oder er ist im zweiten Grad in der Seitenlinie mit ihm verwandt oder aber er ist sein Ehepartner.

Während dieses Zeitraums von neun Jahren und unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 10 ist der übernehmende Erzeuger jedoch berechtigt, alle Referenzmengen und alle für die Milchproduktion bestimmten Ländereien, die er bereits am 31. März 2003 besaß, einem Erzeuger zu überlassen, der sein Ehepartner ist und der zum 31. März 2003 bereits über Referenzmengen verfügte.

Handelt es sich bei dem übernehmenden Erzeuger um eine Vereinigung von natürlichen Personen, die untereinander im ersten Grad verwandt oder verschwägert sind, so werden zudem während dieses Zeitraums von neun Jahren im Falle der Auflösung dieser Vereinigung die Referenzmengen und alle für die Milchproduktion bestimmten Ländereien aufgeteilt und gemäß den Bestimmungen von Absatz 2 auf die Mitglieder dieser Vereinigung übertragen.

Die Verpflichtung, im ersten Grad verwandt oder verschwägert zu sein, im zweiten Grad in der Seitenlinie verwandt zu sein, oder die Eigenschaft des Ehepartners zu besitzen, ist nicht anwendbar:

1) wenn der übernehmende Erzeuger im Rahmen einer Erbschaft den durch diese Erbschaft betroffenen Betrieb in der Eigenschaft als Überlasser überträgt;

2) oder wenn der Übernehmer als natürliche Person den gesamten Betrieb auf eine landwirtschaftliche Gesellschaft überträgt, deren einzige geschäftsführender Gesellschafter er ist.

e. Unbeschadet der unter Punkt *b* angeführten Bestimmungen darf der Übernehmer während desselben Zeitraums keine anderen Milchproduktionseinheiten bewirtschaften (mit Ausnahme jener Ländereien, die für die Milchproduktion bestimmt sind) als jene, die Teil des übernommenen Betriebs sind;

f. Handelt es sich bei dem überlassenden Erzeuger um eine einzige natürliche Person oder eine Vereinigung von Eheleuten und ist der übernehmende Erzeuger, der von einer einzigen natürlichen Person oder einer Vereinigung von Eheleuten gemäß Artikel 1. 7° *d* gebildet wird, im ersten Grad und in absteigender Linie mit dem überlassenden Erzeuger verwandt oder verschwägert, werden die maximalen Referenzmengen, die pro Hektar der für die Milchproduktion bestimmten Ländereien übertragen werden können, unter Berücksichtigung der gesamten übertragbaren Fläche angepasst, ohne dabei 50 000 Liter pro Hektar übersteigen zu dürfen. Bei der Bestimmung der gesamten übertragbaren Fläche werden lediglich jene Ländereien berücksichtigt, die in der Flächenerklärung des Überlassers in Belgien angegeben wurden und sich auf das Jahr vor dem laufenden Wirtschaftsjahr beziehen.

Diese Anpassung betrifft lediglich jene Referenzmengen des überlassenden Erzeugers, die am 31. März 1985 verfügbar sind. Seit dem 1. April 1985 verfügt der überlassende Erzeuger über eine Referenzmenge von mehr als 20 000 Litern pro Hektar in Belgien bewirtschafteter Ländereien;

g. falls die Übernahme des Betriebs durch eine Erbschaft entsteht, wird dem überlebenden Ehepartner oder den überlebenden natürlichen Personen, die der betreffenden Vereinigung angehören, erlaubt, den Betrieb zu übernehmen, ohne dabei die in den Absätzen *b* bis *e* angeführten Bedingungen erfüllen zu müssen, wobei sie jedoch auch weiterhin alle Bedingungen erfüllen müssen, die der verstorbene Erzeuger zu erfüllen hatte.

§ 2. Unbeschadet der Anwendung von § 1 können die Ländereien des Betriebs jedoch auch teilweise übertragen werden, insofern folgende Bedingungen ebenfalls erfüllt werden:

a. bei dem überlassenden Erzeuger handelt es sich um eine Vereinigung von natürlichen Personen, die untereinander im ersten Grad verwandt oder verschwägert sind und die in Absatz 1 *d*) angeführten Bedingungen erfüllen, oder eine Vereinigung von natürlichen Personen, die untereinander im zweiten Grad in der Seitenlinie verwandt sind und bei dem übernehmenden Erzeuger handelt es sich um ein Mitglied dieser Vereinigung;

b. die restlichen Ländereien werden zum gleichen Datum dem anderen Mitglied der Vereinigung übertragen, das nach den Bestimmungen der Punkte *b* bis *g* von § 1 eine andere Milchproduktionseinheit übernimmt;

c. die Vereinigung hat in ihrer Eigenschaft als überlassender Erzeuger vor ihrer Auflösung eine Vereinbarung ausgearbeitet, aus der hervorgeht, welche Referenzmengen und welche für die Milchproduktion bestimmten Ländereien jedes ihrer Mitglieder jeweils behält oder in Zukunft nutzen wird;

16° die Flächenerklärung: die im Ministerialerlass vom 20. Dezember 2001 zur Durchführung des Königlichen Erlasses vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen angeführte Flächenerklärung.

Art. 2 - Die auf dem Betrieb verfügbaren individuellen Referenzmengen für Lieferungen oder Direktverkäufe entsprechen den zum 31. März des vorangehenden Zeitraums verfügbaren Mengen.

Die zu berücksichtigenden Referenzfettgehalte und die Umrechnungskoeffizienten, die angewandt werden, um die Milcherzeugnisse in Liter Vollmilch umzurechnen, werden in der Anlage des vorliegenden Erlasses bestimmt.

Art. 3 - Damit die Änderungen auf dem Gebiet seiner Lieferungen oder Direktverkäufe berücksichtigt werden, kann der Erzeuger einen ordnungsgemäß begründeten Antrag einreichen, um entweder für die Dauer des Zeitraums oder endgültig eine Aufstockung oder Festlegung einer seiner Referenzmengen zu erwirken, wobei eine entsprechende Herabsetzung oder Streichung der anderen Referenzmenge durchzuführen ist.

Dieser Antrag ist anhand eines Antragsformulars, das bei der Verwaltung erhältlich ist, per Einschreiben bei dieser Verwaltung einzureichen.

Die Frist für das Einreichen dieses Antrags wird unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 13 wie folgt festgelegt:

1° wenn es sich um einen Antrag handelt, um eine endgültige Abänderung oder die endgültige Festlegung der Referenzmengen zu erwirken, spätestens am 31. Juli des ersten von dieser Abänderung betroffenen Zeitraums. Im Falle einer Freigabe der gesamten Referenzmengen oder eines Teils davon, wie sie in Artikel 15 vorgesehen ist, kann der Antrag, der darauf abzielt, eine endgültige Abänderung oder die endgültige Festlegung der freizugebenden Referenzmengen zu erwirken, jedoch bis am 30. November des betreffenden Zeitraums eingereicht werden;

2° wenn es sich um einen Antrag handelt, um eine zeitweilige Abänderung oder die zeitweilige Festlegung der Referenzmengen zu erwirken, spätestens am 30. April des Zeitraums, der auf den ersten von dieser Abänderung betroffenen Zeitraum folgt.

Art. 4 - § 1. Der Erzeuger kann zeitweilig für die Dauer des Zeitraums den Anteil seiner Referenzmenge für Lieferungen oder seiner Referenzmenge für Direktverkäufe, der nicht dazu bestimmt ist, von ihm selbst genutzt zu werden, an andere Erzeuger abtreten. Die Milchproduktionseinheiten dieser Erzeuger müssen in derselben Zone gelegen sein.

§ 2. Diese Vereinbarungen über die zeitweilige Abtretung von Referenzmengen sind anhand eines Formulars abzuschließen, das bei der Verwaltung oder bei dem Käufer erhältlich ist.

Sie können nur berücksichtigt werden, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° Ein Erzeuger kann zeitweilig jene Referenzmengen abtreten, für die er in der Eigenschaft als Überlasser und für den gleichen Zeitraum entweder einen Antrag auf endgültige Freigabe gemäß Artikel 15 § 1 4° oder einen Antrag auf Übertragung gemäß Artikel 5 eingereicht hat. In letzterem Fall kann die Referenzmenge zeitweilig nur an den übernehmenden Erzeuger abgetreten werden, auf den die Referenzmenge gemäß Artikel 5 endgültig übertragen werden wird.

Hat ein Erzeuger für den gleichen Zeitraum keinen Antrag auf endgültige Freigabe einer Referenzmenge gemäß Artikel 15 § 1 4° oder auf Übertragung gemäß Artikel 5 eingereicht, ist die Gesamtmenge, die er auf der Grundlage einer Vereinbarung über die zeitweilige Abtretung abtreten kann außer in Fällen höherer Gewalt auf 20 000 Liter begrenzt;

2° Die Gesamtmenge, die ein Erzeuger auf der Grundlage von Vereinbarungen über die zeitweilige Abtretung übernehmen kann, ist auf 20 000 Liter begrenzt. Diese Höchstmengen sind nicht anwendbar, wenn die gesamte Referenzmenge, die im Rahmen einer zeitweiligen Abtretung übernommen wird, eine Referenzmenge betrifft, die gemäß Artikel 5 endgültig übernommen werden wird.

§ 3. Unter Gefahr der Unzulässigkeit müssen die in § 1 angeführten Vereinbarungen spätestens am 30. November des betreffenden Zeitraums der Verwaltung durch einen Einschreibebrief übermittelt werden.

Art. 5 - Im Falle einer Übertragung des gesamten Betriebs oder eines Teils davon auf einen anderen Erzeuger durch Erbschaft, aufgrund einer Akte in Sachen Eigentumsübertragung oder Eigentumserklärung oder einer Nutznießungsakte eines Gebäudes sowie eines Aktes über einen Mietvertrag, einen Untermietvertrag oder eine Abtretung des Mietvertrags, im Falle einer Zusammenlegung von Betrieben durch zwei oder mehrere Erzeuger und im Falle eines Wechsels eines geschäftsführenden Gesellschafters einer landwirtschaftlichen Gesellschaft werden die entsprechenden Referenzmengen unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 15 im Rahmen der nachfolgenden Grenzen und Modalitäten übertragen:

a. die übertragene Referenzmenge darf 20 000 Liter je Hektar der für die Milchproduktion bestimmten Ländereien nicht übersteigen. Der überlassende Erzeuger bestimmt, welche Ländereien für die Milchproduktion bestimmt sind. Diese müssen entweder auf dem Gebiet der früheren Gemeinde gelegen sein, auf dem sich die Einrichtungen der Produktionseinheit befinden, der sie angehören und von der die von der Verwaltung auf der zu übertragenden Referenzmenge verbuchten Lieferungen und/oder die Direktverkäufe zum 31. März 2002 ausgehen, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde.

Die Dokumente, die eine Übertragung von Ländereien belegen, müssen Unterschriften tragen, die von den jeweiligen Gemeindebehörden für gleichlautend genehmigt worden sind;

b. die für die Milchproduktion bestimmten übernommenen Ländereien müssen während wenigstens neun Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge durch den übernehmenden Erzeuger bewirtschaftet werden, außer in Fällen höherer Gewalt, im Falle der Anwendung von Artikel 1, Punkt 15° g oder im Falle der Anwendung von Artikel 1 Punkt 15° während des Zeitraums von neun Jahren und insofern der betreffende Erzeuger im ersten Grad mit dem überlassenden Erzeuger verwandt oder verschwägert, oder im zweiten Grad in der Seitenlinie verwandt oder der Ehepartner des überlassenden Erzeugers ist. Der Beweis, dass diese Ländereien bewirtschaftet werden, ist jährlich anhand der Flächenerklärung zu liefern.

Wenn ein Betrieb gemäß den Bestimmungen von Artikel 1 15° von einem anderen Erzeuger übernommen wird, muss dieser ebenfalls für die Ländereien, die nach dem 1. April 1996 Gegenstand eines Antrags auf Übertragung waren, während eines neuen Zeitraums von neun Jahren die gleichen Bedingungen wie der Überlasser erfüllen;

c. Unbeschadet der in Artikel 1 Punkt 15° vorgesehenen Sonderbedingungen und außer in den nachstehend angeführten Fällen kann der überlassende Erzeuger während des laufenden Zeitraums sowie während der zwei darauffolgenden Zeiträume keine Übertragung von Referenzmengen in der Eigenschaft als Übernehmer durchführen:

- c.1. der überlassende Erzeuger hat seinen gesamten Betrieb, der aus einer einzigen Produktionseinheit besteht, einschließlich der gesamten Referenzmengen, an einen Erzeuger abgetreten, der eine Betriebsübernahme gemäß Artikel 1, Punkt 15° durchführt. Er übernimmt ebenfalls einen anderen Betrieb gemäß Artikel 1 Punkt 15°. Dieser andere Betrieb darf weder Stallungen, noch Ländereien, noch Milchanlagen, die vorab durch den Übernehmer übertragen worden sind, umfassen;

- c.2. der überlassende Erzeuger hat einen Antrag auf Freigabe seiner gesamten Referenzmenge auf der Grundlage der in Artikel 15 angeführten Bestimmungen eingereicht;

d. Der überlassende Erzeuger hat den Beweis zu erbringen, dass er im Laufe der vergangenen beiden Zeiträume Milch geliefert und/oder direkt verkauft hat, außer in Fällen höherer Gewalt oder wenn die Übertragung nicht zu einer Zusammenlegung der Referenzmengen seitens des übernehmenden Erzeugers führt und dieser hauptberuflich Landwirt ist;

e. Unbeschadet der in Artikel 1 Punkt 15° angeführten Sonderbedingungen kann der übernehmende Erzeuger während des laufenden Zeitraums sowie während der zwei darauffolgenden Zeiträume keine Übertragung von Referenzmengen in der Eigenschaft als Überlasser durchführen, außer in Fällen höherer Gewalt, im Falle des Verkaufs oder der Übertragung durch Erbschaft von für die Milchproduktion bestimmten Ländereien, oder wenn der Überlasser und der Übernehmer im ersten Grad verwandt oder verschwägert sind oder wenn die Übertragung nicht zu einer Zusammenlegung der Referenzmengen seitens des übernehmenden Erzeugers führt und dieser hauptberuflich Landwirt ist.

Art. 6 - § 1. Wird ein Betrieb ganz oder teilweise übertragen, weil der Vermieter dem Erzeuger gekündigt hat und diese Kündigung durch den Friedensrichter für gültig erklärt worden ist, es sei denn diese Kündigung beruht auf Artikel 7, 6°, 7° und 8° des Gesetzes vom 4. November 1969 zur Abänderung der Gesetzgebung über die Landpacht und über das Vorkaufsrecht zugunsten der Pächter von ländlichen Gütern und der Erzeuger produziert auf einer Milchproduktionseinheit, die in der gleichen Zone gelegen ist, weiterhin Milch, unbeschadet der in Artikeln 5, 9 und 10 des vorliegenden Erlasses vorgesehenen Sonderbedingungen; dieser Erzeuger behält einen Teil oder die Gesamtheit seiner Referenzmenge, unter der Bedingung, dass die Summe der bewahrten Referenzmenge und der Referenzmenge, die dem Betrieb entspricht, den er übernimmt, die Referenzmenge, über die er vor Ablauf des Pachtvertrags verfügte, nicht übersteigt.

§ 2. Für die Anwendung dieser Regelung gilt als Teilübertragung:

a. eine Kündigung, die alle Stallungen und Milchanlagen der Milchproduktionseinheit betrifft;

b. eine Kündigung, die Ländereien betrifft und die dazu führt, dass die Restfläche des Erzeugers sich verringert, so dass die Referenzmenge pro Hektar 10 000 Liter übersteigt; diese Fläche wird unter Bezugnahme auf die Flächenerklärung des Erzeugers bestimmt;

c. die Fälle 1° und 2° in Verbindung.

§ 1 ist im Falle einer Enteignung anwendbar.

Art. 7 - Wenn Ländereien, die dem überlassenden Erzeuger gehören, mit einer Hypothek belastet sind und der Hypothekengläubiger seinem Schuldner und der Verwaltung mit einem Einschreibebrief mitgeteilt hat, dass er sich jeglicher Übertragung einer Referenzmenge je Hektar, die die durchschnittliche Referenzmenge je Hektar der Ländereien, deren Nutznießer der Erzeuger ist, übersteigt, widersetzt, so darf die Referenzmenge je übertragenen Hektar diese durchschnittliche Referenzmenge nicht übersteigen.

Dieser Einspruch ist nur dann gültig, wenn er auf die Zustellung einer Pfändungsurkunde für Immobilien oder einer amtlichen Zahlungsaufforderung wie in Artikel 1564 des Gerichtsgesetzbuches angeführt folgt.

Art. 8 - Im Falle der Zwangsauflösung eines Betriebs wird die Referenzmenge auf den in Artikel 1, 15° angeführten Erzeuger übertragen.

In Ermangelung dieser Übertragung wird die Referenzmenge unter den Erzeugern aufgeteilt und zwar im Verhältnis zu den Flächen, deren Nutznießung sie übernehmen oder behalten.

Diese Erzeuger können jedoch ein Abkommen abschließen, in dem eine andere Aufteilung vorgesehen wird, unter der Bedingung, dass die Referenzmenge pro Hektar 20.000 Liter nicht übersteigt.

Art. 9 - § 1. Von jenen Referenzmengen, die Gegenstand einer Übertragung gemäß den Artikeln 5 und 13 sind oder waren, mit Ausnahme der Übernahme eines Betriebs, werden 90% der nationalen Reserve zugeführt, wenn diese Übertragung Erzeuger betrifft, die weder im ersten Grad verwandt oder verschwägert sind noch im zweiten Grad in der Seitenlinie verwandt noch Eheleute sind.

Diese Bestimmung findet jedoch keine Anwendung, wenn die Übertragung entweder zugunsten einer Vereinigung von natürlichen Personen gemäß Artikel 1 7° c durchgeführt wird, deren ältestes Mitglied am 1. April nach dem laufenden Zeitraum das Alter von 65 Jahren noch nicht erreicht hat oder zugunsten einer landwirtschaftlichen Gesellschaft, deren ältester geschäftsführender Verwalter am 1. April nach dem laufenden Zeitraum das Alter von 65 Jahren noch nicht erreicht hat und wenn vor dieser Übertragung:

- die besagte Vereinigung bzw. Landwirtschaftliche Gesellschaft gemäß Artikel 1 15° den Betrieb von einem Erzeuger übernommen hat, der im ersten Grad verwandt oder verschwägert ist, einschließlich der Übernahme aller für die Milchproduktion bestimmten Ländereien des Überlassers, indem sie mit diesem Überlasser, mit dem sie im ersten Grad verwandt oder verschwägert ist, die besagte Vereinigung oder die besagte Gesellschaft bildet. Dieser Überlasser kann vor dem 31. März 2004 eine Betriebsbildung im Sinne der Bestimmungen von Artikel 1 16° des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse selbst vorgenommen haben;

- die gesamten Mitglieder der besagten Vereinigung und die gesamten geschäftsführenden Gesellschafter der besagten landwirtschaftlichen Gesellschaft miteinander im ersten Grad verwandt oder verschwägert oder im zweiten Grad in der Seitenlinie mit einem Verwandten im ersten Grad verwandt sind.

Wenn die älteste natürliche Person der besagten Vereinigung von natürlichen Personen oder der älteste geschäftsführende Gesellschafter der besagten landwirtschaftlichen Gesellschaft am 1. April des folgenden Zeitraums das Alter von 65 Jahren erreicht hat, sind die Bestimmungen von Artikel 9 § 3 1° und 2° anwendbar.

§ 2. Eine Verwandtschaft oder Verschwägerung muss zwischen dem Überlasser und dem Übernehmer nach den folgenden Modalitäten bestehen:

1° wenn der übernehmende Erzeuger eine juristische Person ist, müssen die nachfolgenden Bedingungen erfüllt sein:

- a. Eine Verwandtschaft oder Verschwägerung ersten Grades oder eine Verwandtschaft zweiten Grades oder die Eigenschaft eines Ehepartners muss im Falle einer landwirtschaftlichen Gesellschaft wenigstens bei einem der geschäftsführenden Gesellschafter, die in der Gründungsakte der landwirtschaftlichen Gesellschaft angeführt werden oder im Falle sonstiger juristischer Person bei einem der Verwalter oder Geschäftsführer, die in der Gründungsakte der landwirtschaftlichen Gesellschaft angeführt werden, bestehen;

Mangels dessen müssen diese geschäftsführenden Gesellschafter oder diese Verwalter oder diese Geschäftsführer die Eigenschaft eines geschäftsführenden Verwalters dieser landwirtschaftlichen Gesellschaft oder eines Verwalters oder Geschäftsführers der juristischen Person über die neun vergangenen Jahre hinweg ohne Unterbrechung besessen haben.

- b. innerhalb der betroffenen juristischen Person müssen alle geschäftsführenden Gesellschafter oder Verwalter oder Geschäftsführer untereinander im ersten Grad verwandt oder verschwägert oder in der Seitenlinie im zweiten Grad verwandt sein oder die Eigenschaft als Ehepartner haben;

2° handelt es sich bei dem übernehmenden Erzeuger um eine Vereinigung von natürlichen Personen, muss zwischen dem überlassenden und dem übernehmenden Erzeuger wenigstens bei einer der natürlichen Personen, die diese Vereinigung bilden, eine Verwandtschaft oder Verschwägerung ersten Grades oder einer Verwandtschaft zweiten Grades in der Seitenlinie oder die Eigenschaft als Ehepartner bestehen. Die Mitglieder dieser Vereinigung müssen die nachfolgenden Bedingungen erfüllen:

- a. alle natürlichen Personen, die diese Vereinigung bilden, müssen untereinander im ersten Grad verwandt oder verschwägert oder im zweiten Grad in der Seitenlinie verwandt sein oder die Eigenschaft als Ehepartner haben;

- b. wird diese Vereinigung durch zwei Ehepartner gebildet, so muss der überlassende Erzeuger eine natürliche Person oder eine von zwei Eheleuten gebildete Vereinigung von natürlichen Personen sein.

Die an den Verwandtschafts- oder Verschwägerungsgrad gebundene Bedingung kann nicht erfüllt werden, wenn entweder der überlassende Erzeuger oder der übernehmende Erzeuger eine Vereinigung von juristischen Personen oder eine Vereinigung von juristischen und natürlichen Personen ist.

§ 3. Zusätzlich werden von den Referenzmengen, die Gegenstand einer Übertragung sind oder waren, in den nachfolgenden Fällen ebenfalls 90% der nationalen Reserve zugeführt:

1° der übernehmende Erzeuger ist außer in den Fällen, in denen Artikel 1 15° g anwendbar ist, eine natürliche Person, die am 1. April des nächsten Zeitraums das Alter von 65 Jahren erreicht hat und die während den drei vorangegangenen Zeiträumen nicht ohne Unterbrechung hauptberuflich Landwirt war;

2° der übernehmende Erzeuger ist außer in den Fällen, in denen Artikel 1 15° g anwendbar ist, eine Vereinigung von natürlichen Personen oder eine landwirtschaftliche Gesellschaft, von denen eine der Personen oder einer der geschäftsführenden Gesellschafter am 1. April des nächsten Zeitraums das Alter von 65 Jahren erreicht hat und während den drei vorangegangenen Zeiträumen nicht ohne Unterbrechung hauptberuflich Landwirt war;

3° die Übertragung wird in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 durchgeführt, unbeschadet der in Artikel 1 Punkt 15° vorgesehenen Sonderbedingungen;

4° der übernehmende Erzeuger versäumt es, den Beweis zu erbringen, dass er während des gesamten Jahres des Wirksamwerdens der Übertragung oder im Falle eines Beginns der Betriebstätigkeit während des gesamten darauffolgenden Kalenderjahres hauptberuflich als Landwirt tätig war.

Diese Bestimmung ist nicht anwendbar im Falle einer Übertragung des Betriebs gemäß Artikel 1 15° g oder im Falle einer Übertragung eines Betriebs oder eines Teils dieses Betriebs zwischen Eheleuten oder zwischen im ersten Grad verwandten oder verschwägerten Personen und unter der Bedingung, dass der übernehmende Erzeuger aus nur einer natürlichen Person besteht;

5° der gesamte Betrieb des übernehmenden Erzeugers sowie die übertragenen Ländereien, sind nicht auf dem Gebiet der früheren Gemeinde gelegen, auf dem sich die Anlagen der Produktionseinheit befanden, von der die von der Verwaltung auf der zu übertragenden Referenzmenge verbuchten Lieferungen und/oder die Direktverkäufe zum 31. März 2002 ausgingen, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde. Die Rückführung in die nationale Reserve ist ebenfalls anwendbar, falls die übertragenen Ländereien sich nicht auf dem Gebiet der früheren Gemeinde, auf dem die Milchanlagen und/oder die Stallungen einer Produktionseinheit des Übernehmers gelegen sind, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde befinden.

Umfasst der gesamte Betrieb des übernehmenden Erzeugers jedoch eine einzige Produktionseinheit und ist dieser Betrieb auf dem Gebiet der früheren Gemeinde, auf dem sich die Einrichtungen dieser Produktionseinheit befinden, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde gelegen, so ist diese Einbehaltung für die Reserve nicht anwendbar, wenn sich die Produktionseinheit, von der die von der Verwaltung auf der zu übertragenden Referenzmenge verbuchten Lieferungen und/oder die Direktverkäufe zum 31. März 2002 ausgingen, auf dem Gebiet der früheren Gemeinde, auf dem die Anlagen der Produktionseinheit des übernehmenden Erzeugers gelegen sind, oder auf dem Gebiet einer früheren Nachbargemeinde befinden.

Wenn der überlassende Erzeuger und der übernehmende Erzeuger der übertragenen Ländereien im ersten Grad verwandt oder verschwägert sind oder die Eigenschaft eines Ehepartners besitzen, ist die in Absatz 1 angeführte Rückführung in die nationale Reserve von 90% der entsprechenden Referenzmenge nicht anwendbar.

6° eine der in Artikel 5 angeführten Bedingungen wird nicht oder nicht mehr beachtet.

Im Falle einer Missachtung der in Artikel 5 b angeführten Bestimmung werden 90% der Referenzmenge, die der nationalen Reserve zugeführt werden, proportional zu dem Verhältnis zwischen der Fläche jener übernommenen Ländereien, die während des Zeitraums von neun Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge nicht ununterbrochen bewirtschaftet worden sind, und der Gesamtfläche der übernommenen Ländereien berechnet.

Art. 10 - § 1. Von den Referenzmengen, die gemäß den Artikeln 5 und 13 Gegenstand einer Übertragung zwischen Erzeugern sind, die im ersten Grad verwandt oder verschwägert, oder in der Seitenlinie im zweiten Grad verwandt oder Eheleute sind und die sich nicht in einem der in Artikel 9 § 3 angeführten Fälle befinden, werden 90% der Anteile, die der Referenzmenge des übernehmenden Erzeugers vor der Übertragung hinzugerechnet werden und die die Referenzmenge des Übernehmers nach der Übertragung auf über 520 000 Liter ansteigen lassen, der nationalen Reserve zugeführt.

§ 2. 1° Wenn es sich bei dem übernehmenden Erzeuger um eine Vereinigung von natürlichen Personen handelt, die die in Artikel 9 § 2 2° Punkt a angeführten Bedingungen erfüllen, wird diese Höchstmenge von 520 000 auf 720 000 Liter angehoben.

2° Wenn es sich bei dem übernehmenden Erzeuger um eine landwirtschaftliche Gesellschaft handelt, die die in Artikel 9 § 2 1° Punkt b angeführten Bedingungen erfüllt und deren Geschäftsführer oder Verwalter alle die in Artikel 9 § 2 1° Punkt a angeführten Bedingungen erfüllen, wird diese Höchstmenge von 520 000 auf 720 000 Liter angehoben.

3° Wenn der übernehmende Erzeuger aus einer Vereinigung von natürlichen Personen besteht, die zwei Eheleute im Sinne von Artikel 1 7° d sind, wird die Höchstmenge auf 520 000 Litern begrenzt.

§ 3. Die Einbehaltung für die nationale Reserve ist nicht anwendbar auf den Teil der Referenzmenge, über den der Überlasser bereits für den Zeitraum vom 1. April 1991 bis zum 31. März 1992 verfügte, wenn der überlassende Erzeuger und der übernehmende Erzeuger im ersten Grad verwandt oder verschwägert oder im zweiten Grad in der Seitenlinie verwandt oder Eheleute sind und die nachfolgenden Bedingungen erfüllen:

1° der Überlasser darf während dem laufenden Zeitraum keine Referenzmenge übernommen haben;

2° weder der Überlasser noch der Übernehmer haben am 1. April des Zeitraums, im Laufe dessen die Übertragung wirksam wird, das Alter von 65 Jahren erreicht. Handelt es sich um eine Vereinigung von natürlichen Personen oder eine landwirtschaftliche Gesellschaft oder eine juristische Person wird das Alter der ältesten Person oder des ältesten Verwalters oder geschäftsführenden Gesellschafters berücksichtigt;

3° der Übernehmer darf weder während den neun Zeiträumen vor dem laufenden Zeitraum, noch während dieses laufenden Zeitraums einen Betrieb im Sinne von Artikel 1, 15° übernommen haben. Diese Dauer von neun Zeiträumen kann jedoch auf fünf verringert werden, wenn der betreffende Antrag auf Übernahme eines Betriebs vor dem 1. Januar 1997 eingereicht worden ist;

4° Sind der übernehmende Erzeuger, der überlassende Erzeuger oder beide als landwirtschaftliche Gesellschaft oder als sonstige juristische Person gegründet worden, so müssen alle Geschäftsführer oder alle Verwalter oder Geschäftsführer die in Artikel 9 § 2 1° Punkt a angeführten Bedingungen erfüllen.

Art. 11 - § 1. Die Referenzmengen, die Gegenstand einer Übertragung sind, werden zu 100% der nationalen Reserve zugeführt, wenn es sich um Referenzmengen handelt, die der Erzeuger gemäß Artikel 6 ganz oder teilweise überträgt.

§ 2. Bei Missachtung einer der in Artikel 1 15° angeführten Bedingungen werden 100% der Referenzmengen, die in Anwendung des besagten Artikels 1 Punkt 15° auf den Erzeuger übertragen worden waren, am ersten Tag des darauffolgenden Zeitraums der nationalen Reserve zugeführt.

Im Falle einer Missachtung der in Artikel 5 *b* angeführten Bestimmung werden 90% der Referenzmenge, die der nationalen Reserve zugeführt werden, proportional zu dem Verhältnis zwischen der Fläche jener übernommenen Ländereien, die während des Zeitraums von neun Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge nicht ununterbrochen bewirtschaftet worden sind einerseits und der Gesamtfläche der übernommenen Ländereien andererseits berechnet.

Art. 12 - Wird ein Betrieb ganz oder teilweise auf eine Person übertragen, die nicht Erzeuger ist, beläuft sich die Einbehaltung für die nationale Reserve unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 15 auf 100% der übertragenen Referenzmenge.

Art. 13 - § 1. Stellt die Verwaltung fest, dass die Produktion von Milch oder Milcherzeugnissen von zwei oder mehreren Erzeugern aus dem gleichen Betrieb stammt, führt sie von Amts wegen eine Zusammenlegung der betreffenden Erzeuger durch.

In diesem Fall geht die Verwaltung dazu über, die Referenzmengen, die auf diesem Betrieb verfügbar sein können, zu berichtigen, indem sie die Bestimmungen der Artikeln 5 9 10 und 14 § 1 anwendet.

§ 2. Außer in Fällen höherer Gewalt wird die in § 1 erwähnte Zusammenlegung von Amts wegen ebenfalls durchgeführt, wenn festgestellt wird, dass Erzeuger die gleichen Produktionsmittel einer Milchproduktionseinheit nutzen, wenn die Verwaltung aller Produktionsmittel einer Milchproduktionseinheit oder eines Teils davon für eine Dauer von weniger als 24 Monaten von Erzeugern untereinander zeitweilig übertragen wird, sei es direkt oder über Drittpersonen.

Diese Bestimmung findet jedoch keine Anwendung auf jene Erzeuger, die bereits vor dem 1. April 1996 in der gleichen Milchproduktionseinheit tätig waren und zwischen denen spätestens im Laufe des Wirtschaftsjahres 1995-1996 in der gleichen Milchproduktionseinheit bereits die vorerwähnte Übertragung der Verwaltung stattgefunden hat.

§ 3. Im Falle einer Zusammenlegung von Amts wegen kann der betreffende Erzeuger innerhalb eines Monats nach der Zustellung des Beschlusses für den Teil der Referenzmengen, die im Falle einer ausbleibenden Freigabe der nationalen Reserve zugeführt würden, eine Freigabe gemäß Artikel 15 beantragen.

§ 4. Folgt der in Artikel 3 1° angeführte Antrag auf eine Zusammenlegung von Amts wegen, kann er bis zum 31. Dezember des Zeitraums eingereicht werden, insofern er sich auf eine Referenzmenge bezieht, die gemäß den Bestimmungen von Artikel 15 freizugeben ist.

§ 5. Ab dem 1. April des Zeitraums, der auf die Zustellung des Beschlusses zur Zusammenlegung von Amts wegen folgt, können die in § 3 angeführten Referenzmengen für die Bestimmung der Abgabe nicht mehr berücksichtigt werden.

Ab der Zustellung dieses Beschlusses können diese genannten Referenzmengen nicht mehr durch den Erzeuger gemäß den Bestimmungen der Artikel 5 9 und 10 übertragen werden.

Stellt die Verwaltung fest, dass ein in Anwendung der Bestimmungen von Artikel 1 6° *b* gebildeter Erzeuger die Bestimmungen des besagten Artikels 1 6° *b* nicht mehr beachtet oder nicht beachtet hat, wird jedes der Mitglieder dieses Erzeugers in seinem vor der Anwendung der Bestimmungen von Artikel 1 6° *b* bestandenen Zustand berücksichtigt. In diesem Fall nimmt die Verwaltung eine Zusammenlegung von Amts wegen dieser Mitglieder vor, indem sie die Bestimmungen der Artikeln 5 9 10 und 14 anwendet und die betroffenen Referenzmengen und ggf. diejenigen, die aufgrund der Bestimmungen von Artikel 15 erworben sind, berichtigt.

§ 6. Nachdem die Verwaltung den betreffenden Erzeugern ihren Beschluss zur Zusammenlegung von Amts wegen zugestellt hat, haben diese die Möglichkeit, bei dem leitenden Beamten der Verwaltung innerhalb eines Monats nach der Zustellung dieses Beschlusses eine Beschwerde einzureichen.

Bestätigt der leitende Beamte nach Überprüfung der Beschwerde den Beschluss, eine Zusammenlegung von Amts wegen zu vollziehen, verfügen die betreffenden Erzeuger über einen neuen Zeitraum von einem Monat, um die in Artikel 15 angeführte Freigabe durchzuführen.

Art. 14 - § 1. Die in den Artikeln 5 bis 12 angeführten Übertragungen von Referenzmengen werden entweder von Amts wegen eingetragen, oder anschließend an einen Antrag, der anhand eines bei der Verwaltung erhältlichen Antragsformulars bei dieser Verwaltung einzureichen ist und dem alle Belege für die Übertragung von Ländereien beizufügen sind.

Die Bildung eines wie in Artikel 1 6° *b* erwähnten Erzeugers wird im Anschluss an einen Antrag eingetragen, der anhand eines bei der Verwaltung erhältlichen Antragsformulars bei dieser Verwaltung einzureichen ist und dem alle Belege für die Übertragung von Ländereien beizufügen sind.

Die übertragenen Parzellen müssen auf den Karten der Flächenerklärungen angegeben werden.

Die übertragenen Ländereien mit den Referenzmengen dürfen lediglich Ländereien betreffen, die in Belgien bewirtschaftet werden und die der Überlasser in seiner Flächenerklärung des Kalenderjahres vor dem betreffenden Zeitraum angegeben hat. In Ermangelung letzterer Erklärung darf der überlassende Erzeuger im Laufe des laufenden Zeitraums in Belgien die Ländereien, die er überlässt, bewirtschaftet haben, insofern diese Ländereien im Laufe des laufenden Zeitraums und der zwei vorherigen Zeiträume nicht durch einen anderen Erzeuger bewirtschaftet und erklärt worden sind.

§ 2. Ein Antrag auf Übertragung von Referenzmengen darf sich nur auf die Übertragung eines Betriebs oder eines Teils eines Betriebs beziehen, die frühestens am 1. April des vorherigen Zeitraums stattgefunden hat oder spätestens am 31. März des laufenden Zeitraums stattfinden wird. Damit er für zulässig gewertet werden kann, ist der Antrag auf Übertragung oder auf Gründung einer Milchproduktionsgemeinschaft spätestens am 30. November des Zeitraums einzureichen.

Ein Antrag auf Bildung eines wie in Artikel 1 6° *b* erwähnten Erzeugers darf nur einen Antrag, dessen authentische Urkunde zur Bildung des besagten Erzeugers spätestens am 31. März des betroffenen Zeitraums unterzeichnet worden ist, betreffen.

Ein Antrag auf Verlängerung eines wie in Artikel 1 6° *b* erwähnten Erzeugers muss der Verwaltung anhand eines von den gesamten betroffenen Mitgliedern der Gesellschaft unterzeichneten Einschreibebriefs eingereicht werden. Um zulässig zu werden, muss dieser Antrag auf Verlängerung zwischen dem 1. April und dem 30. November des letzten der drei Zeiträume, für die die Gesellschaft gegründet ist, eingereicht werden.

§ 3. Mit Ausnahme der Fälle der Betriebsübernahme werden die Übertragungen von Referenzmengen sowie die entsprechenden Einbehaltungen für die nationale Reserve mit Wirkung vom 1. April des folgenden Zeitraums durchgeführt.

Im Falle einer Betriebsübernahme muss die Übertragung von Ländereien zwischen dem 1. April des vorherigen Zeitraums und dem 31. März des laufenden Zeitraums stattfinden. In diesem Fall dürfen die Übertragungen von Referenzmengen nur nach der Übertragung von Ländereien durchgeführt werden und sie dürfen frühestens am 1. April des laufenden Zeitraums und spätestens am 1. April des darauffolgenden Zeitraums wirksam werden. Die entsprechenden Einbehaltungen für die nationale Reserve werden mit Wirkung vom 1. April des folgenden Zeitraums durchgeführt.

§ 4. Die Verwaltung prüft, ob die Bedingungen für eine Übertragung vorhanden sind und führt diese aus. Die Verwaltung übermittelt den betroffenen Parteien ihren Beschluss. Die Parteien haben die Möglichkeit, bei dem leitenden Beamten der Verwaltung innerhalb eines Monats nach der Übermittlung dieses Beschlusses eine Beschwerde einzureichen.

Art. 15 - § 1. Zu Beginn eines Zeitraums und gegen Vorauszahlung können die Erzeuger die Neuaufteilung von Referenzmengen erreichen, die am Ende des vorherigen Zeitraums von anderen Erzeugern derselben Zone endgültig freigegeben worden sind, gegen Zahlung einer Vergütung, die der vorerwähnten Zahlung entspricht, wenn folgende Bedingungen erfüllt werden:

1° die Freigabe und die Neuaufteilung sind nur auf die Referenzmengen «Lieferungen» anwendbar;

2° für die freigegebene Referenzmenge beläuft sich die Vergütung auf 0,37 EUR pro Liter Milch; der Betrag dieser Vergütung wird erhöht oder verringert, je nach dem in Artikel 2 festgelegten repräsentativen Fettgehalt der Referenzmenge für Lieferungen, und zwar um 0,0002 EUR je 0,01 Gramm über oder unter 37 Gramm.

Unabhängig von der Beihilferegelung, die von der Verwaltung organisiert wird, können im Falle einer ungeschuldeten Zahlung sowohl die von einem Erzeuger einzufordernden Beträge als auch dessen Zinsen von jeglicher Vergütung abgezogen werden, die dem Erzeuger für eine Freigabe gewährt wird.

3° für die pro Zone neu aufzuteilenden Referenzmengen entspricht der Referenzwert des Fettgehalts dem gewichteten Durchschnittswert der repräsentativen Fettgehalte aller während des Zeitraums pro Zone freigegebenen Referenzmengen; die Vergütung pro Liter Milch mit dem so berechneten repräsentativen Fettgehalt entspricht dem Gesamtbetrag der auf der Grundlage der unter 2° angeführten Bestimmungen pro Zone an die überlassenden Erzeuger zu zahlenden Vergütungen, geteilt durch die Gesamtanzahl Liter der in derselben Zone freigegebenen Referenzmengen;

4° der überlassende Erzeuger, der sich verpflichtet, am Ende des Zeitraums endgültig seine Referenzmenge für Lieferungen vollständig oder teilweise freizugeben, ist verpflichtet, dies wie unter Punkt 6° angeführt zu beantragen. Alle Milchproduktionseinheiten des überlassenden Erzeugers müssen sich in der Zone befinden. Die Referenzmenge wird in dieser Zone freigegeben;

5° der anspruchsberechtigte Erzeuger, der zu Beginn des nächsten Zeitraums bei der Neuaufteilung von Referenzmengen berücksichtigt werden möchte, ist ebenfalls verpflichtet, dies wie unter Punkt 6° angeführt zu beantragen. Ein Erzeuger kann nur dann bei einer Neuaufteilung berücksichtigt werden, wenn sich seine gesamten Produktionseinheiten in der Zone befinden. In dem in Artikel 13 angeführten Fall kann nur einer dieser Erzeuger bei der Neuaufteilung von Referenzmengen berücksichtigt werden;

6° Für die Freigabe oder die Neuaufteilung von Referenzmengen muss der überlassende Erzeuger oder der anspruchsberechtigte Erzeuger in der Zone, in der sich seine gesamten Produktionseinheiten befinden, einen Antrag anhand eines bei der Verwaltung erhältlichen Musterformulars einreichen. Für die unter den Punkten 4° und 5° angeführten Anträge müssen die nachfolgenden Bedingungen erfüllt sein:

a) die unter Punkt 4° angeführten Anträge für die Freigabe von Referenzmengen müssen, um als zulässig gewertet werden zu können, zwischen dem 1. April und dem 30. November des betreffenden Zeitraums per Einschreibebrief bei der Verwaltung eingereicht werden. Diese Frist ist auf die in Artikel 13 angeführten Anträge auf Freigabe nicht anwendbar.

b) die unter Punkt 5° angeführten Anträge für die Neuaufteilung der Referenzmengen müssen, um als zulässig gewertet werden zu können, zwischen dem 1. Oktober und dem 30. November des betreffenden Zeitraums per Einschreibebrief bei der Verwaltung eingereicht werden.

7° die Neuaufteilung der freigegebenen Referenzmengen wird innerhalb jeder Zone zwischen den nachfolgenden Kategorien von Erzeugern durchgeführt:

a) die Erzeuger, die das Alter von 35 Jahren am 1. April des darauffolgenden Zeitraums noch nicht erreicht haben; handelt es sich um Erzeuger, die die in Artikel 1 7° d) angeführte Bedingung erfüllen, so wird lediglich der Ehepartner berücksichtigt, der die in Artikel 1 7° a) angeführten Bedingungen erfüllt; im Falle einer Vereinigung kann nur die jüngste natürliche Person, die die in Artikel 1 7° a) angeführten Bedingungen erfüllt, berücksichtigt werden, oder im Falle einer landwirtschaftlichen Gesellschaft oder einer anderen juristischen Person kann nur das Alter des jüngsten geschäftsführenden Gesellschafters oder des Verwalters oder des Geschäftsführers, der zum Zeitpunkt der Übernahme der Referenzmenge bereits tätig war, berücksichtigt werden;

b) die anderen Erzeuger: die Neuaufteilung wird so durchgeführt, dass:

a) pro Zone 50% der freigegebenen Referenzmengen den Erzeugern, die das Alter von 35 Jahren am 1. April des darauffolgenden Zeitraums erreicht haben, und die restlichen 50% den Erzeugern, die das Alter von 35 Jahren am 1. April des darauffolgenden Zeitraums noch nicht erreicht haben, gewährt werden;

b) jedem der Erzeuger, der in jeder Kategorie für die Neuaufteilung in Frage kommt, die gleiche Menge gewährt wird, ohne dass diese die Menge übersteigt, für die er einen unter Punkt 5° angeführten Antrag eingereicht hat.

8° Die Verwaltung übermittelt den betroffenen Erzeugern ihren Beschluss. Diese Erzeuger haben die Möglichkeit, bei dem leitenden Beamten der Verwaltung innerhalb eines Monats nach der Übermittlung dieses Beschlusses eine Beschwerde einzureichen.

§ 2. Um für eine Neuaufteilung der Referenzmengen in Frage kommen zu können, muss der anspruchsberechtigte Erzeuger die folgenden Bedingungen erfüllen:

1° er muss hauptberuflich Landwirt sein und am 1. April des darauffolgenden Zeitraums über eine Referenzmenge verfügen.

Die Bedingung, hauptberuflich Landwirt zu sein, ist nicht anwendbar auf jene von dem Minister anerkannten Einrichtungen, die einen Teil ihrer Tätigkeit der wissenschaftlichen Forschung und/oder dem Bildungswesen im Bereich der Milchwirtschaft widmen einerseits und auf die anerkannten Landwirtschaftsausstellungen andererseits.

Versäumt der anspruchsberechtigte Erzeuger es, während der gesamten Dauer des Kalenderjahres der Neuaufteilung oder - falls er seine Betriebstätigkeit beginnt - während des gesamten darauffolgenden Kalenderjahres die verlangten Beweise zu liefern, so wird die diesem Erzeuger im Rahmen der Neuaufteilung gewährte Referenzmenge der nationalen Reserve zugeführt;

2° vor der Neuaufteilung darf er nicht über eine gesamte Referenzmenge für Lieferungen und Direktverkäufe von mehr als 20 000 Liter je Hektar Futterfläche des Betriebs verfügen; der Beweis, dass diese Bedingung erfüllt ist, ist durch die Flächenerklärung zu erbringen, oder in Ermangelung einer Flächenerklärung durch eine Erklärung auf das Ehrenwort, die durch eine Flächenerklärung des darauffolgenden Kalenderjahres zu bestätigen ist; in Ermangelung dieser Bestätigung wird die diesem Erzeuger im Rahmen der Neuaufteilung gewährte Referenzmenge der nationalen Reserve zugeführt.

Bei den berücksichtigten Futterflächen handelt es sich um die Flächen «Mais», «Wiesen» und «andere Futtermittel» der Flächenerklärung, d.h. die Codes 201, 202, 611, 612, 621, 622, 71, 72, 73, 741, 742 und 743;

3° er muss sich unwiderruflich verpflichten, die gesamte Vergütung für die Referenzmengen, die ihm im Rahmen der Neuaufteilung gewährt worden sind, zu zahlen, so dass die Verwaltung diese Vergütung innerhalb eines Kalendermonats nach dem Datum der Mitteilung des Ergebnisses der Neuaufteilung bekommt.

In Ermangelung einer Zahlung innerhalb dieser Frist hat der anspruchsberechtigte Erzeuger ab dem ersten Tag nach Ablauf dieser Frist von Rechts wegen Verzugszinsen zu zahlen, die zum gesetzlichen Zinssatz berechnet werden.

Zudem kann der Erzeuger, der es versäumt, die betreffenden Zahlungen innerhalb der vorgesehenen Frist zu leisten, im darauffolgenden Zeitraum nicht für die Neuaufteilung der Referenzmengen berücksichtigt werden. Zum Zeitpunkt der Antragstellung führt jegliche bestehende Schuld dazu, dass dieser Antrag als null und nichtig gewertet wird;

4° er darf während des laufenden Zeitraums oder während den zwei vorhergehenden Zeiträumen weder als Überlasser eine Übertragung einer Referenzmenge vorgenommen haben, noch eine Referenzmenge endgültig freigegeben haben;

5° außer bei der Betriebsübernahme darf er während des laufenden Zeitraums keinen Antrag auf Übertragung von Referenzmengen als Übernehmer eingereicht haben;

6° er darf während des laufenden Zeitraums keinen Antrag auf zeitweilige Abtretung von Referenzmengen eingereicht haben;

7° er darf die im Rahmen der Neuaufteilung gewährten Referenzmengen während den fünf Zeiträumen nach der Neuaufteilung nicht freigeben, außer im Fall einer Freigabe seiner gesamten Referenzmenge. Im Fall eines Antrags auf teilweise Freigabe während eines dieser fünf Zeiträume werden die dem Erzeuger im Rahmen der Neuaufteilung gewährten Referenzmengen am 1. April des darauffolgenden Zeitraums der nationalen Reserve zugeführt.

Art. 16 - § 1. Jede Referenzmenge, die einem Erzeuger gewährt worden ist, der während eines gesamten Zeitraums keine Milch oder sonstige Milcherzeugnisse vermarktet hat, wird nach Ablauf der betreffenden Periode der nationalen Reserve zugeführt.

§ 2. Wenn ein Erzeuger, der während eines Zeitraums eine Menge, die mindestens 70% seiner für Lieferungen und Direktverkäufe kumulierten einzelbetrieblichen Referenzmenge entspricht, nicht vermarktet hat, wird 50% seiner nicht erzeugten kumulierten Referenzmenge nach Ablauf des betroffenen Zeitraums der nationalen Reserve zugeführt.

§ 3. Der durch die Bestimmung von § 2 betroffene Erzeuger kann innerhalb des Monats nach der Mitteilung des Beschlusses durch die Verwaltung einen Antrag auf die in Artikel 15 erwähnte Freigabe für den Teil seiner Referenzmenge, der im Falle einer Nicht-Freigabe der nationalen Reserve zugeführt würde, einreichen.

Art. 17 - Was die Lieferungen und ggf. die Direktverkäufe betrifft, ist der Käufer verpflichtet, vor dem 21. jedes Monats der Verwaltung alle geforderten Informationen über die Lieferungen des vorherigen Monats und alle geforderten Informationen über die Direktverkäufe von Milcherzeugnissen, die ihm durch einen Erzeuger oder durch Erzeuger gemacht wurden, zu übermitteln.

Nach von dem Minister festgelegten Modalitäten ist der Käufer oder die Person, die im Auftrag des Käufers die Einsammlung der Milch durchführt, verpflichtet, bei jeder Sammlung ein Dokument auszufüllen, das der Erzeuger aufzubewahren hat und in dem für jede einzelne Produktionseinheit die Lieferungen und ggf. seine Direktverkäufe an den betroffenen Käufer aufgeführt werden.

Die Käufer sind verpflichtet, vor dem 30. April nach dem betreffenden Zeitraum alle geforderten Informationen bezüglich der Lieferungen und ggf. der Direktverkäufe des vorherigen Zeitraums zu bestätigen.

Die Käufer sind verpflichtet, während wenigstens fünf Jahren ab dem Ende des Zeitraums die Belege für jede einzelne Lieferung und ggf. für jeden Direktverkauf in Form des datierten und ordnungsgemäß identifizierten Originalberichts jeder Einsammlungsfahrt aufzubewahren.

§ 2. Was die Direktverkäufe betrifft, hat der Erzeuger, der direkt Milch oder Milcherzeugnisse im Laufe des betreffenden Zeitraums verkauft hat oder der über eine Referenzmenge für Direktverkäufe verfügt, gemäß den Bestimmungen der Artikel 11 und 24 der Verordnung (EG) Nr. 595/2004 der Kommission folgende Verpflichtungen zu erfüllen:

1° in einem von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Nachweisbuch eine Bestandsbuchhaltung sowie ein ständiges Verzeichnis der für die Milchproduktion eingesetzten Kühe zu führen. Dieses Nachweisbuch und die diesbezüglichen Belege werden während fünf Jahren der Verwaltung zur Verfügung gehalten;

2° für einen Zeitraum das Erklärungsformular der Verkäufe von Milch und Milcherzeugnissen auszufüllen, das ebenfalls in das unter 1° angeführte Nachweisbuch einzufügen ist;

3° dieses Formular an die Außendienststelle der Verwaltung spätestens am 30. April des darauffolgenden Zeitraums per Einschreibebrief zurückzusenden, ggf. mit den Antrag auf zeitweilige Abänderung oder zeitweilige Festlegung der Referenzmengen gemäß Art. 3 § 1.

§ 3. Hat die Übermittlung der in § 1 und § 2 3° angeführten Informationen und Erklärungen am 15. Mai des darauffolgenden Zeitraums nicht stattgefunden, finden die in Artikel 11, Punkte 3 und 4 der Verordnung (EG) Nr. 595/2004 der Kommission vorgesehenen Bussgelder Anwendung.

Art. 18 - § 1. Die Verwaltung wird mit der Erhebung der Abgabe beauftragt. Bei einem in Artikel 1 6° b erwähnten Erzeuger wird die eventuelle Abgabe ungeteilt durch seine Mitglieder zu zahlen.

§ 2. Bei Lieferungen ist die Abgabe durch den abgabepflichtigen Käufer vor dem 22. August des darauffolgenden Zeitraums an die Verwaltung zu zahlen. Bei einer Missachtung dieser Frist wird auf die geschuldeten Beträge auf jährlicher Basis der gesetzliche Zinssatz angewandt.

Die Abgabe muss zum Zeitpunkt der Abrechnung am Ende des betreffenden Zeitraums von dem Käufer, den der abgabepflichtige Erzeuger beliefert, entrichtet werden.

Der Käufer behält auf den Milchpreis, den er dem Erzeuger, der Schuldner der Abgabe ist, schuldet, den geschuldeten Betrag ein oder zieht diesen auf jede angemessene Art und Weise ein.

Wenn die von einem Erzeuger gelieferten Mengen die Referenzmenge, über die er verfügt, übersteigen, ist der Käufer befugt, als Vorschuss auf die geschuldete Abgabe den Betrag des Milchpreises auf alle Lieferungen dieses Erzeugers, die die zum Zeitpunkt der Einbehaltung bekannte Referenzmenge übersteigen, einzubehalten.

§ 3. Bei Direktverkäufen ist die Abgabe durch den Erzeuger vor dem 1. September des darauffolgenden Zeitraums zu entrichten. Bei einer Missachtung dieser Frist wird auf die geschuldeten Beträge auf jährlicher Basis der gesetzliche Zinssatz angewandt.

§ 4. Ist der Käufer oder der Erzeuger nicht in der Lage, die geschuldete Abgabe zu entrichten, trifft die Verwaltung alle notwendigen Maßnahmen. Gegebenenfalls kann die Verwaltung einen Ausgleich mit jeglicher dem Erzeuger, der in Anwendung von Artikel 15 § 1 seine gesamte Referenzmenge oder einen Teil davon freigegeben hat, gewährten Vergütung durchführen.

Art. 19 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses können die Angaben berücksichtigt werden, die die Erzeuger gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 2. April 2001 über die Durchführung einer jedes Jahr im Mai durch das Nationale Statistische Institut organisierten landwirtschaftlichen Erhebung übermittelt haben, sowie die Angaben der durch den Ministerialerlass vom 20. Dezember 2001 zur Anwendung des Königlichen Erlass vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen angeführten Flächenerklärung.

Art. 20 - Die Verstöße gegen die Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1788/2003 des Rates und der Verordnung (EG) Nr. 595/2004 der Kommission, gegen die Bestimmungen des vorliegenden Erlasses und der kraft des vorliegenden Erlasses getroffenen Bestimmungen werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Art. 21 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse wird aufgehoben.

Die vorab von den Erzeugern im Rahmen des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 2. Oktober 1996 eingegangenen Verbindlichkeiten und Verpflichtungen bleiben anwendbar, bis sie abgelaufen sind. Die eventuellen diesbezüglichen Strafen unbeschadet der in Artikel 1 Punkt 15° und Artikel 9 § 1 vorgesehenen Sonderbedingungen bleiben ebenfalls anwendbar.

Art. 22 - Der vorliegende Erlass wird am 1. April 2004 wirksam.

Art. 23 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. September 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

ANLAGE

Repräsentative Fettgehalte und Umrechnungskoeffizienten

A. Repräsentative Fettgehalte:

Die repräsentativen Fettgehalte werden für die Referenzmengen für Lieferungen und die Referenzmengen für Direktverkäufe festgelegt, die vollständig oder teilweise für Lieferungen an einen Käufer verwendet werden.

1. Basisfettgehalt:

- für die Referenzmenge für Lieferungen: der repräsentative Gehalt der am 31. März 2004 verfügbaren Referenzmenge;

- für die Referenzmenge für Direktverkäufe: 39,14 gr./l Milch.

2. Bei der Angleichung einer Referenzmenge gemäß Artikel 3:

- der repräsentative Fettgehalt für die aufgestockte Referenzmenge entspricht dem gewichteten Durchschnitt des repräsentativen Fettgehalts der Referenzmenge vor Aufstockung und dem repräsentativen Fettgehalt der insgesamt oder teilweise übertragenen Referenzmenge;

- der repräsentative Fettgehalt für die verringerte Referenzmenge wird nicht abgeändert.

3. Beim Abschluss von Vereinbarungen über die zeitweilige Abtretung von den in Artikel 4 angeführten Referenzmengen:

- der repräsentative Fettgehalt der Referenzmenge des übernehmenden Erzeugers entspricht dem gewichteten Durchschnitt der repräsentativen Fettgehalte seiner ursprünglichen Referenzmenge und der Referenzmenge, die ihm zeitweilig zugeteilt worden ist;

- der repräsentative Fettgehalt der Referenzmenge des überlassenden Erzeugers wird nicht abgeändert.

4. Bei einer endgültigen Abänderung der Referenzmengen gemäß Artikel 5 und Artikel 6:

- der repräsentative Fettgehalt der Referenzmenge des übernehmenden Erzeugers entspricht dem gewichteten Durchschnitt der repräsentativen Fettgehalte seiner ursprünglichen Referenzmenge und der Referenzmenge, die ihm endgültig zugeteilt worden ist;

- der repräsentative Fettgehalt der Referenzmenge des überlassenden Erzeugers wird nicht abgeändert.

B. Umrechnungskoeffizienten um die vermarkteten Milcherzeugnisse in Liter Vollmilch umzurechnen.

Erzeugnisse	Einheit	Umrechnungskoeffizienten in Vollmilch (1 Liter)
Butter	1 kg	21,8
Rahm mit 20% Fettgehalt mit 40% Fettgehalt	1 Liter 1 Liter	5,1 10,2
Käse: - Hart- oder Halbhartkäse - Weichkäse (Herver Art) - Vollmilchquark - Maton	1 kg 1 kg 1 kg 1 kg	10 9 5 7
Rahmeis Milcheis	1 Liter oder 0,5 kg 1 Liter	1,25 0,4
Vollmilchjoghurt und Kefir Joghurt aus teilentrahmter Milch	1 Liter 1 Liter	1 0,5
Schokoladenvollmilch Halbentrahmte Schokoladenmilch	1 Liter 1 Liter	1 0,5
Schokoladenbrotaufstrich Schokoladenmousse	1 kg 1 kg	7,5 1
Pudding: Vanille und Schokolade Cremespeise Vanille und Schokolade Flan	1 Liter 1 Liter 1 Liter	1 1 1

Bei der Festlegung dieser Koeffizienten wurde davon ausgegangen, dass die Vollmilch einen Fettgehalt von 39,14 Gramm pro Liter aufweist. Wenn der Erzeuger jedoch in der Lage ist, den Beweis zu erbringen, dass die effektiv für die Herstellung der fraglichen Erzeugnisse verwendeten Mengen verschieden sind, werden die Umrechnungskoeffizienten dementsprechend abgeändert.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Erhebung der Abgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 9. September 2004

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 4350

[2004/203314]

**9 SEPTEMBER 2004. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 1^o, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1788/2003 van de Raad tot vaststelling van een heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op Verordening (EG) nr. 595/2004 van de Commissie van 30 maart 2004 houdende vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1788/2003 van de Raad tot vaststelling van een heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 september 2003;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de federale overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van landbouw en visvangst;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen de federale overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van landbouw en visvangst;

Gelet op het samenwerkingsprotocol van 16 juli 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het overleg tussen de gewestregeringen en de federale overheid van 17 mei 2004;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de toewijzing aan de Gewesten van de bevoegdheden op het gebied van landbouw met ingang van 1 januari 2002;

Overwegende dat maatregelen getroffen dienen te worden om de beslissingen met betrekking tot de overdracht van de bevoegdheden toe te passen;

Overwegende dat de continuïteit van de openbare dienstverlening gewaarborgd moet worden, met naleving van de verplichten opgelegd bij de Europese regelgeving op het vlak van landbouw;

Overwegende dat Verordening nr. 1788/2003 van de Raad aangeeft dat een nationale reserve is ingesteld door elke lid-Staat en dat de modaliteiten voor het beheer van die nationale reserve het voorwerp uitmaken van het samenwerkingsprotocol tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Overwegende dat de modaliteiten voor de overdracht en de hertoewijzing van referentiehoeveelheden gereguleerd dienen te worden om rekening te houden met de nieuwe bepalingen van Verordening (EG) nr. 1788/2003 van de Raad, dat die regelgeving erop gericht dient te zijn de speculatie terzake te voorkomen en dat ze toegepast dient te worden tijdens de periode van twaalf maanden die begint op 1 april 2004;

Overwegende dat het begrip van groepering van zuivelproducten waarvan elk lid voor de samenstelling van die groepering beantwoordde aan de bepalingen van artikel 5, punt c, van Verordening (EG) nr. 1788/2003 van de Raad om elke handeling ter omzeiling van de regelgeving te voorkomen, bepaald dient te worden om de structuur van de zuivelproductie te verbeteren in de zin van een rationalisering van de productiemiddelen en van schaalvoordelen;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij niet-naleving van de termijnen die zijn opgelegd bij de Europese regelgeving om de betrokken premies te storten aan de producenten of in geval van vertraging in het toepasselijk maken van de betrokken regelgevingen of indien zij slecht worden toegepast;

Overwegende dat de producenten zo spoedig mogelijk ingelicht dienen te worden over de wijzigingen die plaatsvonden, wat betreft hun rechten en verplichtingen en dat die regelgeving toegepast dient te worden tijdens de lopende periode van twaalf maanden die begon op 1 april 2004;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 17 juli 2004;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° de heffing : de heffing ten laste van de producent van koemelk op de leveringen van melk aan een koper en op de rechtstreekse verkopen van melk en zuivelproducten aan de eindverbruiker, bedoeld bij Verordening (EG) nr. 1788/2003 van de Raad van 29 september 2003 Raad tot vaststelling van een heffing in de sector melk en zuivelproducten;

2° de periode : de periode van 12 maanden van toepassing van de heffing lopende van 1 april tot 31 maart van het volgende jaar;

3° de Minister : de Minister bevoegd voor Landbouw;

4° het Ministerie : het Ministerie van het Waalse Gewest;

5° het Bestuur : de Afdeling Steun aan de Landbouw van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest;

6° de producent :

a. de landbouwwuitbater, natuurlijke of rechtspersoon of groepering van natuurlijke personen of rechtspersonen of van beide, die op een autonome manier voor eigen profijt en rekening een bedrijf beheert en die uit dien hoofde, rechtstreeks melk of andere zuivelproducten aan de eindverbruiker verkoopt of die melk levert aan een koper;

b. ofwel de groepering van melkproducenten : de tijdelijke groepering van twee producenten zoals omschreven in punt a, die op autonome wijze voor eigen profijt en rekening één enkel bedrijf beheert die uitsluitend voortvloeit uit het samenbrengen van beide bedrijven van de leden ervan, namelijk het geheel van de productie-eenheden beheerd door elk van de leden van de groepering voorafgaandelijk aan de oprichting van bedoelde groepering van melkproducenten en die uit dien hoofde rechtstreeks melk of andere zuivelproducten verkoopt of melk levert aan een koper.

Daarnaast dient aan volgende voorwaarden te worden voldaan :

b.1. Oprichting van de groepering van melkproducenten bij authentieke akte :

- de groepering wordt opgericht bij een authentieke akte houdende oprichting van de groepering van melkproducenten. Vóór de oprichting van bedoelde groepering van melkproducenten beantwoordde elk lid ervan aan de bepalingen van punt a;

- bij de authentieke akte wordt er een gedetailleerde inventaris van de inbreng van de verschillende leden van de groepering van melkproducenten gevoegd, met vermelding onder andere van het veebeslag en de bij de inbreng betrokken productie-eenheid of -eenheden, de referentiehoeveelheden waarover elk lid van bedoelde groepering beschikte op het tijdstip van de ondertekening van de authentieke akte, de gronden die voor de melkproductie dienen, met een maximum van 20 000 liter referentiehoeveelheid per hectare, onverminderd de bepalingen van artikel 1, 15°, f, en artikel 6;

- in de authentieke akte worden eveneens aangegeven het nummer en het adres van de productie-eenheid met inbegrip van de melkinstallaties van waaruit de leveringen en/of rechtstreekse verkopen van de groepering van melkproducenten plaatsvinden, evenals het nummer van het gemeenschappelijke veebeslag. Indien het nummer van het veebeslag niet bekend is bij de opstelling van de authentieke akte, wordt het aan het Bestuur medegedeeld binnen de dertig dagen volgend op de datum waarop de authentieke akte verleden wordt;

- alle gronden die moeten dienen voor de melkproductie tijdens het bestaan van de groepering en die vermeld zijn op de authentieke akte dienen gelegen te zijn op het grondgebied van de voormalige gemeente waar de melkinstallaties die door de groepering van melkproducenten gebruikt zijn, of op het grondgebied van een voormalige naburige gemeente;

- voor alle leden van de groepering van melkproducenten die voor de oprichting van bedoelde groepering van melkproducenten in 1997-1998 of daarna overnemers waren van referentiehoeveelheden in de zin van de bepalingen van artikel 1, punt 15°, en de artikelen 5, 9, 10 en 14 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 betreffende de toepassing van de heffing in de sector melk en zuivelproducten of in 1996-1997 of daarna in de zin van de bepalingen van artikel 1, punt 16°, en de artikelen 5 en 14 van hetzelfde besluit van 19 december 2002, dienen de gronden die in de groepering van melkproducenten zijn ingebracht, minstens die te zijn, die met de referentiehoeveelheden zijn overgenomen;

b.2. Duur van de groepering van melkproducenten : de groepering van melkproducenten wordt opgericht voor een duur van drie periodes beginnend op 1 april. Na het einde van die termijn wordt de groepering, indien er geen voorafgaandelijke aanvraag tot uitdrukkelijke verlenging door alle leden van die groepering plaatsvindt, wordt genoemde groepering ontbonden;

b.3. Referentiehoeveelheden van de groepering van melkproducenten :

- de door de groepering van melkproducenten beheerde referentiehoeveelheden stemmen overeen met de som van de door elk lid aangebrachte referentiehoeveelheden. Het representatieve gehalte aan vette stoffen van de door genoemde groepering beheerde referentiehoeveelheden is het gewogen gemiddelde van de representatieve gehalten aan vette stoffen van de door elk lid van de groepering aangebrachte referentiehoeveelheden.

- met uitzondering van de bepalingen voorzien bij artikelen 9 en 10, mag de groepering van melkproducenten noch overnemer noch overdrager zijn van een referentiehoeveelheid in de zin van de bepalingen van artikelen 1, punt 15°, 5 en 14;

- in geval van toepassing van de bepalingen van artikelen 3, 4 en 15 wordt enkel de groepering van melkproducenten in aanmerking genomen, met uitzondering van haar leden als ze afzonderlijk worden genomen;

b.4. Leden van de groepering van melkproducenten :

- op het ogenblik van het verlijden van de authentieke akte houdende oprichting van de groepering van melkproducenten, moet elk lid voldoen aan de bepalingen van punt *a*;

- op 1 april na de datum van het verlijden van genoemde akte mag geen rechtspersoon, eventuele vennoot-beheerder, bestuurder of beheerder onder de leden van genoemde groepering de leeftijd van 65 jaar hebben bereikt;

- elk lid van genoemde groepering voldoet aan de bepalingen van artikel 1, punt 7;

- elk lid van de groepering moet zijn verbintenissen naleven wat betreft de toekenning van eventuele steun aan de installatie en de investering die hij zou hebben genoten voor de oprichting van de groepering;

b.5. Productie- en veebeslageenheden van de groepering van melkproducenten :

- de groepering van melkproducenten mag enkel één veebeslag beheren en mag enkel de productie-eenheden van haar leden beheren, ongeacht de activiteitengebieden;

b.6. Ontbinding en/of terugtrekking uit de groepering van melkproducenten.

Behoudens overmacht mag de groepering van melkproducenten enkel worden ontbonden na afloop van de duur van drie periodes waarvoor zij werd opgericht of verlengd;

- bij de ontbinding van de groepering van melkproducenten herkrijgt elk lid van de groepering zijn oorspronkelijke referentiehoeveelheden die bepaald zijn bij het verlijden van de authentieke akte. Evenwel worden de eventuele referentiehoeveelheden die verworven zijn krachtens de bepalingen van artikel 15 in gelijke delen verdeeld onder de terugtrekkende leden;

7° landbouwer in hoofdberoep :

a. hetzij de natuurlijke persoon die zelf het landbouwbedrijf uitbaat, die uit zijn bedrijf een netto belastbaar inkomen verwerft dat meer dan 50 % bedraagt van het netto belastbaar bedrag van zijn globaal inkomen en die aan werkzaamheden buiten het bedrijf minder dan 50 % van zijn totale arbeidsduur besteedt;

b. hetzij de rechtspersoon waarvan de statuten de uitbating van een landbouwbedrijf en de verhandeling van de hoofdzakelijk op dit bedrijf voortgebrachte producten tot voorwerp hebben. Die rechtspersoon moet daarenboven voldoen aan volgende voorwaarden :

b.1. opgericht zijn in de vorm van een landbouwvennootschap bedoeld bij de wet van 7 mei 1999 houdende het Wetboek van vennootschappen, ofwel :

b.2. opgericht zijn in één van de vormen bedoeld bij het Wetboek van vennootschappen, artikel 2, § 2, streepjes 1 tot 6, boek 1 en bovendien de volgende voorwaarden vervullen :

- opgericht zijn voor een duur van ten minste 20 jaar;

- de aandelen of de deelbewijzen van de vennootschap moeten op naam zijn;

- de aandelen of deelbewijzen van de vennootschap moeten voor ten minste 51 % toebehoren aan de bestuurders of zaakvoerders;

- de bestuurders of zaakvoerders van de vennootschap moeten onder de vennoten worden aangewezen;

- de bestuurders of zaakvoerders van de vennootschap moeten meer dan 50 % van hun tijd besteden aan landbouwwerkzaamheden in de vennootschap en meer dan 50 % van het netto belastbaar bedrag van hun globaal inkomen uit die activiteit halen;

c. hetzij de groepering van natuurlijke of rechtspersonen of van beide waarin al de natuurlijke personen meer dan 50 % van hun totale arbeidsduur aan landbouwwerkzaamheden in de groepering besteden en uit die werkzaamheden meer dan 50 % van het netto belastbaar bedrag van hun globaal inkomen halen, en waarin al de rechtspersonen de onder punt *b*) vermelde voorwaarden vervullen en meer dan 50 % van hun werkzaamheden aan de landbouwwerkzaamheden van de groepering besteden;

d. hetzij een groepering van natuurlijke personen samengesteld uit twee echtgenoten waarvan alleen één van beiden voldoet aan de onder punt *a*) vastgelegde voorwaarden;

e. hetzij een groepering van melkproducenten zoals bepaald in punt 6°, *b*), waarvan alle leden voldoen aan de in punten *a* en *b* vastgestelde voorwaarden of een groepering van melkproducenten bestaand uit twee echtgenoten van wie enkel één voldoet aan de in punt *a* vastgestelde voorwaarden;

8° levering : iedere levering van melk, met uitzondering van andere zuivelproducten, door een producent aan een koper, vervoerd door de producent, de koper, de onderneming die deze producten behandelt of verwerkt, of door een derde;

9° rechtstreekse verkoop : elke verkoop of overdracht, door een producent, van melk rechtstreeks aan de gebruiker alsook elke verkoop of overdracht, door een producent, van andere zuivelproducten;

10° de melkproductie-eenheid : het geheel van de functioneel samenhangende middelen, door de producent uitgebaat voor de productie van melk omvattend, voor zijn exclusief gebruik, de melkveestal, de voor de melkproductie gebruikte gronden, de melkinstallatie, de melkkoeien, de voedervoorraden en de melkkoeltank of de melkkruiken. Het adres van de melkinstallaties van de melkproductie-eenheid bepaalt diens adres en, bijgevolg, de zone waaronder de productie-eenheid valt;

11° het bedrijf : het geheel van de door de producent beheerde en uitgebate melkproductie-eenheden;

12° naburige oude gemeenten : de oude gemeenten vóór de fusie der gemeenten, verwezenlijkt bij de wet van 30 december 1975, waarvan het centrum gelegen is binnen een straal van 30 kilometer van het centrum van de oude gemeente waar de installaties van de melkproductie-eenheid gelegen zijn, alsook de dichtstbijgelegen oude gemeenten die, indien nodig, moeten toegevoegd worden tot de oppervlakte van een cirkel met een straal van 30 kilometer bereikt wordt;

13° de koper : de koper zoals omschreven in artikel 5 van Verordening (EG) nr. 1788/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van een heffing in de sector melk en zuivelproducten. Elke koper moet erkend zijn door de Bestuur overeenkomstig de bepalingen van artikel 23 van Verordening (EG) nr. 595/2004 van de Commissie van 30 maart 2004 houdende vaststelling van uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1788/2003 van de Raad tot vaststelling van een heffing in de sector melk en zuivelproducten;

14° zone : het grondgebied van het Waalse Gewest;

15° overname van een bedrijf :

§ 1. Overdracht van het geheel van de melkproductie-eenheden van één enkel bedrijf, met inbegrip van de daarmee overeenstemmende referentiehoeveelheden zoals geboekt door het Bestuur op 31 maart 2002, onder de volgende voorwaarden :

a. de overname van de referentiehoeveelheden heeft geen enkele cumulering van referentiehoeveelheden voor de overnemer tot gevolg;

b. de melkproductie door deze overnemer mag slechts gebeuren op dit overgenomen bedrijf.

Bij overname door een bloed- of een aanverwant in de eerste graad van de overdrager, onverminderd de toepassing van punt e, behoudt de overnemer evenwel zijn referentiehoeveelheid als hij eenmaal tijdens de periode van negen jaar vanaf de datum waarop de referentiehoeveelheid overgedragen wordt, een andere melkproductie-eenheid overneemt, die in Wallonië gevestigd is op het grondgebied van de vroegere gemeente waar de met de referentiehoeveelheden bedoeld in punt a overgenomen gronden gelegen zijn of op het grondgebied van een vroegere aangrenzende gemeente. In dit geval moet de producent voldoen aan de volgende voorwaarden :

b.1. de overname van die andere melkproductie-eenheid veroorzaakt geen cumulering van referentiehoeveelheden door de overnemer;

b.2. gedurende negen jaar vanaf de overname van die nieuwe melkproductie-eenheid mag de melkproductie enkel gebeuren op die andere productie-eenheid en moeten de voor melkproductie bestemde gronden, onverminderd de toepassing van punt e, die zijn welke overgenomen zijn met de referentiehoeveelheden bedoeld in punt a, behalve als het geheel van de referentiehoeveelheid is vrijgemaakt, zoals voorzien in artikel 15, § 1;

c. dit als dusdanig overgenomen bedrijf moet daadwerkelijk uitgebaat worden, voor de productie van melk, gedurende ten minste 9 jaar vanaf de datum van de overdracht van de referentiehoeveelheid, behalve als de totale referentiehoeveelheid is vrijgemaakt. Tijdens deze periode mag dit bedrijf in zijn geheel of gedeeltelijk niet worden uitgewonnen noch verhuisd;

d. gedurende deze periode van negen jaar mag de overnemer slechts het gehele bedrijf of een gedeelte ervan overdragen aan een andere producent voorzover deze laatste op zijn beurt tijdens een periode van negen jaar aan dezelfde voorwaarden voldoet als zijn overdrager, zich ertoe verbindt dezelfde verplichtingen na te leven als zijn overdrager, en zijn bloed- of aanverwant in de eerste graad, zijn bloedverwant in de zijlinie en tweede graad of zijn echtgenoot is.

Gedurende deze periode van negen jaar en onverminderd de bepalingen van artikel 10, mag de producent-overnemer alle referentiehoeveelheden en alle gronden gebruikt voor melkproductie waarover hij op 31 maart 2003 al beschikte, echter overdragen aan een producent die zijn echtgenoot is en die op 31 maart 2003 al over referentiehoeveelheden beschikte.

Op dezelfde wijze, gedurende die periode van negen jaar, als de producent-overnemer een groepering van natuurlijke personen is die onderling bloed- of aanverwant in de eerste graad zijn, in geval van ontbinding van genoemde groepering, worden de referentiehoeveelheden en alle gronden gebruikt voor melkproductie verdeeld en overgedragen aan de leden van die groepering volgens de bepalingen van § 2.

De verplichting van bloed- of aanverwantschap in de eerste graad of van bloedverwantschap in de zijlinie en tweede graad geldt niet :

1) wanneer de producent-overnemer ingevolge een erfenis een overdracht van het bedrijf betrokken bij de erfenis uitvoert als overdrager;

2) of wanneer de overnemer als natuurlijk persoon het hele bedrijf overmaakt aan een landbouwvennootschap waarvan hij de enige beherend vennoot is;

e. gedurende deze zelfde periode kan de overnemer geen andere melkproductie-eenheden uitbaten, met uitzondering van de gronden dienstig voor de melkproductie, dan deze die deel uitmaakten van het overgenomen bedrijf, onverminderd punt b);

f. wanneer de producent-overdrager één enkele natuurlijke persoon of een groepering van echtgenoten is en wanneer de producent-overnemer, bestaand uit één enkele natuurlijke persoon of een groepering van echtgenoten zoals omschreven in artikel 1.7°, d, bloed- of aanverwant in de eerste graad in neergaande lijn is van de producent-overdrager, worden de maximale referentiehoeveelheden, die kunnen overgelaten worden per hectare dienstig voor de melkproductie, aangepast in functie van de totale oppervlakte die kan overgelaten worden zonder evenwel 50 000 liter per hectare te overschrijden. Enkel de verwijzing naar de gronden gelegen in België op de oppervlakteaangifte van de overdrager en die betrekking heeft op het jaar voorafgaand aan de lopende periode zal in aanmerking worden genomen om de totale over te laten oppervlakte te bepalen.

Enkel de op 31 maart 1985 voor de producent-overdrager beschikbare referentiehoeveelheden maken het voorwerp uit van deze aanpassing. De producent-overdrager heeft, sedert 1 april 1985, een referentiehoeveelheid groter dan 20 000 liter per hectare gronden uitgebaat in België;

g. als de overname het gevolg is van een vererving, kunnen de overlevende echtgenoot of echtgenote of de overlevende natuurlijke personen die deel uitmaken van de betrokken groepering het bedrijf overnemen zonder verplicht te zijn tot de voorwaarden opgelegd bij de punten *b* tot en met *e*, maar moeten alle verplichtingen blijven naleven die de overdrager moest naleven.

§ 2. Onverminderd de toepassing van § 1 kan de overdracht van gronden van het bedrijf evenwel gedeeltelijk zijn voor zover de volgende voorwaarden zijn vervuld :

a. de producent-overdrager is een groepering van natuurlijke personen, onderling bloed- of aanverwant in de eerste graad, onder de voorwaarden bedoeld in § 1, *d*), of een groepering van natuurlijke personen die onderling bloedverwant zijn in de zijlinie en tweede graad en de producent-overnemer is één van de leden van deze groepering;

b. de rest van de gronden wordt op dezelfde datum overgedragen aan het andere lid van de groepering die een andere melkproductie-eenheid overneemt volgens de bepalingen van punten *b* tot *g* van § 1;

c. de groepering, producent-overdrager, heeft vóór haar ontbinding een overeenkomst opgemaakt waarin de referentiehoeveelheden alsook de grondoppervlakten gebruikt voor melkproductie waarvan elk lid het genot behoudt of overneemt, staan vermeld.

16° oppervlakteaangifte : de oppervlakteaangifte bepaald bij het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunmaatregel voor de producenten van bepaalde akkerbouwgewassen.

Art. 2. De individuele referentiehoeveelheden beschikbaar op het bedrijf voor leveringen of rechtstreekse verkopen zijn de op 31 maart van de vorige periode beschikbare hoeveelheden.

De representatieve vetgehaltes die in aanmerking moeten worden genomen en de equivalentiecoëfficiënten die aangewend moeten worden om de zuivelproducten om te zetten in liter volle melk worden vastgelegd in de bijlage van dit besluit.

Art. 3. Om rekening te houden met veranderingen die van invloed zijn op zijn leveringen of zijn rechtstreekse verkopen kan de producent een behoorlijk gemotiveerde aanvraag indienen om voor de duur van de periode of definitief een verhoging of vaststelling te bekomen van één zijner referentiehoeveelheden, tegen overeenkomstige verlaging of opheffing van de andere referentiehoeveelheid.

De aanvraag moet bij aangetekende brief bij het Bestuur ingediend worden via het typeformulier beschikbaar op het Bestuur.

De termijn voorzien voor het indienen van die aanvraag wordt bepaald onverminderd de bepalingen van artikel 13 :

1° ten laatste op 31 juli van de eerste periode waarop deze wijziging betrekking heeft, indien het gaat om een verzoek voor het verkrijgen van een definitieve wijziging of de definitieve bepaling van referentiehoeveelheden. In geval van vrijmaking van het geheel of een gedeelte van de referentiehoeveelheden, zoals bedoeld in artikel 15, mag de aanvraag tot definitieve wijziging of definitieve vestiging van de vrij te maken referentiehoeveelheden echter worden ingediend tot 30 november van de betrokken periode;

2° ten laatste op 30 april van de periode die volgt op de periode waarop deze wijziging betrekking heeft, indien het gaat om een aanvraag voor een tijdelijke wijziging of de tijdelijke bepaling van referentiehoeveelheden.

Art. 4. § 1. De producent kan het gedeelte van zijn referentiehoeveelheid voor leveringen of van zijn referentiehoeveelheid voor rechtstreekse verkopen, dat hijzelf niet voornemens is te gebruiken, voor de duur van de periode tijdelijk overdragen aan andere producenten. Alle melkproductie-eenheden van die producenten moeten in de zone liggen.

§ 2. Deze overeenkomsten van tijdelijke overdracht van referentiehoeveelheden moeten gesloten worden aan de hand van een typeformulier beschikbaar op het Bestuur of bij de koper.

Zij mogen slechts in aanmerking genomen worden indien aan de volgende voorwaarden wordt voldaan :

1° een producent mag de referentiehoeveelheden tijdelijk overdragen waarvoor hij, als overdrager en tijdens dezelfde periode, een aanvraag heeft ingediend, ofwel voor definitieve vrijmaking zoals voorzien in artikel 15, 4°, ofwel voor overdracht zoals voorzien in artikel 5.

In dit laatste geval kan de referentiehoeveelheid alleen tijdelijk worden overgelaten aan de producent-overnemer aan wie de referentiehoeveelheid definitief zal worden overgedragen krachtens artikel 5.

Ingeval een producent tijdens dezelfde periode geen aanvraag voor definitieve vrijmaking heeft ingediend van een referentiehoeveelheid zoals voorzien in artikel 15, § 1, 4°, of voor overdracht zoals voorzien in artikel 5, is de totale hoeveelheid die hij kan overlaten op basis van een overeenkomst voor tijdelijke overdracht beperkt, behalve in geval van overmacht tot 20 000 liter;

2° de totale hoeveelheid die een producent mag overnemen op basis van overeenkomsten van tijdelijke overdracht wordt beperkt tot 20.000 liter. Dit plafond is niet van toepassing indien de totale referentiehoeveelheid, die via tijdelijke overdracht wordt overgenomen, een referentiehoeveelheid betreft die definitief overgenomen zal worden krachtens artikel 5.

§ 3. Om ontvankelijk te zijn moeten de in § 1 bedoelde overeenkomsten uiterlijk 30 november van de betrokken periode bij aangetekende brief worden overgebracht aan de Bestuur.

Art. 5. Onverminderd de bepalingen in artikel 15 worden in geval van gehele of gedeeltelijke overdracht van een bedrijf aan een andere producent door vererving, krachtens een akte waarbij de eigendom of het vruchtgebruik van onroerende goederen overgedragen of aangewezen wordt, alsook in geval van een akte van pacht, onderpacht of overdracht van pacht, en in geval van samenvoeging van bedrijven door twee of meer producenten en in het geval van een verandering van beherend vennoot in een landbouwbedrijf, de overeenkomstige referentiehoeveelheden overgedragen binnen de beperkingen en volgens de modaliteiten vastgesteld als volgt :

a. de overgedragen referentiehoeveelheid mag niet hoger zijn dan 20 000 liter per hectare grond dienstig voor de melkproductie. De producent-overdrager bepaalt de gronden dienstig voor de melkproductie die gelegen moeten zijn op het grondgebied van de oude gemeente waar de installaties van de productie-eenheid, waarvan zij deel uitmaken, gelegen zijn en van waaruit per 31 maart 2002 de leveringen en/of rechtstreekse verkopen plaatsvonden die door het Bestuur geboekt werden, of op het grondgebied van een oude naburige gemeente.

De verantwoordingsdocumenten van de overdracht van de gronden moeten voorzien zijn van de door de respectievelijke gemeentelijke overheden voor eensluidend verklaarde handtekeningen;

b. de producent-overnemer moet de overgenomen gronden dienstig voor de melkproductie gedurende minstens negen jaar uitbaten vanaf de datum van de overname van de referentiehoeveelheid, behoudens in geval van overmacht of in geval van toepassing van artikel 1, 15° voorzover de betrokken producent bloed- of aanverwant in de eerste graad of bloedverwant in de zijlinie en de tweede graad of de echtgenoot van de producent-overdrager is. Dit bewijs dient jaarlijks te worden geleverd aan de hand van de oppervlakteaangifte.

Indien overeenkomstig de bepalingen van artikel 1, punt 15°, een bedrijf wordt overgenomen door een andere producent, moet deze laatste eveneens, voor de gronden die na 1 april 1996 het voorwerp van een aanvraag tot overdracht hebben uitgemaakt, dezelfde verplichtingen naleven als zijn overdrager gedurende een nieuwe periode van negen jaar;

c. onverminderd de bijzondere voorwaarden bedoeld in artikel 1, punt 15°, mag de producent-overdrager gedurende de lopende periode en de twee volgende periodes geen overdracht van referentiehoeveelheid uitvoeren als overnemer, behoudens in volgende gevallen :

- *c.1.* de producent-overdrager heeft zijn gehele bedrijf, bestaande uit één enkele productie-eenheid, samen met de volledige referentiehoeveelheid overgelaten aan een producent die dit bedrijf overneemt zoals omschreven in artikel 1, punt 15, en die producent-overdrager neemt een ander bedrijf over, zoals omschreven in artikel 1, punt 15. Dit andere bedrijf mag noch de stal, noch de gronden noch de melkinstallatie omvatten die eerder werden overgelaten door de overnemer;

- *c.2.* de producent-overdrager heeft een aanvraag ingediend voor vrijmaking van zijn totale referentiehoeveelheid op basis van de bepalingen van artikel 15;

d. de producent-overdrager moet het bewijs leveren dat hij tijdens de twee voorgaande periodes melk heeft geleverd en/of rechtstreeks verkocht, behoudens gevallen van overmacht of wanneer de overdracht geen enkele cumul van referentiehoeveelheden teweegbrengt voor de producent-overnemer en wanneer deze laatste landbouwer in hoofdberoep is;

e. onverminderd de bijzondere voorwaarden voorzien in artikel 1, punt 15, mag de producent-overnemer gedurende de lopende periode en de twee volgende periodes geen referentiehoeveelheid overdragen als overdrager, behoudens in geval van overmacht, in geval van verkoop of vererving van de gronden dienstig voor de melkproductie of wanneer de overdrager en de overnemer bloed- of aanverwant zijn in de eerste graad of wanneer de overdracht geen enkele cumul van referentiehoeveelheden teweegbrengt voor de producent-overnemer en wanneer deze laatste landbouwer in hoofdberoep is.

Art. 6. § 1. Bij gehele of gedeeltelijke overdracht van een bedrijf omdat de verpachter de pacht opgezegd heeft aan de producent, en voor zover hij voor de vrederechter geldigverklaring bekomen heeft, behoudens indien de opzegging gedaan wordt op grond van artikel 7, 6°, 7° en 8°, van de wet van 4 november 1969 tot wijziging van de pachtwetgeving betreffende het recht van voorverkoop ten gunste van huurders van landeigendommen en indien de producent de melkproductie verder zet vanaf de melkproductie-eenheid die in dezelfde zone gelegen is, onverminderd de bijzondere voorwaarden bedoeld in artikel 1, punt 15°, en in de artikelen 5, 9, 10 van dit besluit, behoudt deze laatste een gedeelte of zijn gehele referentiehoeveelheid op voorwaarde dat de som van de behouden referentiehoeveelheid en de referentiehoeveelheid die overeenstemt met het bedrijf dat hij overneemt, niet groter is dan de referentiehoeveelheid waarover hij vóór het verstrijken van de pachtovereenkomst beschikte.

§ 2. Voor de toepassing van deze regel moet men onder gedeeltelijke overdracht verstaan :

- a.* een opzeg gegeven voor het geheel van de stallen en de melkinstallatie van de melkproductie-eenheid;
- b.* een opzeg van gronden die voor gevolg heeft dat de door de producent behouden oppervlakte zodanig verminderd wordt dat de referentiehoeveelheid per hectare groter wordt dan 10 000 liter; deze oppervlakte wordt bepaald op basis van de oppervlakteaangifte van de producent;
- c.* een combinatie van de punten *a* en *b*.

§ 1 is van toepassing in geval van onteigening.

Art. 7. Indien gronden toebehorende aan de producent-overdrager met hypotheek bezwaard zijn en de hypothecaire schuldeiser bij aangetekende brief zijn schuldenaar en het Bestuur ter kennis heeft gebracht dat hij zich verzet tegen iedere overdracht van referentiehoeveelheid per hectare groter dan de gemiddelde referentiehoeveelheid per hectare van gronden waarvan de producent het genot heeft, dan mag de referentiehoeveelheid per overgelaten hectare niet groter zijn dan deze gemiddelde referentiehoeveelheid. Het verzet is alleen geldig indien het voorafgegaan wordt door de betekening van een exploit van beslag op onroerende grond of van een exploit van bevel bedoeld bij het artikel 1564 van het Gerechtelijk Wetboek.

Art. 8. In geval van gedwongen uitwinning van een bedrijf wordt de referentiehoeveelheid overgedragen aan de producent bedoeld in artikel 1, punt 15°.

Zo niet, wordt de referentiehoeveelheid verdeeld tussen de producenten in evenredigheid met de oppervlakten waarvan het genot door hen wordt overgenomen of bewaard.

Deze producenten mogen echter een overeenkomst sluiten waarin een andere verdeling wordt voorzien op voorwaarde dat de referentiehoeveelheid per hectare niet hoger is dan 20 000 liter.

Art. 9. Van de referentiehoeveelheden die het voorwerp uitmaken of uitgemaakt hebben van een overdracht, zoals bedoeld in de artikelen 5 en 13, wordt 90 % toegewezen aan de nationale reserve wanneer de overdracht gebeurt tussen producenten die noch bloedverwanten noch aanverwanten in de eerste graad noch bloedverwanten in de zijlinie en de tweede graad noch echtgenoten zijn.

Deze bepaling is echter niet van toepassing wanneer de overdracht wordt uitgevoerd hetzij ten bate van een groepering van natuurlijke personen zoals bepaald in artikel 1, 7°, *c*), waarvan het oudste lid minder dan 65 jaar oud is op 1 april volgend op de lopende periode, hetzij ten bate van een landbouwvennootschap waarvan de oudste behorend vennoot minder dan 65 jaar oud is op 1 april van de lopende periode en als, vóór die overdracht :

- genoemde groepering of landbouwvennootschap het bedrijf en het geheel van de gronden gebruikt voor melkproductie van een overdrager, bloed- of aanverwant in de eerste graad heeft overgenomen, in de zin van artikel 1, 15°, door genoemde groepering of landbouwvennootschap op te richten met die overdrager, bloed- of aanverwant in de eerste graad. Die overdrager kan zelf voor 31 maart 2004 een bedrijf hebben opgericht in de zin van de bepalingen van artikel 1, 16°, van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 betreffende de toepassing van de heffing in de sector melk en zuivelproducten;

- alle leden van genoemde groepering en alle vennoten-beheerders van genoemde landbouwvennootschap onderling bloed- of aanverwanten in de eerste graad zijn of bloedverwanten in de zijlinie en de tweede graad met een bloedverwant in de eerste graad.

Wanneer de oudste natuurlijke persoon van genoemde groepering van rechtspersonen of de oudste vennoot-beheerder van genoemde landbouwvennootschap de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt op 1 april van de volgende periode, zijn de bepalingen van artikel 9, § 3, 1° en 2°, van toepassing.

§ 2. Er moet bloed- of aanverwantschap bestaan tussen de overdrager en de overnemer :

1° als de producent-overnemer een rechtspersoon is, dient aan volgende voorwaarden voldaan te worden :

a. het bloed- of aanverwantschap in de eerste graad of bloedverwantschap in de zijlinie en tweede graad of de hoedanigheid van echtgenoot moet in geval van landbouwvennootschap minstens bestaan bij één van de beherende vennoten die zijn vermeld in de akte tot oprichting van die landbouwvennootschap of in geval van een andere rechtspersoon, bij één van de bestuurders of beheerders die benoemd zijn in de akte tot oprichting van die rechtspersoon.

Bij gebrek daaraan moeten die beherende vennoten, bestuurders of beheerders de hoedanigheid van beherend vennoot van de landbouwvennootschap of van bestuurder of beheerder van de rechtspersoon ononderbroken hebben tijdens de negen voorgaande periodes;

b. binnen de betrokken rechtspersoon moeten alle beherende vennoten, bestuurders of beheerders onderling bloed- of aanverwanten in de eerste graad of bloedverwanten in de zijlinie en de tweede graad zijn of de hoedanigheid van echtgenoot hebben;

2° als de producent-overnemer een groepering van natuurlijke personen is, moet er bloed- of aanverwantschap in de eerste graad of bloedverwantschap in de zijlinie en tweede graad of de hoedanigheid van echtgenoot bestaan tussen de overdrager en de overnemer bij minstens één van de natuurlijke personen die de groepering vormen. De leden van die groepering moeten aan volgende voorwaarden voldoen :

a. alle natuurlijke personen die die groepering vormen, moeten onderling bloed- of aanverwanten in de eerste graad of bloedverwanten in een zijtak in de tweede graad zijn (of de hoedanigheid van echtgenoot hebben);

b. wanneer die groepering uit twee echtgenoten bestaat, moet de producent-overdrager een natuurlijke persoon of een groepering van natuurlijke personen bestaande uit twee echtgenoten zijn.

Aan de vereiste van bloed- of aanverwantschap kan niet worden voldaan wanneer ofwel de overdrager ofwel de overnemer een andere rechtspersoon is dan de landbouwvennootschap, een groepering van rechts- of natuurlijke personen.

§ 3. Bovendien wordt van de referentiehoeveelheden die het voorwerp uitmaken of uitgemaakt hebben van een overdracht in de volgende gevallen 90 % toegewezen aan de nationale reserve :

1° de producent-overnemer is, behalve bij toepassing van artikel 1, 15°, g), een natuurlijke persoon die de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt op 1 april van de volgende periode en die gedurende de drie voorgaande periodes zonder onderbreking geen landbouwer in hoofdberoep is;

2° de producent-overnemer is, behalve bij toepassing van artikel 1, 15°, g), een groepering van natuurlijke personen of een landbouwvennootschap waarvan één van de personen of één van de beherende vennoten de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt op 1 april van de volgende periode en die gedurende de 3 voorgaande periodes zonder onderbreking geen landbouwer in hoofdberoep is geweest;

3° de overdracht gebeurt ter toepassing van artikel 8, 2e lid; onverminderd de bijzondere bepalingen bedoeld in artikel 1, punt 15°;

4° de producent-overnemer blijft in gebreke om het bewijs te leveren van zijn hoedanigheid als landbouwer in hoofdberoep gedurende de duur van het hele jaar van de uitwerking van de overdracht of, in geval van een beginnende activiteit, gedurende heel het volgende burgerlijk jaar.

Deze bepaling is niet van toepassing in het geval van overdracht van een bedrijf krachtens artikel 1, punt 15°, g), of van een gedeelte ervan tussen echtgenoten of tussen bloed- of aanverwanten in de eerste graad, en voorzover de producent-overnemer slechts uit één enkele natuurlijke persoon bestaat;

5° het geheel van het bedrijf van de producent-overnemer evenals de overgedragen grond zijn niet gelegen op het grondgebied van de oude gemeente waar de installaties van de productie-eenheid zich bevonden van waaruit per 31 maart 2002 de leveringen en/of de rechtstreekse verkopen gebeurden die door het Bestuur op de over te dragen referentiehoeveelheid geboekt werden, of op het grondgebied van een naburige oude gemeente. De afname voor de nationale reserve wordt eveneens toegepast indien de overgedragen gronden niet gelegen zijn op het grondgebied van de oude gemeente waar de melkinstallatie en/of de stal van de productie-eenheid van de overnemer zich bevinden, of op het grondgebied van een naburige oude gemeente.

Wanneer het geheel van het bedrijf van de producent-overnemer evenwel uit één productie-eenheid bestaat en gelegen is op het grondgebied van de oude gemeente waar de installaties van deze productie-eenheid gelegen zijn, of op het grondgebied van een naburige oude gemeente, is deze afname voor de reserve evenwel niet van toepassing indien de productie-eenheid van waaruit per 31 maart 2002 de leveringen en/of rechtstreekse verkopen gebeurden die door de Bestuur geboekt werden op de over te dragen referentiehoeveelheid, gelegen is op het grondgebied van de oude gemeente waar de installaties van de productie-eenheid van de overnemer zich bevinden, of op het grondgebied van een naburige oude gemeente;

6° één van de voorwaarden voorzien in artikel 5 wordt niet of wordt niet meer nageleefd.

Bij niet-naleving van de bepaling van artikel 5, b, worden de 90 % van de referentiehoeveelheid die aan de nationale reserve worden toegewezen, evenwel in evenredigheid berekend met de verhouding bestaande tussen de oppervlakte van de overgenomen gronden die niet zijn uitgebaat op ononderbroken wijze tijdens de periode van negen jaar vanaf de datum van overdracht van de referentiehoeveelheid en de totale oppervlakte van de overgenomen gronden.

Art. 10. § 1. Van de referentiehoeveelheden die het voorwerp uitmaken van een overdracht bedoeld in artikelen 5 en 13 tussen producenten die bloed- of aanverwant in de eerste graad zijn of tussen bloedverwanten in de zijlinie en tweede graad of tussen echtgenoten en die niet beantwoorden aan één van de gevallen bedoeld in artikel 9, § 3, wordt 90 % van de schijven die, samengevoegd met de referentiehoeveelheid van de overnemer vóór de overdracht, de referentiehoeveelheid van de overnemer na overdracht verhogen tot boven de 520 000 liter, toegewezen aan de nationale reserve.

§ 2. 1° Indien de producent-overnemer een groepering van natuurlijke personen is, beantwoordend aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 2, 2°, punt a), wordt het plafond van 520 000 liter op 720 000 liter gebracht.

2° Indien de producent-overnemer een landbouwvennootschap of een andere rechtspersoon is, die voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 2, 1°, punt b), waarvan alle behorende vennoten beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 2, a), punt 1°, wordt het plafond van 520 000 liter verhoogd tot 720 000 liter.

3° Indien de producent-overnemer bestaat uit een groepering van natuurlijke personen samengesteld uit twee echtgenoten zoals bepaald in artikel 1, 7°, d), wordt het plafond beperkt tot 520 000 liter.

§ 3. De afname voor de nationale reserve is niet van toepassing op het deel van de referentiehoeveelheid waarover de overdrager reeds beschikte voor de periode van 1 april 1991 tot 31 maart 1992, indien de producent-overdrager en de producentovernemer bloed- of aanverwanten in de eerste graad, bloedverwanten in de zijlinie en tweede graad of echtgenoten zijn en voldoen :

1° de overdrager mag in het lopende periode geen referentiehoeveelheid hebben overgenomen;

2° noch overdrager, noch overnemer hebben de leeftijd van 65 jaar bereikt op 1 april van de periode waarin de overdracht uitwerking heeft. Bij groepering van natuurlijke personen of in geval van landbouwvennootschap of van rechtspersoon, wordt de leeftijd van de oudste persoon, behorend vennoot, bestuurder of beheerder in rekening gebracht;

3° de overnemer mag geen bedrijf overgenomen hebben in de zin van artikel 1, punt 15, gedurende de negen voorgaande periodes, noch gedurende de lopende periode. De negen periodes worden evenwel teruggebracht tot vijf als de betreffende vraag tot overname werd ingediend vóór 1 januari 1997;

4° indien de producent-overnemer of de producent-overdrager of beiden bestaan uit een landbouwvennootschap of een andere rechtspersoon, moeten alle beheerders of bestuurders beantwoorden aan de voorwaarden bedoeld in artikel 9, § 2, 1°, punt a).

Art. 11. § 1. De referentiehoeveelheden die het voorwerp uitmaken van een overdracht worden voor 100 % toegewezen aan de nationale reserve indien het gaat om referentiehoeveelheden die de producent niet geheel of gedeeltelijk behoudt overeenkomstig artikel 6.

§ 2. Bij niet-naleving van één van de voorwaarden bepaald bij artikel 1, 15°, worden 100 % van de referentiehoeveelheden die overgedragen zijn aan de producent ter toepassing van genoemd artikel 1, 15°, aan de nationale reserve toegewezen op de eerste dag van de volgende periode.

Bij niet-naleving van de bepaling van artikel 5, b), worden 90 % van de referentiehoeveelheid die aan de nationale reserve worden toegewezen, in evenredigheid berekend met de verhouding bestaande tussen de oppervlakte van de overgenomen gronden die niet op ononderbroken wijze uitgebaat zijn tijdens de periode van negen jaar vanaf de datum van overdracht van de referentiehoeveelheid en de totale oppervlakte van de overgenomen gronden.

Art. 12. Bij een overdracht van het geheel of een gedeelte van een bedrijf aan een persoon die geen producent is, onverminderd de bepalingen in artikel 15, bedraagt de afname voor de nationale reserve 100 % van de overgedragen referentiehoeveelheid.

Art. 13. § 1. Ingeval het Bestuur vaststelt dat de productie van melk en zuivelproducten van twee of meerdere producenten afkomstig is van eenzelfde bedrijf, dan voert zij een ambtshalve samenvoeging uit van de betrokken producenten.

In dit geval gaat het Bestuur over tot de rechtzetting van de referentiehoeveelheden die op dat bedrijf beschikbaar kunnen zijn, met toepassing van de bepalingen van de artikelen 5, 9, 10 en 14, § 1.

§ 2. Behoudens in geval van overmacht wordt de ambtshalve samenvoeging zoals bedoeld in § 1 eveneens uitgevoerd in geval van vaststelling van gebruik van dezelfde productiemiddelen van een melkproductie-eenheid door producenten of in geval van tijdelijke overdracht tussen producenten, ofwel rechtstreeks, ofwel via derden, van het beheer van alle of van een gedeelte van de productiemiddelen van een melkproductie-eenheid, voor een periode korter dan 24 maanden.

Deze bepaling is evenwel niet van toepassing voor de producenten die reeds actief waren vóór 1 april 1996 op dezelfde melkproductie-eenheid en waartussen - uiterlijk tot en met de campagne 1995-1996 - zich reeds een overdracht van het genoemd beheer heeft voorgedaan op dezelfde melkproductie-eenheid.

§ 3. In geval van ambtshalve samenvoeging, kan de betreffende producent, binnen de maand die volgt op de mededeling van de beslissing, een aanvraag indienen voor vrijmaking bedoeld in artikel 15, voor het gedeelte van de referentiehoeveelheden dat in geval van niet vrijmaking aan de nationale reserve zou worden toegewezen.

§ 4. In geval de in artikel 3, § 1 bedoelde aanvraag volgt op een ambtshalve samenvoeging, kan zij tot 31 december van de periode ingediend worden, voor zover het een referentiehoeveelheid betreft die conform artikel 15 wordt vrijgemaakt.

§ 5. Vanaf 1 april van de periode volgend op de mededeling van de beslissing, kunnen de referentiehoeveelheden bedoeld in § 3 niet meer in aanmerking genomen worden voor de instelling van de heffing.

Vanaf de mededeling van de beslissing, kunnen deze zelfde referentiehoeveelheden niet meer het voorwerp uitmaken, door de producent, van een overdracht zoals bedoeld in de artikelen 5, 9 en 10.

Als het Bestuur vaststelt dat een producent opgericht ter uitvoering van de bepalingen van artikel 1, 6°, b), deze bepalingen niet meer naleeft of niet heeft nageleefd, wordt elk lid van die producent beschouwd volgens de bepalingen van artikel 1, 6°, a), zoals het bestond voor de toepassing van de bepalingen van artikel 1, 6°, b). In dit geval gaat het Bestuur over tot een ambtshalve samenvoeging van zijn leden door de bepalingen van de artikelen 5, 9, 10 en 14 toe te passen en de betrokken referentiehoeveelheden en in voorkomend geval die verworven krachtens de bepalingen van artikel 15 te verbeteren.

§ 6. Ingeval het Bestuur zijn beslissing van ambtshalve samenvoeging meedeelt aan de betrokken producenten, kunnen deze binnen de maand volgend op de mededeling van de beslissing een beroep indienen bij de leidend ambtenaar van het Bestuur.

Ingeval de leidend ambtenaar na beroep de beslissing van ambtshalve samenvoeging handhaaft, wordt aan de betrokken producenten een nieuwe periode van één maand toegestaan voor vrijmaking bedoeld in artikel 15.

Art. 14. De overdrachten van referentiehoeveelheid bedoeld in de artikelen 5 tot 12 worden geregistreerd hetzij ambtshalve ofwel op aanvraag gericht aan het Bestuur aan de hand van een typeformulier beschikbaar bij het ministerie, waaraan de verantwoordingsdocumenten voor de overdracht van de gronden zullen worden toegevoegd.

De oprichting van een producent zoals bedoeld in artikel 1, 6°, *b*, wordt geregistreerd op aanvraag gericht aan het Bestuur aan de hand van een typeformulier beschikbaar bij het Ministerie, waaraan de verantwoordingsdocumenten voor de overdracht van de gronden zullen worden toegevoegd.

De overgedragen percelen moeten worden aangegeven op de kaarten van de oppervlakteaangiften.

De met de referentiehoeveelheden overgedragen gronden kunnen enkel betrekking op gronden die in België uitgebaat zijn en die door de overdrager aangegeven zijn in zijn oppervlakteaangifte van het kalenderjaar voorafgaand aan de lopende periode. Bij gebrek aan die laatste aangifte kan de producent-overdrager de overgedragen gronden hebben uitgebaat in België tijdens de lopende periode voorzover die gronden niet uitgebaat en aangegeven zijn door een andere producent tijdens de lopende en de twee voorafgaande periodes.

§ 2. Een aanvraag om overdracht van referentiehoeveelheden kan slechts betrekking hebben op een overdracht van het geheel of van een gedeelte van een bedrijf, die zich ten vroegste heeft voorgedaan op 1 april van de vorige periode en zich ten laatste voordoet op 31 maart van de periode. Om ontvankelijk te zijn, moet de aanvraag om overdracht of oprichting van een groepering van melkproducenten ingediend zijn uiterlijk op 30 november van de periode.

Een aanvraag om oprichting van een producent zoals bedoeld in artikel 1, 6°, *b*, mag enkel betrekking hebben om een aanvraag waarvan de authentieke akte houdende oprichting van genoemde producent verleden werd uiterlijk op 31 maart van de betrokken periode.

Een aanvraag om verlenging van een producent zoals bedoeld in artikel 1, 6°, *b*, moet worden ingediend bij het Bestuur bij aangetekende brief ondertekend door alle betrokken leden van de groepering. Om ontvankelijk te zijn moet die aanvraag worden ingediend tussen 1 april en 30 november van de laatste van de drie periodes waarvoor de groepering opgericht is.

§ 3. Behoudens in geval van bedrijfsovernames worden de overdrachten van referentiehoeveelheden alsmede de overeenkomstige afhoudingen voor de nationale reserve, uitgevoerd met uitwerking op 1 april van het volgende periode.

In geval van bedrijfsovername, dient de overdracht van gronden plaats te vinden tussen 1 april van de voorgaande periode en 31 maart van de huidige periode. In dit geval kunnen de overdrachten van de referentiehoeveelheden ten vroegste gebeuren na de overdracht van gronden en kunnen ten vroegste uitwerking hebben op 1 april van de lopende periode en ten laatste op 1 april van de volgende periode. De overeenkomstige afhoudingen voor de nationale reserve worden uitgevoerd met uitwerking op 1 april van het volgende periode.

§ 4. Het Bestuur verifieert of de voorwaarden van overdracht vervuld zijn en voert de overdracht uit.

Het Bestuur deelt zijn beslissing mee aan de betrokken partijen, die een beroep kunnen indienen bij de leidend ambtenaar van het Bestuur binnen de maand die volgt op de mededeling van de beslissing.

Art. 15. Bij het begin van een periode kunnen de producenten, tegen voorafgaande betaling, de herverdeling bekomen van referentiehoeveelheden die definitief werden vrijgemaakt op het einde van de vorige periode door andere producenten tegen betaling van een vergoeding gelijk aan de voornoemde betaling, mits aan volgende voorwaarden voldaan wordt :

1° de vrijmaking en herverdeling wordt enkel toegepast voor referentiehoeveelheden « leveringen »;

2° voor de vrijgemaakte referentiehoeveelheid bedraagt de vergoeding 0,37 EUR per liter melk; het bedrag van de vergoeding wordt verhoogd of verlaagd in functie van het representatieve vetgehalte voor de referentiehoeveelheid leveringen, zoals omschreven in artikel 2, naar rato van 0,0002 EUR centiem per 0,01 gram vet boven of onder 37 gram;

Ongeacht de door het Bestuur beheerde steunregeling, in geval van niet-verschuldigde betaling, kunnen elk bij een producent terug te vorderen bedrag en de interesten daarvan afgetrokken worden van elke vergoeding die aan de producent bij wijze van vrijmaking verschuldigd is.

3° voor de per zone te herverdelen referentiehoeveelheden geldt een referentievethalte dat gelijk is aan het gewogen gemiddelde van de representatieve vetgehalten van al de tijdens de periode per zone vrijgemaakte referentiehoeveelheden; de vergoeding per liter melk met het aldus berekende representatief vetgehalte is gelijk aan het totale bedrag aan vergoedingen dat op basis van het bepaalde onder 2° per zone aan de producent-overdragers moet worden betaald, gedeeld door het totaal aantal liter in dezelfde zone vrijgemaakte referentiehoeveelheden;

4° de producent-overdrager die er zich toe verbindt om aan het einde van de periode zijn referentiehoeveelheid voor leveringen, geheel of gedeeltelijk, definitief vrij te maken moet daartoe een aanvraag indienen zoals bepaald onder 6°. Alle melkproductie-eenheden van de producent-overdrager moeten gelegen zijn in de zone. De referentiehoeveelheid wordt in deze zone vrijgemaakt;

5° de producent-verkrijger die in aanmerking wenst te komen voor herverdeling van referentiehoeveelheden bij het begin van de volgende periode, moet daartoe eveneens een aanvraag indienen zoals bepaald onder 6°. (Een producent komt slechts in aanmerking voor een herverdeling als al zijn productie-eenheden in de zone gelegen zijn);

6° voor de vrijmaking of de herverdeling van referentiehoeveelheden moet de producent-overdrager of de producent-verkrijger in de (zone waarin al zijn melkproductie-eenheden gelegen zijn), een aanvraag indienen aan de hand van het typeformulier dat bij het Bestuur verkrijgbaar is. Voor de aanvragen bedoeld onder de punten 4° en 5° dienen volgende voorwaarden te worden nageleefd :

a) de aanvragen bedoeld onder 4° voor de vrijmaking van referentiehoeveelheden moeten, om ontvankelijk te zijn, bij aangetekend schrijven naar het Bestuur worden opgestuurd, tussen 1 oktober en 30 november van de betrokken periode. Die termijn geldt niet voor de aanvragen voor vrijmaking bedoeld in artikel 13;

b) de aanvragen bedoeld onder 5° voor de herverdeling van referentiehoeveelheden moeten, om ontvankelijk te zijn, bij aangetekend schrijven naar het Bestuur worden opgestuurd, tussen 1 oktober en 30 november van de betrokken periode;

7° de herverdeling van vrijgemaakte referentiehoeveelheden wordt binnen elke zone verricht tussen de hieronder vermelde categorieën producenten :

a) de producenten jonger dan 35 jaar op 1 april van de volgende periode; voor producenten die beantwoorden aan de voorwaarde van artikel 1, 7°, *d)*, wordt enkel de echtgenoot of de echtgenote in aanmerking genomen die de voorwaarden bepaald in artikel 1, 7°, *a)* vervult; in geval van groepering wordt enkel de jongste natuurlijke persoon die de voorwaarden bepaald in artikel 1, 7°, *a)* vervult, in rekening gebracht of in geval van landbouwvennootschap of andere rechtspersoon, wordt de leeftijd van de jongste beherend vennoot, bestuurder of beheerder die reeds actief was op het ogenblik van de overname van de referentiehoeveelheid, in rekening gebracht;

b) de andere producenten.

De herverdeling wordt zodanig verricht :

a) dat per zone 50 % van de vrijgemaakte referentiehoeveelheden aan de producenten van meer dan 35 jaar oud op 1 april na de lopende periode herverdeeld worden en de overige 50 % , aan de producenten van minder dan 35 jaar oud op 1 april na de lopende periode;

b) elke producent die in elke categorie in rekening wordt gebracht, krijgt een even grote hoeveelheid zonder dat deze hoeveelheid de hoeveelheid mag overschrijden waarvoor hij een aanvraag zoals bedoeld onder 5° heeft ingediend;

8° het Bestuur deelt zijn beslissing aan de betrokken producenten mee, die een beroep kunnen indienen bij de leidend ambtenaar van het Bestuur binnen de maand volgend op de mededeling van de beslissing.

§ 2. Om in aanmerking te komen voor de herverdeling van referentiehoeveelheden, moet de producent-verkrijger aan volgende voorwaarden voldoen :

1° hij moet landbouwer in hoofdberoep zijn en over een referentiehoeveelheid beschikken op 1 april van de volgende periode.

De voorwaarde « landbouwer in hoofdberoep » is niet van toepassing voor de inrichtingen die door de Minister zijn erkend en die een gedeelte van hun bedrijvigheid besteden aan het wetenschappelijk onderzoek en/of aan het onderwijs in de sector van de melkproductie en voor de erkende landbouwbeurzen.

Als de producent-verkrijger in gebreke blijft om de vereiste bewijzen te leveren gedurende het gehele kalenderjaar van de herverdeling of, bij het opstarten van de bedrijvigheid, gedurende het gehele volgende kalenderjaar, wordt de aan die producent herverdeelde referentiehoeveelheid aan de nationale reserve toegewezen;

2° vóór de herverdeling mag hij niet beschikken over een totale referentiehoeveelheid voor leveringen en rechtstreekse verkopen die de 20 000 liter per hectare voederoppervlakte van het bedrijf overschrijdt; dat bewijs dient geleverd te worden aan de hand van de oppervlakteaangifte of, bij ontstentenis ervan, aan de hand van een verklaring op erewoord, die bevestigd zal dienen te worden door de oppervlakteaangifte van het daarop volgende jaar; bij gebreke van die bevestiging wordt de aan die producent herverdeelde referentiehoeveelheid aan de nationale reserve toegewezen.

De voederoppervlakten die in aanmerking worden genomen zijn de groepen « mais », « weideland » en « andere voedergewassen » van de oppervlakteaangiften, namelijk de codes 201, 202, 611, 612, 621, 622, 71, 72, 73, 741, 742 en 743;

3° hij moet zich er onherroepelijk toe verbinden de totale vergoeding te betalen voor de referentiehoeveelheden die hem bij herverdeling zijn toegewezen, zodat het Bestuur die vergoeding innt binnen een termijn van één kalendermaand volgend op de datum waarop het resultaat van de herverdeling meegedeeld wordt.

Indien de betaling niet binnen die termijn geschiedt, zal de producent-verkrijger van rechtswege tegen de wettelijke voet berekende intresten verschuldigd zijn, vanaf de eerste dag volgend op die termijn.

Bovendien zal de producent die in gebreke van betaling binnen die opgelegde termijn blijft, niet in aanmerking kunnen komen voor de herverdeling van referentiehoeveelheden van de volgende periode. Op het ogenblik van de aanvraag zal elke bestaande schuld die aanvraag onbestaand maken;

4° hij mag geen overdracht van een referentiehoeveelheid in de hoedanigheid van overdrager verricht hebben, noch definitief een referentiehoeveelheid hebben vrijgemaakt, tijdens de lopende periode of tijdens de twee voorgaande periodes;

5° buiten het geval van een overname of van de oprichting van een bedrijf mag hij geen aanvraag voor de overdracht van een referentiehoeveelheid in de hoedanigheid van een overnemer hebben verricht tijdens de lopende periode;

6° tijdens de lopende periode mag hij geen aanvraag hebben ingediend om tijdelijk een referentiehoeveelheid tijdelijk af te staan;

7° hij mag de referentiehoeveelheden die gedurende de vijf periodes volgend op de herverdeling zijn herverdeeld, niet vrijmaken, behalve indien de gehele referentiehoeveelheid wordt vrijgemaakt. Indien gedurende één van die vijf periodes een gedeeltelijke vrijmaking verricht wordt, worden de aan de producent herverdeelde hoeveelheden aan de nationale reserve toegewezen op 1 april van de volgende periode

Art. 16. § 1. Elke referentiehoeveelheid toegekend aan een producent die tijdens de duur van een volledige periode geen melk of andere zuivelproducten in de handel heeft gebracht, wordt na afloop van de betrokken periode toegewezen aan de nationale reserve.

§ 2. Voor elke producent die tijdens een periode een hoeveelheid gelijk aan minstens 70 % van zijn individuele referentiehoeveelheid gecumuleerd wegens leveringen en rechtstreekse verkopen, niet in de handel heeft gebracht, wordt 50 % van de niet-geproduceerde gecumuleerde referentiehoeveelheid toegewezen aan de nationale reserve na het verstrijken van de betrokken periode.

§ 3. Voor het deel van zijn referentiehoeveelheden die bij niet-vrijmaking toegewezen zou worden aan de nationale reserve, kan de bij de bepaling van § 2 betrokken producent een vrijmakingsaanvraag zoals bedoeld in artikel 15 indienen binnen de maand die volgt op de notificatie van de beslissing door het Bestuur.

Art. 17. § 1. Wat de leveringen betreft en in voorkomend geval de rechtstreekse verkopen moet de koper vóór de 21e van elke maand aan het Bestuur alle gevraagde gegevens bezorgen met betrekking tot de leveringen van de voorgaande maand alsook alle aangevraagde inlichtingen betreffende de rechtstreekse verkopen van zuivelproducten door één of meerdere producenten.

Volgens de modaliteiten bepaald door de Minister, moet de koper of de persoon die voor rekening van de koper de melkophaling doet, tijdens elke ophaling een document invullen dat door de producent dient bewaard te worden en dat, per productie-eenheid, zijn leveringen en in voorkomend geval zijn rechtstreekse verkopen aan de betrokken koper individualiseert.

De kopers zijn verplicht alle gevraagde gegevens betreffende de leveringen en, in voorkomend geval, betreffende de rechtstreekse verkopen, van het vorige tijdvak te bevestigen aan het Bestuur vóór 30 april volgend op de betrokken periode.

De kopers moeten gedurende ten minste vijf jaren vanaf het einde van de periode de sporen van elke individuele levering en in voorkomend geval van elke rechtstreekse verkoop bewaren in de vorm van het origineel rapport van elke ophaalronde, gedateerd en naar behoren geïdentificeerd.

§ 2. Wat de rechtstreekse verkopen betreft moet de producent die tijdens de betrokken periode melk of zuivelproducten rechtstreeks heeft verkocht of die beschikte over een referentiehoeveelheid voor rechtstreekse verkopen, conform de bepalingen van de artikelen 11 en 24 van Verordening (EEG) nr. 595/2004 van de Commissie :

1° in het register hem ter beschikking gesteld door het ministerie een productboekhouding, alsook een permanente inventaris van de melkkoeien bijhouden.

Dit register en de daarbij horende bewijsstukken dienen gedurende vijf jaar ter beschikking van het ministerie te worden gehouden;

2° het verklaringsformulier, per tijdvak, van de verkoop van melk en zuivelproducten, eveneens ingevoegd in het register bedoeld in 1°, invullen;

3° dit formulier aan de Buitendienst van het Bestuur, per aangetekend schrijven en ten laatste op 30 april van de volgende periode, opsturen, eventueel vergezeld van de aanvraag tot tijdelijke wijziging of tot tijdelijke vaststelling van de referentiehoeveelheid, bepaald bij artikel 3, § 1.

§ 3. Bij het ontbreken op 15 mei van de volgende periode van de mededeling van de inlichtingen en verklaringen bedoeld in §§ 1 en 2, 3°, gelden de in artikel 11, punten 3 en 4, van Verordening (EEG) nr. 595/2004 van de Commissie voorziene boetes.

Art. 18. § 1. Het ministerie is belast met de inning van de extra heffing. In geval van producent bedoeld in artikel 1, 6°, b, is de eventuele heffing onverdeeld verschuldigd onder zijn leden.

§ 2. Wat de leveringen betreft dient de extra heffing door de heffingsplichtige koper betaald te worden vóór 22 augustus van de volgende periode.

Indien deze termijn niet wordt nageleefd, wordt de wettelijke interest op jaarbasis toegepast op de verschuldigde bedragen.

De extra heffing moet betaald worden door de koper aan wie de verschuldigde producent levert op het ogenblik dat de afrekening wordt berekend na het einde van de betrokken periode.

De koper houdt het verschuldigde bedrag in op de prijs die hij voor de melk verschuldigd is aan de producent die de uiteindelijke schuldenaar is, of int het verschuldigde bedrag op een andere wijze met passende middelen.

Wanneer de door een producent geleverde hoeveelheden de referentiehoeveelheid overschrijden waarover hij beschikt, mag de koper, als voorschot op de verschuldigde heffing, het bedrag van de prijs van de melk inhouden van alle leveringen van die producent die deze ter beschikking staande referentiehoeveelheid overschrijden, zoals die gekend is op het ogenblik van inhouden.

§ 3. Wat de rechtstreekse verkopen betreft dient de extra heffing door de producent betaald te worden vóór 1 september van de volgende periode.

Indien deze termijn niet wordt nageleefd, wordt de wettelijke interest op jaarbasis toegepast op de verschuldigde bedragen.

§ 4. Het Bestuur neemt de nodige maatregelen in de gevallen waarin de koper of de producent niet in staat zijn de verschuldigde extra heffing te betalen.

In voorkomend geval, kan het Bestuur ter compensatie elke verschuldigde vergoeding uitbetalen aan de producent die het geheel of een gedeelte van zijn referentiehoeveelheid heeft vrijgemaakt overeenkomstig artikel 15, § 1.

Art. 19. Voor de toepassing van dit besluit kan rekening worden gehouden met de gegevens verstrekt door de producenten op de vragenformulieren gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 april 2001 betreffende de organisatie van een jaarlijkse landbouwtelling in de maand mei, uitgevoerd door het Nationaal Instituut voor de Statistiek, en op de oppervlakteaangiften, voorzien in het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen.

Art. 20. De inbreuken op de bepalingen van Verordening (EEG) nr. 1788/2003 van de Raad en van Verordening (EG) nr. 595/2004 van de Commissie, op de bepalingen van dit besluit en op de bepalingen die getroffen zijn krachtens dit besluit, worden opgespoord, vastgesteld en bestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Art. 21. Het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2002 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten wordt opgeheven.

De verbintenissen en verplichtingen die de producenten voorheen hebben aangegaan blijven echter van toepassing tot beëindiging ervan alsook de eventuele desbetreffende boetes onverminderd de bijzondere voorwaarden bedoeld in artikel 1, punt 15° en artikel 9, § 1.

Art. 22. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 2004.

Art. 23. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 9 september 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN

BIJLAGE

Representatieve vetgehaltenes en equivalentiecoëfficiënten.

A. Representatieve vetgehaltenes :

De representatieve vetgehaltenes worden vastgesteld voor referentiehoeveelheden « leveringen », en voor referentiehoeveelheden « rechtstreekse verkopen » die geheel of gedeeltelijk aangewend worden voor leveringen aan een koper.

1. Basisvetgehalte :

- Voor de referentiehoeveelheid leveringen : het representatieve vetgehalte verbonden aan de referentiehoeveelheid beschikbaar op 31 maart 2002.

- Voor de referentiehoeveelheid rechtstreekse verkopen : 39,14 g/liter melk.

2. Bij aanpassing van een referentiehoeveelheid zoals voorzien in artikel 3 :

- het representatieve vetgehalte van de verhoogde referentiehoeveelheid is gelijk aan het gewogen gemiddelde van het representatieve vetgehalte van de referentiehoeveelheid vóór verhoging en het representatieve vetgehalte van de geheel of gedeeltelijk overgedragen referentiehoeveelheid;

- het representatieve vetgehalte van de verminderde referentiehoeveelheid van verandert niet.

3. Bij het afsluiten van overeenkomsten voor tijdelijke overdracht van referentiehoeveelheden, zoals voorzien in artikel 4 :

- het representatieve vetgehalte van de referentiehoeveelheid van de producent-overnemer is gelijk aan het gewogen gemiddelde van de representatieve vetgehaltenes van zijn oorspronkelijke referentiehoeveelheid en de tijdelijk verworven referentiehoeveelheid;

- het representatieve vetgehalte van de referentiehoeveelheid van de producent-overdrager verandert niet.

4. Bij definitieve wijziging van referentiehoeveelheden zoals voorzien in de artikelen 5 en 6 :

- het representatieve vetgehalte van de referentiehoeveelheid van de producent-overnemer is gelijk aan het gewogen gemiddelde van de representatieve vetgehaltenes van zijn oorspronkelijke referentiehoeveelheid en de definitief verworven referentiehoeveelheid;

- het representatieve vetgehalte van de referentiehoeveelheid van de producent-overdrager verandert niet.

B. Equivalentiecoëfficiënten om in de handel gebrachte zuivelproducten om te rekenen in liter volle melk :

Producten	Eenheid	Equivalentie-coëfficiënt om te zetten in 1 l volle melk
Boter	1 kg	21,8
Hoeveroom :		
Met 20 % vetgehalte	1 liter	5,1
Met 40 % vetgehalte	1 liter	10,2
Kaas :		
- harde kaas of halfharde kaas	1 kg	10
- zachte kaas	1 kg	9
- verse kaas met volle melk	1 kg	5
- Matten	1 kg	7
Roomijs	1 liter of 0,5 kg	1,25
Melkijs	1 liter	0,4
Yoghourt met volle melk en kefir	1 liter	1
Yoghourt met halfvolle melk	1 liter	0,5
Volle chocomelk	1 liter	1
Halfvolle chocomelk	1 liter	0,5
Chocopasta	1 kg	7,5
Chocomousse	1 kg	1
Pudding :		
vanille en chocolade	1 liter	1
Vanille- en chocoladedessertcreme	1 liter	1
Flan	1 liter	1

Deze coëfficiënten werden vastgesteld uitgaande van volle melk met 39,14 gram vet per liter. Indien de producent kan bewijzen dat de hoeveelheden die werkelijk voor de vervaardiging van de betrokken producten zijn gebruikt verschillend zijn, worden de equivalentiecoëfficiënten op die basis gewijzigd.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten.

Namen, 9 september 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN